EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	MAROC	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr	7 fr.
6 MOIS	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
 Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paiements en
 timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires, la ligne de 34 let-
 tères, corps 8,
 et administratives 1 fr. 50.

Arrêtés Résidentiels des 12 décembre 1913 et 23
 décembre 1919 (B. O. n° 60 et 375 des
 décembre 1913 et 29 décembre 1919).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du
 Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

1. — Echange de télégrammes à l'occasion du 1 ^{er} janvier 1920	41
2. — Conseil des Vizirs. — Séance du 7 janvier 1919.	42
PARTIE OFFICIELLE	
3. — Dahir du 20 décembre 1919 (25 Rebia I 1338) modifiant et complétant le dahir du 4 septembre 1915 sur l'Etat-Civil	42
4. — Dahir du 23 décembre 1919 (6 Rebia II 1338) portant approbation de deux textes intitulés respectivement : Dahir réglementant les perceptions en matière civile, administrative, criminelle et notariale ; Dahir modifiant les dahirs sur l'enregistrement et le timbre.	43
5. — Dahir du 9 janvier 1920 (18 Rebia II 1338) relatif aux relations commerciales du Maroc avec l'Allemagne.	56
6. — Arrêté viziriel du 10 janvier 1920 (19 Rebia II 1338) relatif à l'expertise en matière de fausse déclaration d'origine des marchandises déclarées en douane.	57
7. — Arrêté viziriel du 21 décembre 1919 (1 ^{er} Rebia II 1338) portant autorisation d'achat par l'Etat Chérifien d'un immeuble à El Aïoun.	58
8. — Arrêté viziriel du 31 décembre 1919 (8 Rebia II 1338) relatif à la fermeture de la classe en 1920.	58
9. — Arrêté résidentiel du 22 décembre 1919 portant création et organisation de la Région civile d'Oujda.	59
10. — Arrêté résidentiel du 9 janvier 1920 portant création d'une chambre mixte consultative française d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie à Sali et nommant les membres de ladite chambre.	60
11. — Arrêté résidentiel du 5 janvier 1920 portant augmentation du taux de l'indemnité journalière allouée aux chauffeurs militaires détachés dans les Services civils du Protectorat.	60
12. — Arrêté du Directeur Général des Travaux Publics portant autorisation relative à l'installation à Sali d'un dépôt de chiffons, déchets d'animaux et vieux métaux par M. Benahem-Benabou.	60
13. — Tableau d'avancement du personnel des secrétaires-greffiers et commis de secrétariat pour l'année 1920	60
14. — Tableau d'avancement du personnel des interprètes judiciaires pour l'année 1920.	61
15. — Tableau d'avancement du personnel des Services Civils pour l'année 1919 (suite).	62
16. — Nominations et démissions.	63
17. — Erratum au "Bulletin Officiel" n° 376 du 5 janvier 1920.	66

PARTIE NON OFFICIELLE

18. — Réception du 1 ^{er} janvier à la Résidence Générale	67
19. — Compte rendu de la séance du Conseil du Gouvernement du 5 janvier 1920.	71
20. — Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la date du 4 janvier 1920	74

21. — Inauguration du Pont du Bou-Regreg	75
22. — Avis des P. T. T.	75
23. — Liste des permis de recherches de mines accordés pendant le mois de novembre 1920.	76
24. — Propriété Foncière Conservation de Casablanca: Extraits de réquisitions n° 2589 à 2595 inclus	80
25. — Annonces et avis divers	82

ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES
 à l'occasion du 1^{er} janvier 1920

A l'occasion du 1^{er} janvier, le Commissaire Résident Général a adressé au Ministre des Affaires Étrangères et au Président du Conseil les télégrammes suivants :

« A Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères,
 « Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien faire remettre le télégramme suivant à M. le Président de la République :

« Sa Majesté Chérifienne me charge de transmettre à
 « Votre Excellence ses vœux les plus ardents pour votre
 « Personne et pour la France à l'aube de cette année nou-
 « velle. Je me permets d'y ajouter mes vœux personnels et
 « ceux de toute la Colonie Française dont je suis l'inter-
 « prète. »

« LYAUTEY. »

« A Monsieur le Président du Conseil,
 « Les Français du Maroc me prient d'être auprès du
 Gouvernement de la République et de votre Personne l'in-
 terprète de leur dévouement et de leur foi dans la Mère Pa-

trie libérée de l'envahisseur grâce à votre énergique et décisive direction, et de leur résolution d'élever leurs efforts et leur désintéressement à la mesure de tant de sacrifices, conscients des grands devoirs que la restauration de notre France après tant d'épreuves impose à chacun.

« Ils vous prient d'être leur interprète auprès de M. le Président de la République.

« LYAUTEY. »

Réponse du Président de la République

« M. le Président de la République vous charge de remercier très vivement Sa Majesté Chérifienne des vœux que vous avez bien voulu Lui transmettre. Il adresse à Sa Majesté ses vœux les plus ardents pour sa Personne, sa famille et son peuple.

« M. le Président de la République vous remercie également de vos vœux personnels et il vous prie de transmettre à la Colonie Française l'expression de sa vive gratitude. »

Réponse du Président du Conseil

« Je vous prie de faire agréer à Sa Majesté Chérifienne mes remerciements les plus vifs pour les souhaits dont vous m'avez transmis l'expression ainsi que mes vœux pour son bonheur et celui de son peuple, qui a manifesté pendant la guerre comme pendant la paix son indissoluble attachement à la France. Le Gouvernement de la République apprécie le concours si utile que le Maroc a pu jusqu'ici facilement prêter à la France, grâce au régime du Protectorat institué par les traités dont le respect s'impose à tous ; ce régime est également avantageux pour la nation protégée et pour la Nation protectrice.

« Je vous remercie bien vivement de vos vœux et je vous prie de dire ma vive gratitude à la Colonie Française et au Corps d'occupation.

« CLEMENCEAU. »

CONSEIL DES VIZIRS

Séance du 7 janvier 1920

Le Conseil des Vizirs s'est réuni le 7 janvier 1920, sous la présidence de S. M. le Sultan.

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 20 DÉCEMBRE 1919 (26 Rebia I 1338)
modifiant et complétant le dahir du 4 septembre 1919
sur l'état civil

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 27 (alinéa 1^{er}), 31 et 38 du dahir du 4 septembre 1915 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 27. — L'affiche prévue à l'article précédent restera apposée à la porte de l'immeuble où est établi le service de l'officier de l'état-civil pendant dix jours.

« Le mariage ne pourra être célébré avant le dixième jour et non compris celui de la publication. Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année grégorienne à compter de l'expiration du délai de la publication, il ne pourra l'être qu'après une nouvelle publication faite dans la forme ci-dessus, à moins d'autorisation spéciale du Procureur Commissaire du Gouvernement du ressort. »

« ART. 31. — S'il n'y a point d'opposition, il en sera fait mention dans l'acte de mariage et si la publication a été faite par plusieurs officiers de l'état civil, chacun transmettra d'office, sans délai, à celui d'entre eux qui doit célébrer le mariage, un certificat constatant qu'il n'existe point d'opposition. »

« ART. 38. — Le jour désigné par les parties après le délai de publication, l'officier de l'état-civil, dans la maison où est établie son administration et en présence de deux témoins, parents ou non parents, fera la lecture aux parties des pièces ci-dessus mentionnées relatives à leur état et aux formalités de mariage.

« L'officier de l'état civil interpellera les futurs époux et, s'ils sont mineurs, leurs ascendants présents à la célébration et autorisant le mariage, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage, et, dans le cas de l'affirmative, la date de ce contrat ainsi que le nom et la résidence de celui qui l'aura reçu.

« Si les pièces produites par l'un des futurs époux ne concordent pas entre elles quant aux prénoms ou quant à l'orthographe des noms, il interpellera celui qu'elles concernent, et, s'il est mineur, les plus proches ascendants présents à la célébration, d'avoir à déclarer que le défaut de concordance résulte d'une omission ou d'une erreur. En cas de non présence, les ascendants attesteront l'identité dans leur consentement donné en la forme légale. Le tribunal, dans le cas où il exercera les fonctions de conseil de famille, donnera, s'il y a lieu, la même attestation dans son acte de consentement. En cas de décès des ascendants, l'identité sera valablement attestée pour les mineurs par la famille et, pour les majeurs, par leurs propres déclarations.

« Il recevra, de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme, il prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage et en dressera acte sur le champ. »

*Fait à Rabat, le 26 Rebia I 1338,
(20 décembre 1919).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 janvier 1920.

*Pour le Commissaire Résident Général,
Le Délégué à la Résidence Générale,
U. BLANC.*

DAHIR DU 28 DÉCEMBRE 1919 (6 Rebia II 1338)
portant promulgation de deux textes intitulés respectivement :

- 1°. - Dahir réglementant les perceptions en matière civile, administrative, criminelle et notariale;
- 2°. - Dahir modifiant les dahirs sur l'Enregistrement et le Timbre.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Après S'être assurée de l'assentiment du Gouvernement Français,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont promulgués et recevront leur application dans la zone française de Notre Empire, à compter du 1^{er} avril 1920, les deux textes publiés en annexe au présent dahir et intitulés comme suit :

- 1° Dahir réglementant les perceptions en matière civile, administrative, judiciaire et notariale ;
- 2° Dahir modifiant les dahirs sur l'Enregistrement et le Timbre.

*Fait à Rabat, le 6 Rebia II 1338,
(28 décembre 1919).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Rabat, le 29 décembre 1919.
Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

* * *

ANNEXE N° 1

EXPOSÉ DES MOTIFS

Aux termes de l'article 4 du dahir du 12 août 1913 réglementant les perceptions auxquelles donnent lieu au profit du Trésor, les instances engagées en toutes matières, devant les juridictions françaises, ou les actes de greffe ou notariés faits par leurs secrétariats, « la partie qui demande « qu'il soit procédé à un acte quelconque ou à une ou plusieurs opérations judiciaires donnant ouverture à une « perception, doit en consigner d'avance le coût probable, « calculé d'après les données apparentes de l'affaire dont il « s'agit. Il est donné à la partie, par l'agent comptable du « secrétariat auquel cette consignation a été opérée, un ré- « cépissé, détaché d'un registre à souche, de la somme par « elle déposée, et il lui est ouvert, sous un numéro d'ordre « qui est reproduit au récépissé et au dossier de l'affaire, « un compte particulier. Le crédit de ce compte se compose « de la somme consignée et de tous les compléments de « consignation qui seraient nécessaires dans la suite, tandis « que le débit se compose de toutes les perceptions de taxe « auxquelles les actes faits donnent ouverture. »

L'article 5 du même dahir ajoute : « Le compte particulier ainsi établi reste ouvert tant que la procédure « entreprise n'est pas terminée. Si la balance démontre « qu'il ne reste plus de somme disponible au crédit, la « consignation doit être renouvelée, sur simple avis du se- « crétaire-greffier, à défaut de quoi la partie ne peut exiger « la continuation des formalités. »

Et, aux termes de l'article 6 : « Le compte particulier « est apuré sur la vérification qui est faite par le magistrat « des sommes portées en recette et en dépense, avec le vu « pour taxe qu'il appose, ainsi que le numéro du compte, « sur toutes les pièces taxées. »

Le mode de règlement et de perception des taxes judiciaires ou notariales ainsi institué par le dahir du 12 août 1913, était nécessairement imposé par le système de tarification des droits admis par ce même dahir et qui consiste, comme en France, à frapper chacun des actes d'une même procédure, d'un droit plus ou moins élevé, suivant la na-

ture de l'acte, le nombre de ses copies, etc... Comme, en effet, il est le plus souvent, impossible de connaître à l'avance, au début d'une instance ou d'une procédure quelconque, le nombre et la nature des actes qui seront dressés ou notifiés, et, par conséquent, de savoir à combien s'élèvera le coût total de cet ensemble d'actes, la nécessité s'imposait de faire consigner au greffe par la partie intéressée, *une provision*, et, par suite, de lui ouvrir un compte détaillé, acte par acte, par doit et avoir.

La pratique a cependant démontré que ce système de perception des taxes judiciaires présentait de sérieux inconvénients. Il astreint, en effet, les parties, à des consignations souvent excessives, ou, à l'inverse, il laisse parfois, en cas d'insuffisance de la *provision*, le Trésor à découvert. D'autre part, il charge d'une lourde responsabilité les secrétaires-greffiers, et il leur impose des écritures multiples et compliquées qui absorbent leur attention et leur temps, au détriment de leurs fonctions normales et de la célérité des procédures.

Le Protectorat a, en conséquence, mis à l'étude la réforme de la législation existante. Cette étude a d'ailleurs été étendue aux tarifs que l'on s'est préoccupé de réduire sensiblement, principalement en ce qui concerne les petites instances devant les tribunaux de paix. Poursuivie successivement à Rabat et à Paris, elle a abouti à un ensemble de dispositions nouvelles qui remplacent celles du dahir du 12 août 1913 et dont l'économie peut se résumer ainsi qu'il suit :

Au lieu de frapper chacun des actes ou formalités d'une même procédure d'un droit spécial, la loi nouvelle fait masse de tous ces actes ou formalités, et elle soumet la procédure elle-même, prise ainsi dans son ensemble, à une taxe unique et, en quelque sorte, forfaitaire. Ce système a, pour conséquence de rendre inutile toute provision ; on sait d'avance ce qu'une procédure coûtera ; le demandeur en paye d'avance le coût ; moyennant ce paiement, l'Etat, par ses juges et ses greffiers, conduira la procédure jusqu'à son aboutissement, et fera, à cette fin, tous les actes qui seront nécessaires sans percevoir aucun nouveau droit. La somme qu'aura payée le justiciable restera acquise au Trésor, sauf certains cas limitativement spécifiés où, la poursuite étant abandonnée, il y aura lieu à restitution d'une partie du droit payé. Quant au tarif, il a été calculé de manière à comprendre dans le forfait, non seulement les frais de justice proprement dits, mais même les petits débours, le timbre et l'enregistrement.

Les avantages d'un tel système, tant pour les justiciables que pour les services judiciaires et pour le Trésor, sont évidents. Ils constituent un des bénéfices les plus précieux de l'organisation judiciaire du Maroc, qui, en substituant les magistrats et les secrétariats des diverses juridictions aux

officiers ministériels, a seule permis une innovation aussi considérable.

Le nouveau dahir est divisé en sept chapitres, portant les mêmes intitulés que l'ancien : 1° Dispositions générales ; 2° Ecritures, transports, interprètes, experts, témoins et gardiens ; 3° Frais d'instance en matière civile, commerciale et administrative ; 4° Procédures et actes divers ; 5° Actes notariés ; 6° Matières criminelles ; 7° Mesures transitoires et abrogation des dispositions antérieures.

Le chapitre I^{er} (dispositions générales) pose les fondements de la réforme. L'article 4 notamment contient le principe de la *taxe judiciaire forfaitaire*, et indique les frais divers auxquels elle se substitue. Il traite aussi de la question des menus déboursés que nécessitent de la part des greffiers, certaines affaires ; il les comprend dans la taxe et indique le moyen d'y pourvoir.

L'article 5 spécifie que le *droit de titre*, c'est-à-dire les droits de timbre et d'enregistrement exigibles sur les actes produits ou sur les conventions révélées en justice et qui sont complètement indépendants de la procédure, ne sont pas, comme de juste, compris dans la taxe judiciaire. Le texte fixe, en même temps, le mode de perception du droit de titre.

Les articles 6, 7 et 8 règlent le mode de liquidation et de perception de la taxe, qui doit être, en principe, payée d'avance.

Les articles 9 et 10 prévoient les cas où les parties renoncent à l'instance qu'elles ont engagée ou à l'acte qu'elles ont requis. La restitution partielle de la taxe perçue aura lieu, dans ces cas, suivant certaines proportions déterminées.

Les articles 11 et 12 traitent des cas exceptionnels où il est impossible de fixer à l'avance la taxe qui sera exigible ou les frais d'expertise ou d'enquête.

Enfin, l'article 14 étend à quelques nouvelles espèces, particulièrement intéressantes, la gratuité déjà accordée par l'ancien dahir dans de nombreux cas.

Le chapitre II contient des dispositions toutes nouvelles en ce qui concerne le tarif des copies de pièces et des traductions et leur mode de perception (art. 17 et 18). Ce tarif est sensiblement abaissé si l'on tient compte que la taxe qu'il fixe comprend le timbre, et que, d'autre part, la traduction de toutes les pièces de procédure sera faite désormais gratuitement.

Le tarif des expertises est, par contre, augmenté (art. 20) cela pour répondre à un vœu très souvent exprimé et d'ailleurs justifié.

Les frais de transport des magistrats et auxiliaires et les indemnités dues aux témoins, font également l'objet d'une réglementation nouvelle (art. 21 et suivantes) plus claire et plus complète que celle du dahir du 27 janvier

1914, sans d'ailleurs que ces sortes de frais soient sensiblement augmentés.

Le chapitre III, relatif aux frais des instances, contient les cas d'application les plus caractéristiques du système forfaitaire, en même temps qu'il comporte un abaissement sensible des frais, surtout devant les tribunaux de paix. La conciliation en justice de paix (art. 28) sera désormais abordable pour une somme modique : 2 francs.

Les affaires portées, soit devant le tribunal de paix après non conciliation, soit devant le tribunal de première instance, soit devant la Cour d'Appel, sont divisées en plusieurs catégories : demandes d'une somme déterminée ; demandes d'une pension alimentaire ; appel d'une décision d'une juridiction inférieure ; affaires relatives à l'état des personnes ; demandes relatives à des biens ou à des obligations d'une valeur indéterminée. A chacune de ces catégories s'applique une taxe forfaitaire comprenant le timbre, l'enregistrement et les menus débours, et moyennant laquelle la procédure, avec tout ce qu'elle comporte de notifications, de formalités et de jugements incidents, est conduite jusqu'au jugement définitif et même jusqu'à et y compris la notification de ce jugement (art. 29).

Sont également taxées forfaitairement les demandes reconventionnelles (art. 30), les oppositions aux jugements et arrêts rendus par défaut (art. 30), les procédures sur simple requête et les référés (art. 33).

L'article 32 vient tempérer certaines conséquences excessives qui pourraient, dans quelques cas, résulter de l'application trop rigide du système forfaitaire.

C'est dans ce même esprit que sont conçues les dispositions du chapitre IV qui contient le tarif des actes judiciaires (art. 34), des saisies (art. 35), des appositions et levées de scellés (art. 36), des actes de greffe (art. 37), des consignations et paiements de sommes (art. 38), des ventes judiciaires de meubles et d'immeubles (art. 43-44), des distributions par contribution (art. 45), des faillites et liquidations judiciaires (art. 46).

Le chapitre V, relatif aux actes notariés, n'apporte aucune innovation. La taxe forfaitaire n'aurait pas ici les mêmes raisons d'être. Les droits de timbre et d'enregistrement continueront donc à être perçus en sus de la taxe notariale. L'article 11 indique d'ailleurs un mode de perception de ces droits et taxes qui dispense la partie de rien consigner à l'avance.

DAHIR

réglementant les perceptions en matière civile, administrative, criminelle et notariale

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Il ne peut être rien perçu, soit pour une procédure judiciaire, soit pour un acte judiciaire, soit pour un acte notarié, et pour quelque cause que ce soit, en sus et au delà de ce qui est expressément prévu par le présent dahir.

ART. 2. — Les agents des secrétariats et les interprètes du cadre des différentes juridictions françaises, ainsi que les fonctionnaires ou agents administratifs délégués par

application du dahir du 22 novembre 1913 (22 Hidja 1331), ne peuvent rien recevoir des parties, sous aucun prétexte, pour services à elles rendus à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Au cas où lesdits agents et interprètes, ainsi que les magistrats, ont droit à une indemnité de transport ou au recouvrement d'un déboursé, ils en sont payés par la caisse du secrétariat au moyen d'un mémoire visé pour taxe par le président de la juridiction, et non directement par la partie.

ART. 3. — Les experts, interprètes et autres auxiliaires de justice qui ne font pas partie des secrétariats ou de l'interprétariat des différentes juridictions et qui sont rémunérés au moyen d'allocations spéciales, n'en touchent pas non plus directement le montant de la partie débitrice, ils sont payés à la caisse du secrétariat de la juridiction devant laquelle la procédure est engagée au moyen d'un mémoire visé pour taxe par le magistrat, si la somme consignée par les parties en vertu de l'article 79 du dahir sur la procédure civile est suffisante. Si la provision est insuffisante, il sera délivré une expédition de l'état de frais taxé à l'intéressé qui pourra le recouvrer dans les conditions prévues par les articles 137 et 212 dudit dahir.

ART. 4. — La partie qui porte une demande en justice ou qui requiert qu'il soit dressé un acte quelconque, autre qu'un acte notarié, ou qu'il soit procédé à une opération judiciaire, doit payer d'avance une taxe dite *taxe judiciaire*. Cette taxe est exclusivement perçue au profit du Trésor. Elle est calculée d'après le tarif établi par le présent dahir.

Moyennant le paiement de la taxe judiciaire et sous réserve des dispositions de l'article 5 ci-après, il n'est plus rien exigé des parties pour l'enregistrement des jugements, arrêts, procès-verbaux ou actes judiciaires ou extrajudiciaires, ni pour le timbre de dimension, les frais de poste, la traduction des jugements, procès-verbaux ou actes susvisés, l'assistance d'assesseurs musulmans ou d'interprètes autres que les interprètes judiciaires, à quelque somme que ces frais puissent s'élever, ni même pour le transport des mandataires de justice et des juges, à la condition toutefois que la dépense de ce chef n'excède pas 10 francs.

ART. 5. — Demeurent perçus en dehors de la taxe judiciaire, les droits de timbre et d'enregistrement et les pénalités exigibles sur les actes produits ou les conventions révélées en justice, sous réserve de l'application de l'article 64 du dahir du 11 mars 1915 (24 Rebia II 1333) sur l'Enregistrement.

Ces droits sont, comme la taxe judiciaire, payables d'avance. Toutefois, le droit de titre prévu par le dahir susvisé continuera, toutes les fois qu'il n'a pas été présenté de conventions écrites, à n'être perçu que dans les vingt jours du prononcé du jugement, et ce, dans les conditions et sous les sanctions suivantes :

Lorsque les parties, sur l'avis qui leur est donné par le secrétaire-greffier, n'ont pas acquitté le droit de titre dans le délai prescrit après le prononcé du jugement, le recouvrement en est poursuivi contre elles par les moyens et dans les formes prévus par le dahir sur l'Enregistrement, et elles supportent la peine du droit en sus au minimum de 50 francs. A cet effet, les secrétaires-greffiers fournissent au receveur de l'Enregistrement copie certifiée par eux des jugements. De plus, il leur est expressément interdit, à

peine d'être personnellement responsables du droit, de délivrer aucune expédition, en forme exécutoire ou non, comme de faire la notification ou de procéder à l'exécution du jugement donnant ouverture au droit de titre, sans qu'il leur soit justifié de son paiement.

ART. 6. — La taxe judiciaire et les autres droits exigibles sont liquidés par les secrétaires-greffiers, qui remettent à la partie un bordereau détaché d'un registre à souche et portant, outre un numéro d'ordre, les nom et résidence des parties, la nature de l'affaire ou de l'acte, les articles du tarif applicables et le montant des taxes et droits à percevoir. Les mêmes indications figureront sur la souche.

Le bordereau est remis et le paiement des taxes et droits est effectué au bureau du receveur de l'Enregistrement de la localité qui en délivre une double quittance ; l'un des doubles est remis par lui à la partie, l'autre est immédiatement envoyé au secrétaire-greffier, lequel ne peut procéder qu'au vu de la quittance, à l'enrôlement de l'instance ou à l'acte requis.

Si le demandeur ne réside pas au siège du tribunal ou du secrétariat compétent, il est admis à faire liquider les droits par le secrétaire-greffier du tribunal de paix de sa résidence et à en opérer le versement au bureau de l'Enregistrement du même lieu, dans les conditions et avec les modalités qui seront déterminées par des instructions du Directeur Général des Finances, après entente avec le Premier Président de la Cour d'Appel.

De même, après entente avec le Directeur Général des Finances, le Premier Président déterminera les conditions dans lesquelles les secrétaires-greffiers peuvent, à titre exceptionnel, recevoir directement des parties le montant des droits pour en opérer en leur nom le versement au bureau de l'Enregistrement, dans le cas notamment où le ministère du secrétaire-greffier est requis d'urgence après la fermeture du bureau de l'Enregistrement ou dans le cas d'impossibilité par la partie de s'y rendre elle-même.

ART. 7. — Si, par suite d'une fausse application des tarifs ou pour toute autre cause, il est dû au Trésor une somme au titre de la taxe judiciaire ou notariale, le recouvrement en est poursuivi et les instances sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

ART. 8. — Par exception à la règle posée dans l'article 4, les droits afférents aux ventes mobilières et aux séquestres ne sont pas exigibles d'avance ; mais ils sont perçus d'office sur le produit de la vente ou des opérations du séquestre et le produit net est seul remis aux intéressés.

Il en est de même pour les droits perçus sur les ventes immobilières, en vertu du dernier paragraphe de l'article 44.

De même, les actes faits et les instances ouvertes à la requête du syndic ou liquidateur, en cours de faillite ou de liquidation judiciaire, ne donnent pas lieu au versement préalable des droits. Ils sont perçus sur l'actif réalisé.

Le paiement de la taxe judiciaire et des autres droits exigibles peut, en outre, être différé dans les cas et les conditions prévus à l'article 11.

ART. 9. — Toute taxe judiciaire régulièrement perçue

en vertu du présent dahir au profit du Trésor, lui est définitivement acquise, sauf les exceptions ci-après.

S'il s'agit d'une opération ou d'un acte auquel la partie vient à renoncer avant toute diligence du secrétariat, il est seulement perçu un droit de un franc ; le surplus est intégralement remboursé.

Si l'acte est déjà préparé ou si l'opération est commencée, la partie qui y renonce doit tous les débours effectués et il ne peut lui être restitué que la moitié de la taxe perçue.

Toutes les fois qu'une instance n'aboutit pas à un jugement sur le fond, soit que la juridiction saisie déclare son incompétence ou se dessaisisse par suite de litispendance ou autre cause, soit qu'elle ordonne, à la demande des parties, la radiation de l'affaire, il est restitué à la partie qui a payé la taxe :

Le quart de cette taxe, s'il a été procédé à une mesure d'instruction même non terminée ou s'il s'est écoulé plus d'un an depuis l'introduction de l'instance ;

La moitié de la taxe, si une mesure d'instruction a été ordonnée par jugement d'avant-dire droit, mais non encore commencée, ou s'il s'est écoulé plus de six mois et moins d'un an depuis l'introduction de l'instance ;

Les trois quarts de la taxe, s'il n'a été rendu aucun jugement d'avant-dire droit ou si la radiation est demandée plus d'un mois et moins de six mois après l'introduction de l'instance.

Si la radiation d'une instance est demandée avant qu'il n'ait été rendu un jugement d'avant-dire droit et dans le mois qui suit l'introduction de l'instance, il n'est dû par la partie que les débours effectués et, en sus :

Devant un tribunal de paix.....	5 francs
Devant un tribunal de première instance..	20 francs
Devant la Cour d'appel.....	30 francs.

Il y a encore lieu à restitution dans le cas prévu par le dernier alinéa de l'article 32.

ART. 10. — Dans les cas prévus à l'article précédent la restitution est effectuée par les préposés du Trésor.

Faute par l'intéressé de réclamer la restitution dans les six mois, soit de la décision qui a ordonné la radiation de l'affaire, soit de la date à laquelle l'intéressé a fait connaître au secrétaire-greffier sa renonciation à l'opération ou à l'acte par lui requis, la taxe perçue est intégralement et définitivement acquise au Trésor.

ART. 11. — Quand il est impossible de déterminer à l'avance le montant exact de la taxe et des autres droits exigibles, notamment dans les cas visés aux articles 17 et 18 (copies de pièces et traductions) et au chapitre V (actes notariés) du présent dahir, leur paiement est différé jusqu'à ce qu'ils aient pu être liquidés par le secrétaire-greffier ; en ce cas, les copies ou traductions ne sont délivrées et les actes ne sont définitivement dressés par le secrétaire-greffier qu'à charge par les intéressés de payer la taxe et les droits ainsi liquidés, sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, du deuxième et du troisième alinéa de l'article 9.

ART. 12. — Toutes les fois qu'il y a lieu à un déboursé autre que ceux prévus à l'article 4 ou au paiement de des

magistrats, secrétaires-greffiers, experts, interprètes et autres mandataires de justice ou à des témoins, d'indemnités de transport, rétributions ou allocations dont il est impossible de fixer d'avance le montant exact, il en est fait par le secrétaire-greffier ou, si la partie le requiert, par le magistrat, une évaluation approximative. La somme ainsi fixée est consignée par la partie entre les mains du secrétaire-greffier, qui en délivre une quittance détachée d'un registre à souche coté et paraphé par le président de la juridiction, et qui tient un compte des prélèvements effectués. Le compte est finalement arrêté par lui, puis visé et taxé par le magistrat.

Tout solde non réclamé par la partie dans les six mois de l'avis qui lui est donné par le secrétaire-greffier de la liquidation définitive des frais, est pris en recette par le Trésor et lui reste définitivement acquis. Le versement en est opéré par le secrétaire-greffier comme il est dit à l'article 6.

ART. 13. — Si la liquidation complète des dépens n'est pas insérée dans le dispositif de l'ordonnance du jugement ou de l'arrêt, elle peut être faite séparément par le magistrat et il en est délivré exécutoire au profit de la partie qui a obtenu la condamnation et fait l'avance des frais.

ART. 14. — La gratuité est acquise de plein droit :

1° Aux pièces qui doivent être produites, par des Français ou par des étrangers, à la Caisse Nationale française des retraites pour la vieillesse, ou à la Caisse d'Épargne, aux Caisses françaises d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents gérées par la Caisse française des Dépôts et Consignations, aux Sociétés de Secours Mutuels approuvées, aux pièces qui doivent être produites pour l'exécution de la loi française sur les accidents du travail ; aux pièces nécessaires pour toucher une somme quelconque d'une des Caisses de l'Établissement des Invalides de la marine française ; à toutes les pièces relatives à l'exécution de la loi française sur les retraites ouvrières ou paysannes ;

2° Aux pièces ou actes relatifs aux successions des militaires français décédés en cours de campagne et des marins décédés en cours de campagne ou de voyage ;

3° Aux pièces établies pour les options de nationalité et en vue du service militaire ;

4° A la légalisation des certificats de bonne vie et mœurs et des extraits du casier judiciaire ;

5° Aux pièces établies sur la demande d'un agent de l'État et en vue d'assurer un service public, si elles ne se rapportent pas à un litige administratif ;

6° Aux pièces et formalités dont la gratuité a été prévue par des accords internationaux, notamment par les conventions relatives aux accidents du travail ;

7° Aux délibérations des conseils de famille des mineurs dont l'indigence est constatée par un certificat de l'autorité municipale ou de contrôle ;

8° Aux reconnaissances d'enfants ;

9° Aux certificats de vie, légalisation comprise, délivrée pour pensions militaires à la charge de l'État français ou pour le traitement du Mérite Militaire Chérifien.

CHAPITRE II

Écritures, transports, interprètes, experts, témoins et gardiens

ART. 15. — Toute copie de pièces judiciaires, extra-judiciaires ou notariales doivent, en toute matière, contenir uniformément quinze syllabes à la ligne et vingt-cinq lignes à la page.

Les copies autres que celles prévues au premier alinéa de l'article 16 ci-dessous, sont payées par rôle ; le rôle se compose de deux pages ; toute page commencée compte comme si elle était complète.

Les copies et écritures de toute sorte ne comportent pas d'espaces laissés en blanc. Les alinéas et les différentes parties sont séparés par de gros tirets ne dépassant pas la longueur de deux syllabes. Les groupes de chiffres comptent pour autant de syllabes qu'il y a de fois deux chiffres.

Il y a lieu à taxe par le magistrat si la copie comporte des dessins, tableaux, relevés de comptes, diagrammes, etc... Ils sont évalués en dehors du calcul des rôles d'après le travail effectué.

ART. 16. — Les copies de pièces exécutées par les secrétariats des différentes juridictions par l'ordre du magistrat, pour servir soit à l'instruction des instances, soit à la notification d'une décision de justice, sont établies gratuitement.

Celles qui sont demandées par une partie donnent lieu en tout et pour tout à la perception des droits suivants :

1° Pour les copies de jugements, d'actes judiciaires, de requêtes ou de mémoires, par rôle d'écriture.... 1 fr. 50

2° Pour les expéditions d'actes ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus, ni dans celles des actes notariés, par rôle 2 francs.

3° Pour les expéditions des actes notariés, par rôle 2 fr. 50

ART. 17. — Il est apposé par les secrétaires-greffiers sur toute copie établie à la demande d'une partie, des vignettes à concurrence d'une valeur égale à son coût total, calculé suivant le nombre des rôles et d'après le tarif de l'article précédent. Ces vignettes sont, après leur apposition, oblitérées au moyen d'un cachet à date portant les mots : « Droit de copie ».

ART. 18. — Il ne peut être produit devant les juridictions françaises aucun écrit en langue arabe ou étrangère, s'il n'est accompagné de sa traduction en français faite par un interprète judiciaire ou par un interprète assermenté.

Il est perçu, en tout et pour tout :

1° Pour traduction de l'arabe, de l'hébreu ou de l'arabehébreu en français, par demi-rôle de traduction. 2 fr. 50

2° Pour traduction du français en arabe ou en hébreu par demi-rôle d'original 3 fr. 50

3° Pour traduction de toutes langues européennes en français, par demi-rôle de traduction..... 1 fr. 50

4° Pour traduction en français :

a) De signatures arabes ou hébraïques pour chaque signature 0 fr. 50

b) De mentions en caractères arabes ou hébraïques apposées sur des mandats de paiement, lettres de change, chèques, billets ou effets de commerce..... 1 franc

Les signatures sont décomptées en sus, sans que le total puisse excéder 3 francs.

5° Pour traduction d'arabe en français d'un billet à ordre ou d'une lettre de change 3 francs

6° Pour assistance prêtée dans tous actes de greffe et tous actes notariés, un quart de la taxe judiciaire ou notariale à laquelle l'acte est assujéti, sans que le droit puisse être inférieur à 3 francs, ni dépasser 50 francs.

Il est justifié de la perception des droits prévus aux paragraphes 1 à 5 ci-dessus, par l'apposition sur la traduction de vignettes oblitérées par les soins du secrétaire-greffier au moyen d'un cachet à date portant la mention : « Droit de traduction ».

ART. 19. — Il n'est rien dû pour la traduction analytique ou même intégrale en arabe faite par les interprètes judiciaires ou les agents des secrétariats requis comme interprètes, des notifications de toute nature, sommations, constats, protêts, saisies, et non plus pour leur assistance aux audiences, enquêtes, expertises ou autres mesures d'instruction ordonnées par justice ainsi qu'aux saisies ou autres opérations.

Les interprètes autres que les interprètes judiciaires ou les agents de secrétariat requis comme interprètes, reçoivent, indépendamment, s'il y a lieu, de leurs frais de transport, pour la traduction des actes ci-dessus, par acte 3 francs

Et pour leur assistance aux audiences et aux opérations également visées à l'alinéa précédent, ainsi qu'aux actes de greffe et aux actes notariés, par vacation d'une heure et par affaire :

La première heure 3 francs

Les autres heures 2 francs

ART. 20. — Les arbitres et experts ont droit, tant pour leurs opérations sur le terrain que pour l'étude des dossiers des divers éléments de l'affaire et pour la rédaction de leur rapport, à des vacations ainsi calculées :

Pour la première heure 5 francs

Pour chacune des heures suivantes 4 francs

Le tarif est augmenté de moitié, sauf devant les tribunaux de paix, pour les experts licenciés ou docteurs des différentes Facultés, ou pourvus d'un diplôme d'ingénieur ou d'architecte délivré par l'Etat français.

Il ne peut être compté plus de dix heures de vacations par jour. Un pouvoir d'appréciation absolu est donné au juge pour la fixation du nombre des vacations qui ont pu être utilement employées pour le travail fourni.

Aucun déboursé ne peut être admis en taxe de la part des arbitres ou experts, pour fourniture de papier libre ou pour assistance de géomètre, porte-chaines, commes, etc...

ART. 21. — Les magistrats et agents des secrétariats, ainsi que les experts et interprètes ou les agents de l'ordre administratif délégués par application du dahir du 22 novembre 1913 (22 Hidja 1331) ont droit, lorsqu'ils se déplacent pour l'instruction des affaires ou pour toute opération

nécessitée par l'exercice de leurs fonctions ou la délégation qu'ils ont reçue, au remboursement de leurs frais de voyage et à une indemnité quotidienne de déplacement et de séjour.

ART. 22. — Le remboursement des frais de voyage n'est dû qu'en cas de transport à plus de deux kilomètres, comptés à partir du local où siège le tribunal, pour les magistrats, agents des secrétariats et interprètes, et à partir de leur résidence pour les autres parties prenantes. Toutefois, dans le cas où un magistrat, un secrétaire-greffier en chef ou le chef de l'interprétariat d'une juridiction se transporte seul ou avec des auxiliaires à une distance moindre et même dans l'intérieur de la localité, il a droit au remboursement de ses frais de voiture, en les justifiant par un simple mémoire certifié.

Les magistrats et les auxiliaires les accompagnant, quel que soit leur grade, les secrétaires-greffiers en chef, les chefs de service de l'interprétariat des juridictions françaises et les experts ont droit au remboursement de leurs frais de chemin de fer et de bateau en première classe. Il en est de même des officiers contrôleurs civils, chefs des services municipaux et leurs adjoints, commissaires de police, lorsqu'ils sont personnellement délégués et procèdent eux-mêmes à une opération judiciaire dans les cas prévus par le dahir du 22 novembre 1913 (22 Hidja 1331).

Les divers agents des secrétariats autres que les secrétaires-greffiers en chef, les interprètes autres que les chefs de service de l'interprétariat et tous autres mandataires de justice, ont droit à la deuxième classe.

Il n'est rien alloué pour frais de voyage aux gendarmes, mokhaznis et autres agents de la force publique lorsqu'ils sont chargés d'une opération judiciaire, à moins qu'ils n'aient été dans l'impossibilité d'user pour leur déplacement du cheval, de la bicyclette ou de tout autre moyen de transport faisant partie de leur équipement, ce qui est spécifié par leur chef direct sur le mémoire qu'ils présentent.

Il n'est rien alloué non plus pour frais de voyage aux magistrats et mandataires de justice, quand ils voyagent gratuitement.

ART. 23. — Les déplacements doivent être effectués par les moyens les plus directs et les plus rapides mis à la disposition du public par les entreprises de transport en commun, et, à défaut, ou en cas d'urgence, par moyens de transport particuliers, ce qui doit être constaté dans la taxe. Toutefois, il ne sera fait usage d'automobiles particulières qu'avec l'autorisation préalable du président du tribunal de première instance ou du Premier Président de la Cour d'Appel.

ART. 24. — L'indemnité de déplacement et de séjour prévue, en sus du remboursement des frais de voyage, par l'article 21 ci-dessus, est de 24 francs pour une journée entière.

Elle n'est due que si le lieu du transport est situé à plus de 5 kilomètres du périmètre de l'agglomération urbaine de la résidence, et pour une durée d'au moins trois heures.

L'indemnité s'acquiert par tiers, à raison d'un tiers pour une entière période de nuit de vingt heures à six heures, d'un tiers pour la période de six heures à treize heures,

et d'un tiers pour la période de treize heures à vingt heures passées hors de la résidence.

ART. 25. — Dans les cas prévus aux articles 19, 20, 21, 22 et 23 qui précèdent, le mémoire que doivent produire les magistrats, secrétaires-greffiers, interprètes, experts et autres mandataires de justice, aux termes des articles 2 et 3 du présent dahir, indique et certifie :

- 1° La cause du voyage ;
- 2° Les moyens de transport employés ;

3° Le montant de la dépense faite pour le transport, dont il est justifié, sauf l'exception de l'article 22, premier alinéa, par la production d'une quittance du transporteur, à moins que la dépense ne puisse être établie par un tarif officiel ;

4° Le jour et l'heure du départ, le jour et l'heure du retour.

ART. 26. — Les indemnités dues aux personnes appelées en témoignage devant une juridiction ou un magistrat français sont fixées ainsi qu'il suit :

Les magistrats, secrétaires-greffiers, interprètes militaires et assimilés, fonctionnaires et agents de l'ordre administratif, lorsqu'ils sont appelés à porter leur témoignage à raison des faits qu'ils ont constatés ou des actes qu'ils ont faits en leur qualité et dans l'exercice de leurs fonctions, ont droit aux indemnités fixées par les articles 21, 22, 23 et 24 ci-dessus, suivant les cas, conditions qui y sont prévus.

Les autres témoins ont droit :

1° Au remboursement de leurs frais de voyage, en chemin de fer, en bateau ou par tout autre moyen de transport en commun, en 2° classe. A défaut de moyens de transport en commun, il est passé en taxe, pour chaque kilomètre parcouru, tant à l'aller qu'au retour 0 fr. 25

Le prix des moyens de transport particuliers et excédant soit le prix des moyens de transport en commun, soit le tarif de 0 fr. 25 ci-dessus, n'est remboursé que si l'usage en a été autorisé ou reconnu légitime à raison de l'urgence, soit par le juge de paix de la résidence du témoin, soit par le président de la juridiction saisie.

2° A une indemnité de comparution, qui est de 1 à 10 francs pour toute journée passée hors de la résidence du témoin, selon ce qui est arbitré par le juge suivant les circonstances.

Le juge peut même, s'il est justifié de frais de séjour exceptionnels et nécessaires, augmenter l'indemnité de comparution dans la proportion convenable.

Les indemnités de voyage et de comparution sont portées au double dans le cas où des personnes malades ou infirmes ou des enfants mâles au-dessous de 16 ans, ou des filles au-dessous de 21 ans doivent être nécessairement accompagnées par un parent ou par un serviteur.

Le témoin touche le montant des indemnités au secrétariat, sur la production de la taxe qui lui est délivrée par le magistrat.

ART. 27. — Les gardiens de saisies ou de scellés ont droit à :

Pour les dix premiers jours, par jour..... 2 fr. »
Pour les vingt jours suivants, par jour.... 1 fr. »

Pour chaque jour au delà du 30°..... 0 fr. 50
sans que les indemnités ci-dessus puissent excéder la moitié de la valeur des objets gardés et sans préjudice d'ailleurs du remboursement des dépenses justifiées.

Si la garde a été confiée à une fourrière publique ou à des magasins généraux ayant des tarifs spéciaux, il leur est fait application desdits tarifs.

La partie saisie, son époux, ses ascendants, descendants n'ont droit à aucun émolument lorsqu'ils sont constitués gardiens.

CHAPITRE III

Frais d'instance en matière civile, commerciale et administrative

ART. 28. — Il est perçu pour le compte du Trésor, au titre de la taxe judiciaire telle qu'elle est définie à l'article 4, pour tous avertissements et formalités de la procédure précédant la tentative de conciliation devant les tribunaux de paix, un droit fixe de 2 francs lequel n'est pas dû s'il y a dispense de cette formalité.

Et, en outre :

1° Pour la rédaction par le secrétaire-greffier, de la déclaration introductive d'instance prévue par l'article 48 du dahir sur la Procédure civile..... 1 franc
ladite somme restant, quelle que soit l'issue du procès, à la charge du demandeur ;

2° Pour la rédaction du procès-verbal de conciliation 1 fr. 50
ladite somme n'étant exigible qu'au moment de la conciliation.

ART. 29. — Il est perçu du demandeur, au titre de la taxe judiciaire telle qu'elle est définie à l'article 4 et pour obtenir le jugement terminant l'instance au fond, soit par défaut, soit contradictoirement, et sa notification à la partie condamnée, y compris tous actes ou formalités de procédure, et notamment toutes convocations ou notifications avec leur traduction en arabe, s'il y a lieu, tous jugements sur incident ou d'avant-dire droit, toutes copies de pièces et communications de pièces, tous affichages de placards dans les locaux de la juridiction ;

I. — Dans un tribunal de paix, après non conciliation :

1° Lorsque la demande est d'une somme déterminée :
Sur le montant de la demande..... 3 fr. %
le minimum à percevoir étant de 10 francs ;

2° Lorsqu'il s'agit d'une demande de pension alimentaire,

Sur la capitalisation par 10 de la rente demandée 0 fr. 25 %
le minimum à percevoir étant de 10 francs.

3° Pour toutes actions possessoires ou en bornage un droit fixe de 30 francs

4° Lorsqu'il s'agit de congé, résiliation de bail, expulsion de lieux, validité ou nullité de saisie, ou toutes autres demandes d'une valeur indéterminée, un droit fixe de 15 francs

II. — Dans un tribunal de première instance :

1° Lorsque la demande est d'une somme déterminée,
De 1.000 à 3.000 francs..... 3 fr. 75 %
sur le montant de la demande, le minimum à percevoir étant de 50 francs.

De 3.001 à 10.000 francs..... 3 fr. 25 %
sur le montant de la demande, le minimum à percevoir étant de 125 francs.

De 10.001 à 100.000 francs 2 fr. 50 %
sur le montant de la demande, le minimum à percevoir étant de 325 francs.

De 100.001 à 1.000.000 de francs..... 2 fr. » %
sur le montant de la demande, le minimum à percevoir étant de 2.500 francs.

Au delà de 1 million..... 1 fr. 50 %
le minimum à percevoir étant de 20.000 francs.

Les intérêts de droit ne sont pas compris dans le calcul du montant de la demande. Les intérêts conventionnels y sont compris, mais comptés seulement jusqu'au jour de la demande ;

2° Lorsque la demande a pour objet une rente, une pension alimentaire ou tout autre revenu périodique d'un montant déterminé :

Sur la capitalisation par 10 de la rente ou de la pension 0 fr. 75 %
le minimum de perception étant de 50 francs.

3° Lorsqu'il s'agit de l'appel d'un jugement du tribunal de paix :

Un droit établi d'après le tarif des tribunaux de paix, et, en sus, un droit fixe de 25 francs

Si l'appel tend à l'infirmité pure et simple du jugement, sans autres conclusions ou demandes, un droit fixe de 50 francs

4° S'il s'agit d'une demande de séparation de corps, nullité de mariage, opposition à mariage, désaveu de paternité ou reconnaissance de parenté naturelle, adoption, interdiction, ou de toute autre demande ayant pour objet l'état des personnes,

Un droit fixe de 120 francs

S'il s'agit d'une demande en divorce.... 200 francs

Et d'une conversion de séparation de corps en divorce 100 francs

5° S'il s'agit d'une demande en nullité en rescision ou en résolution d'acte ou de convention, reddition de comptes, déclaration de faillite, dissolution ou liquidation de sociétés, validité ou nullité de saisie, revendication de meubles ou d'immeubles, expulsion de lieux, obligation ou défense de faire ou de remettre une chose, vérification d'écritures, inscription de faux incident ou non, et de toute autre demande d'une valeur indéterminée ayant pour objet un bien ou une obligation,

Un droit fixe de 150 francs

Toutefois, en matière de licitation ou de partage, s'il ne s'agit que d'homologuer l'état liquidatif et de fixer la composition des lots, et s'il n'y a pas à statuer sur des dires ou contestations, le droit n'est que de..... 50 francs

Pour la déclaration de faillite en suite de dépôt de bilan, l'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire.

les demandes contestées d'admission au passif, et toutes contestations se rattachant à l'administration de la faillite ou de la liquidation, le droit n'est que de..... 50 francs

Dans les cas prévus au présent paragraphe et donnant lieu à la perception du droit fixe de 150 francs, toutes les fois que l'instance doit aboutir à une condamnation, collocation ou liquidation de sommes, droits mobiliers ou valeurs mobilières, la juridiction saisie arbitre la valeur de l'objet du litige, soit d'office, soit à la requête de l'administration, et dès qu'il est possible, d'après les éléments recueillis par l'instruction de l'affaire, et elle ordonne que le droit diminué du tarif fixe déjà acquitté, soit perçu sur la valeur ainsi déterminée d'après le tarif prévu au premier paragraphe ci-dessus et dans les conditions prévues à l'article 6. Le tout sans qu'il en résulte chose jugée à l'encontre de l'administration, celle-ci pouvant toujours agir pour le recouvrement de toute insuffisance constatée ainsi qu'il est dit à l'article 7.

Faute par la partie de payer le droit proportionnel, devenu exigible en vertu de l'alinéa qui précède, dans le mois de la notification de la décision, la juridiction saisie ordonne la radiation de l'affaire. Dans le même cas, si le litige comporte une demande principale et une demande reconventionnelle ou tout autre connexe mais non indivisible, le tribunal n'ordonne la radiation que de celle des deux demandes pour laquelle le paiement du droit n'a pas été effectué, et reste saisi pour le surplus.

III. — A la Cour d'Appel :

Les droits établis d'après le tarif des tribunaux de première instance, et, en outre, un droit fixe de... 50 francs

Quand l'appel tend à l'infirmité pure et simple d'un jugement, sans autres conclusions ou demandes, un droit fixe de 100 francs

ART. 30. — Les demandes reconventionnelles et les appels incidents donnent lieu, pour toute la procédure qu'ils comportent, conformément au premier alinéa de l'article précédent, à la perception de la taxe judiciaire qui serait perçue, d'après le tarif prévu par ledit article, s'il s'agissait d'une demande ou d'un appel principal.

L'intervention volontaire dans une procédure en cours est gratuite, si l'intervenant ne fait que se joindre à l'une des parties. Elle donne lieu à la perception des droits fixés par l'article précédent, s'il forme une demande distincte.

Les appels en garantie et les mises en cause ne donnent lieu à la perception d'aucun droit.

ART. 31. — L'opposition au jugement ou à l'arrêt rendu par défaut donne lieu pour toute la procédure qu'elle comporte, conformément au premier alinéa de l'article 29, au paiement par l'opposant d'une taxe judiciaire fixe de :

Dans un tribunal de paix..... 15 francs

Dans un tribunal de première instance.... 60 francs

A la Cour d'Appel..... 80 francs

La tierce opposition et la demande ou rétractation donnent lieu, dans les mêmes conditions, au paiement par le tiers opposant ou le demandeur en rétractation de la moitié de la taxe perçue à l'occasion du jugement ou de l'arrêt attaqué, sans préjudice des dispositions des articles 229 et 246 du dahir sur la procédure civile.

ART. 32. — Quand une même demande comporte plusieurs chefs dépendant les uns des autres et susceptibles de donner lieu à l'application de plusieurs dispositions du tarif ci-dessus, il n'est perçu que le droit le plus élevé. S'il s'agit de plusieurs demandes indépendantes, réunies dans une seule instance, il est perçu autant de taxes qu'il y a de chefs distincts de demandes.

Dans le cas où le demandeur est débouté en tout ou en partie de sa demande, le tribunal ou la Cour pourra exceptionnellement, en tenant compte de la bonne foi constatée du demandeur et des circonstances de la cause, ordonner par décision motivée, la restitution par le Trésor, à son profit, de moitié de la quotité de la taxe judiciaire laissée à sa charge.

ART. 33. — Il est perçu, au titre de la taxe judiciaire telle qu'elle est définie à l'article 4 :

1° Pour toute procédure sur simple requête, y compris la requête, l'ordonnance, le jugement ou l'arrêt, sa notification et toutes convocations, avertissements et formalités de procédure nécessaires.

Devant le juge de paix.....	5 francs
Devant le Président du tribunal de première instance ou le Premier Président de la Cour d'Appel....	10 francs
Devant la Chambre du Conseil du tribunal de première instance	15 francs
Devant la Chambre du Conseil de la Cour d'Appel	20 francs

2° Pour une ordonnance de référé et sa notification, y compris tous actes et formalités de procédure.. 15 francs.

Dans le cas où il est statué au fond par le juge des référés, conformément à l'article 222 du dahir sur la procédure civile, il est perçu la moitié de la taxe judiciaire qui aurait été exigible devant le juge du fond, d'après la nature et le montant de la demande.

Il n'est rien perçu pour la réception du serment des avocats, interprètes, experts et fonctionnaires publics.

CHAPITRE IV

Procédure et actes divers

ART. 34. — Il est perçu, au titre de la taxe judiciaire telle qu'elle est définie à l'article 4 :

1° Pour l'original et les copies, quel que soit leur nombre, de toute sommation ou notification autres que celles se rapportant à l'instruction et à la solution des instances et prévues par les articles 29 à 33 ci-dessus, y compris les copies de pièces et les formalités prescrites par l'article 217 du dahir sur la procédure civile auquel il sera suffisamment obéi par un simple visa du juge, sans requête écrite ni ordonnance :

a) Si l'acte ne nécessite aucune copie de pièces, ou s'il s'agit d'un commandement à la requête du Trésor 5 francs.

b) Si l'acte nécessite la copie de pièces.... 8 francs.

2° Pour un constat, y compris les droits, débours et formalités visés au premier paragraphe ci-dessus, Pour chaque lieu visité..... 12 francs.

3° Pour un protêt, y compris toutes copies de pièces, sans qu'il y ait lieu à l'application de l'article 217 du dahir de procédure civile 5 francs.

ART. 35. — Il est perçu, au titre de la taxe judiciaire, telle qu'elle est définie à l'article 4 :

1° Pour une procédure de saisie-arrêt, y compris la requête, la permission du magistrat, la notification au débiteur et au tiers-saisi, tous avertissements ou convocations, et le procès-verbal du juge en cas d'accord entre les créanciers :

Devant un tribunal de paix..... 10 francs.

Devant un tribunal de première instance.. 20 francs.

Ne sont pas comprises dans le tarif ci-dessus les productions des créanciers et la distribution des deniers, lesquels donnent lieu à l'application des articles 37 et 45, ni les instances en validité auxquelles est applicable le tarif prévu par l'article 29, n° I, 4° et n° II, 5°.

2° Pour une procédure de saisie à quelque titre que ce soit, d'objets mobiliers, comprenant tous procès-verbaux, notifications, référés, récolement, formalités ou incidents divers jusqu'à et non compris la vente.

Un droit fixe de..... 15 francs.

* Et, en plus, si la créance est supérieure à 1.000 francs 0 25 % de son montant, en sus de 1.000 francs, à moins qu'il n'y ait carence :

3° Pour une procédure de saisie immobilière, même simplement conservatoire, comprenant tous procès-verbaux, notifications, référés et incidents divers, jusqu'à et non compris la vente..... 30 francs.

Et, si la créance est supérieure à 1.000 francs. 0,50 %

Et, si la créance est supérieure à 1.000 francs. 0,50 % de son montant, en sus de 1.000 francs.

Ne sont pas compris dans le tarif ci-dessus, à moins qu'elles ne soient portées devant le juge des référés, les revendications ou demandes en distraction, lesquelles constituent des instances distinctes

4° Pour la conversion d'une saisie conservatoire en saisie-exécution ou en saisie immobilière, un droit fixe de 10 francs.

Dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent article, si la saisie exige plusieurs jours, le droit fixe de 15 francs ou de 30 francs est perçu autant de fois qu'il y a de journées employées ou commencées.

ART. 36. — Il est perçu, au titre de la taxe judiciaire, telle qu'elle est définie à l'article 4, pour apposition, reconnaissance et levée de scellés après décès, y compris tous procès-verbaux, référés, incidents, oppositions de tiers, formalités quelconques 15 francs.

Si l'opération exige plusieurs jours, le droit sera perçu autant de fois qu'il y a de journées employées ou commencées.

Il n'est rien perçu quand il s'agit de scellés apposés dans les cas prévus par l'article 477 du dahir sur la procédure civile.

ART. 37. — Pour tout acte de greffe et son expédition si elle est demandée, contenant acceptation de succession pure et simple ou sous bénéfice d'inventaire, renonciation à

succession, réception d'une déclaration d'opposition, d'une enchère, ou d'une surenchère, ou donnant acte d'un dépôt de pièces ou d'objets ou de production dans les faillites, d'oppositions sur sommes consignées, ou réception de caution et, en général, pour tout acte ou opération donnant lieu à la rédaction d'un procès-verbal par le secrétaire-greffier,

La taxe judiciaire telle qu'elle est définie à l'article 4 est de 6 francs.

Pour le procès-verbal de la délibération d'un conseil de famille, sauf le cas prévu par l'article 14, y compris toutes convocations, et l'expédition si elle est demandée 12 francs.

Pour tous actes de notoriété et autres dressés devant le juge de paix, y compris leur expédition si elle est demandée 12 francs.

Pour le dépôt, l'ouverture et la description d'un testament olographe ou mystique, y compris l'expédition si elle est demandée 20 francs.

Pour le dépôt et la transcription d'un rapport de mer, y compris l'expédition si elle est demandée... 15 francs.

Pour toute réquisition d'inscription de firme au registre du commerce, y compris le procès-verbal et le certificat de dépôt, tous extraits pour la publicité et l'affichage dans les locaux du tribunal 15 francs.

Pour toute autre réquisition d'inscription au registre du commerce 20 francs.

Il sera perçu, en outre, pour l'inscription de la créance du vendeur ou du créancier gagiste 0 25 %

Le tout sans préjudice de l'application de l'article 18 paragraphe 6 et de l'article 19 dernier alinéa, s'il y a lieu à l'assistance d'un interprète.

ART. 38. — Toute consignation de sommes donne lieu, en sus des droits relatifs aux actes de dépôt, de retrait ou d'opposition, visés à l'article précédent, à la perception d'une taxe proportionnelle de 0 50 %

Tout paiement libératoire fait entre les mains du secrétaire-greffier pour le compte d'une partie, avant ou après notification d'un protêt, ou au cours d'une procédure de saisie, ou à toute autre occasion, donne lieu à la perception d'une taxe proportionnelle de 0 25 %.

ART. 39. — Pour les copies ou transcriptions d'actes de l'état civil, y compris ceux d'adoption et de divorce, sans préjudice du droit de légalisation, s'il y a lieu :

Tarif unique 0 50

Pour les communications d'actes de l'état civil, par acte 0 25

Pour la recherche d'un acte de l'état civil :

1° Pour la première année indiquée 0 50

2° Pour chacune des années suivantes 0 25

ART. 40. — Pour toutes légalisations de signatures en toute matière 0 50

Le droit est perçu dans les formes prévues à l'article 17.

ART. 41. — Pour toutes communications de titre ou de pièces, sauf ce qui est prévu à l'article 29 pour les

communications qui ont lieu au cours de l'instruction des affaires 3 francs.

ART. 42. — Pour la rédaction des placards à afficher dans les locaux du tribunal et pour l'affichage, sauf ce qui est prévu à l'article 29 pour les affichages nécessités par l'instruction des affaires 4 francs.

ART. 43. — Il n'est rien innové, en ce qui concerne le droit à percevoir sur les ventes publiques mobilières en suite de saisie ou autres, aux dispositions du dahir du 26 avril 1919 (15 Rejeb 1337) relatif aux ventes publiques de meubles, et en ce qui concerne l'application du dahir du 27 août 1918 (19 Kaada 1336) sur le nantissement des produits agricoles.

ART. 44. — En matière de vente judiciaire d'immeubles, pour quelque cause que ce soit, il est dû, au titre de la taxe judiciaire, telle qu'elle est définie à l'article 4 :

1° Pour la rédaction du cahier des charges et des placards ou extraits à publier, et pour leur affichage, mais dans les locaux du tribunal seulement :

Un droit fixe de 40 francs.

2° Sur le principal de l'adjudication, y compris le procès-verbal, le jugement de tous incidents autres que les revendications et d'une manière générale, toutes formalités.

Sur les premiers 10.000 francs 2 » %

Sur les 40.000 francs suivants 1 50 %

Sur le surplus 1 » %

Il y a surenchère ou folle enchère, la taxe judiciaire n'est due que sur le montant de l'adjudication définitive.

Il s'ajoute à cette taxe le droit de mutation et la surtaxe de plus-value établis par le dahir sur l'Enregistrement.

ART. 45. — Pour les distributions par contribution, il est perçu au titre de la taxe judiciaire telle qu'elle est définie à l'article 4 :

1° Sur chaque production, y compris l'acte de dépôt et toute communication :

Si le montant de la production ne dépasse pas 100 francs 2 francs.

S'il dépasse 100 francs jusqu'à 1.000 francs 5 francs.

S'il dépasse 1.000 francs jusqu'à 10.000 fr... 10 francs.

S'il dépasse 10.000 francs 20 francs.

2° Sur le montant des sommes distribuées :

Si le dividende est inférieur à 10 % Néant.

Si le dividende est supérieur à 10 % jusqu'à

50 % 1 25 %

Si le dividende dépasse 50 % 3 30 %

ART. 46. — En matière de faillite et liquidation judiciaire, il est dû au titre de la taxe judiciaire, telle qu'elle est définie à l'article 4, et sans préjudice des taxes exigibles en vertu de l'article 29, tant pour obtenir le jugement déclarant la faillite ou accordant le bénéfice de la liquidation judiciaire, que pour faire statuer sur toute contestation née de la faillite ou de la liquidation :

Un droit fixe de 100 francs.

Ce droit est prélevé, conformément à l'article 8, sur les premiers éléments de l'actif réalisé.

Moyennant la dite taxe de 100 francs, il n'est plus rien exigé pour tous jugements du tribunal et ordonnances du juge-commissaire se rattachant à l'administration de la faillite ou de la liquidation (fixation de l'époque de la cessation des paiements, nomination et remplacement des syndics et liquidateurs ou du juge-commissaire, autorisations, décisions, visas et procès-verbaux de ce magistrat, homologation du concordat, clôture pour insuffisance d'actif, etc.), ni pour les diverses formalités prévues par la loi (apposition et levée des scellés, inventaire, vente des biens, sauf ce qui est dit aux articles 43 et 44, vérification des créances, réunions concordataires ou autres, etc.), ni, en général, pour aucun acte de la gestion des syndics ou liquidateurs, ni pour aucune diligence, convocation, avertissement fait par le secrétariat du tribunal.

Mais il est perçu sur les dividendes au comptant une taxe proportionnelle ainsi calculée :

Si les dividendes sont inférieurs à 10 %....	Néant.
Si le dividende est supérieur à 10 % jusqu'à 50 %	1 25 %
Si le dividende dépasse 50 %.....	3 30 %

Et si les dividendes sont à termes garantis et supérieurs à 10 %, la perception de la taxe ci-dessus est proportionnellement effectuée dans les vingt jours des échéances stipulées et le recouvrement en est assuré par les soins du receveur de l'enregistrement.

ART. 47. — Pour les séquestres, administrations de biens et successions vacantes, il est perçu sur l'actif réalisé ou employé un droit proportionnel de..... 4 %

CHAPITRE V

Actes notariés

ART 48. — Les actes notariés sont assujettis aux droits de timbre et d'enregistrement et à la taxe prévue aux articles suivants.

Lorsqu'un même acte comprend plusieurs conventions dérivant ou dépendant les unes des autres, il n'est perçu que le droit applicable à la convention donnant lieu à la taxe la plus élevée. Si les conventions sont indépendantes, le droit est dû pour chacune d'elles.

ART. 49. — § 1^{er}. — Il est perçu, pour un acte notarié de consentement à mariage ou de reconnaissance d'enfant naturel :

Par acte 5 francs.

§ 2. — Pour un contrat d'apprentissage :

Par acte 2 francs.

§ 3. — Pour la ratification ou la confirmation d'une obligation, pour une acceptation de transport, pour un aval de garantie, pour un acte de notoriété, pour une certification de signature sur un acte sous seing privé, avec ou sans attestation de témoins, pour le remplacement ou la révocation d'arbitres, la révocation ou la décharge d'un mandat, pour une procuration spéciale, pour une autorisation maritale :

Par acte 10 francs.

§ 4. — Pour rétablissement de communauté, modification aux statuts d'une société, sans augmentation de capital, compte de tuteur à tuteur, compromis, dissolution de société sans liquidation, séquestre conventionnel, procuration générale et autres actes non dénommés dans les paragraphes précédents et non assujettis au droit proportionnel :

Par acte 20 francs.

ART. 50. — Il est perçu proportionnellement à la valeur de l'objet de l'acte notarié :

§ 1^{er}. — Pour un bail d'immeubles ou de meubles, sur le prix total des années, augmenté des charges :

Taux unique 0 50 %
avec un minimum de 10 francs.

Le même droit est perçu pour une cession de bail, pour une sous-location ou pour une résiliation de bail, sur le montant des années à courir.

§ 2. — Pour un louage d'ouvrage ou d'industrie, sur le prix total de la location :

Taux unique 0 50 %
avec un minimum de 5 francs.

§ 3. — a) Pour les actes de constitution de société, sur le montant du capital social :

Sociétés anonymes ou en commandites (par actions) :

De 1 à 500.000 francs.....	0 50 %
De 500.001 à 1.000.000.....	0 25 %
De 1.000.001 à 3.000.000.....	0 125 %
Au-dessus	0 0625 %

Autres sociétés :

De 1 à 100.000 francs.....	0 50 %
De 100.001 à 1.000.000.....	0 25 %
De 1.000.001 à 3.000.000.....	0 125 %
Au-dessus	0 0625 %

avec un minimum de 20 francs.

b) Pour les actes modificatifs d'une société, s'il y a augmentation du capital social, sur le montant de l'augmentation :

Même tarif selon la nature de la société.

c) Pour les actes de déclaration de souscription de capital social et de versement d'actions, quand l'acte de société n'a pas été reçu par un secrétaire-greffier des juridictions françaises du Maroc, sur le montant du capital social :

Même tarif selon la nature de la société.

Si l'acte de société a été reçu par un secrétaire-greffier des juridictions françaises du Maroc, droit fixe de 20 francs.

d) Pour les actes de prorogation de société, sur le capital social, moitié du tarif du sous-paragraphé a) et droits entiers de ce même tarif sur les nouveaux apports s'il y en a, avec un minimum de 20 francs.

e) Pour les actes contenant dissolution de société ou constatant la retraite d'une société opérée en vertu d'une disposition des statuts, avec reprise pure et simple de son apport :

Droit fixe de 20 francs, sauf le cas où il y a lieu à la perception d'un droit proportionnel, à raison des conventions que renferme l'acte.

§ 4. — a) Pour les liquidations de reprises :

Sur les reprises en nature.....	0 10 %
Sur les reprises en espèces, payées ou garanties :	
De 1 à 300.000 francs.....Fr.	1 » %
De 300.001 à 600.000.....	0 50 %
De 600.001 à 1.000.000.....	0 25 %
De 1 million à 20 millions.....	0 125 %
Au-dessus.....	0 0625 %

avec un minimum de 20 francs.

b) Pour la liquidation et le partage d'une société d'acquêts, d'une communauté, d'une succession ou d'une société, pour tous partages en général, à l'exception de ceux prévus au paragraphe c ci-après et tous autres actes de même nature.

Sur l'actif attribué, déduction faite du montant des rapports dus en vertu d'actes authentiques et de tout passif autres que les frais, les droits étant toutefois réduits de moitié lorsqu'il y a liquidation sans partage :

De 1 à 500.000 francs.....Fr.	1 » %
De 500.001 à 1.000.000.....	0 50 %
De 1.000.001 à 3.000.000.....	0 25 %
De 3.000.001 à 20.000.000.....	0 125 %
Au-dessus.....	0 0625 %

avec un minimum de 20 francs.

Toutefois, lorsqu'un partage porte sur des biens ayant antérieurement fait l'objet d'une liquidation dressée par un secrétaire-greffier et alors assujettie à la taxe prévue par le présent article, les droits ci-dessus sont réduits de moitié avec un minimum de 20 francs.

c) Pour les partages de biens indivis, dans les cas autres que ceux prévus à la disposition b) qui précède : les trois quarts des droits perçus d'après cette disposition, mais calculés sur l'actif brut.

d) Pour les comptes d'administration légale, d'anti-chrèse, de bénéfice d'inventaire, de copropriété, d'exécution testamentaire, de gestion, de mandat, de séquestre, et tous comptes en général.

Sur le chapitre le plus élevé en recettes ou en dépenses :	
De 1 à 500.000 francs.....	0 50 %
De 500.001 à 1.000.000.....	0 25 %
Au-dessus.....	0 125 %

e) Pour les comptes de tutelle :

1° Mêmes droits que ceux prévus à la disposition d qui précède.

S'il y a liquidation préalable dans le même acte, il est perçu le droit de liquidation sur la part revenant à l'oyant compte, sans toutefois que ce droit puisse être cumulé avec celui prévu à la présente disposition en ce qui touche la valeur figurant à la fois dans la liquidation et dans le compte.

2° Pour les récépissés de compte : un droit fixe de 5 francs

3° Pour les arrêtés de compte : un droit fixe de 10 francs sous réserve du cas où il y a lieu, à raison des conventions contenues dans l'acte, à la perception d'un droit proportionnel, lequel ne peut être inférieur au montant du droit fixe ci-dessus établi.

§ 5. — Pour une donation entre vifs :

a) A des enfants ou autres descendants, contenant ou non, partage anticipé, sur la valeur des biens donnés :

Sur les premiers 10.000 francs.....	1 » %
Sur les 40.000 francs suivants.....	0 50 %
Sur le surplus.....	0 25 %

avec un minimum de perception de 15 francs.

b) A des parents ou autres que les enfants et descendants et à des personnes non parentes, sur la valeur des biens donnés : le double du tarif ci-dessus.

§ 6. — Pour un contrat de vente à l'amiable de meubles ou d'immeubles ; pour un contrat d'échange de meubles ou d'immeubles ; pour l'acte de résiliation de ces contrats ; pour une cession de biens ou dation en paiement, sur le prix de vente ou sur le prix de l'objet échangé le plus important, ou sur le prix des choses cédées :

Sur les premiers 10.000 francs.....Fr.	1 » %
Sur les premiers 40.000 francs suivants....	0 50 %
Sur le surplus.....	0 25 %

avec un minimum de perception de 20 francs.

§ 7. — Pour une constitution de rente perpétuelle :

a) A titre onéreux : comme au paragraphe 6 du présent article, sur le capital formé de vingt fois la rente perpétuelle.

b) A titre gratuit : comme au paragraphe 7 du présent article, sur le capital formé de vingt fois la rente perpétuelle.

Même droit pour le transport de cette rente.

§ 8. — Pour une constitution de rente viagère :

a) A titre onéreux : comme au paragraphe 6 du présent article, sur le capital formé de dix fois la rente viagère.

b) A titre gratuit : comme au paragraphe 5 du présent article, sur le capital formé de dix fois la rente viagère.

Même droit pour le transport de cette rente.

§ 9. — Pour une obligation de sommes ou de valeurs, sur le montant de l'obligation :

Sur les premiers 10.000 francs.....	1 » %
Sur les 40.000 francs suivants.....	0 50 %
Sur le surplus.....	0 25 %

avec un minimum de perception de 15 francs.

Même droit pour le transport de la dite obligation.

§ 10. — Pour une prorogation de délai, sur la somme restant due : le quart du droit du paragraphe 9 du présent article.

§ 11. — Pour un cautionnement, gage ou nantissement, une affectation hypothécaire : le quart des droits de l'acte principal.

§ 12. — Pour une mainlevée d'inscription hypothécaire :

Un droit fixe de rédaction de 5 francs plus un droit proportionnel de 0 fr. 10 % sur le montant de la somme inscrite.

§ 13. — Pour un titre nouveau : la moitié des droits perçus pour le titre original.

§ 14. — Pour une transaction : le droit afférent à la convention à laquelle aboutit la transaction, avec un minimum de 15 francs.

§ 15. — Pour une quittance, sur le montant des sommes reçues : le droit au paragraphe 9 du présent article.

§ 16. — Pour un testament ou codicille par acte public et pour un acte de suscription de testament mystique, un droit de 30 francs.

§ 17. — Pour une notification de mariage :
Un droit fixe de 8 francs.

ART. 51. — Pour un contrat de mariage, outre un droit fixe de 25 francs, il est perçu :

a) Sur le montant des apports réunis..... 0 25 %

b) Sur le montant des sommes constituées en dot par les ascendants 0 50 %

c) Sur le montant des sommes constituées en dot par des parents plus éloignés ou par des personnes non parentes 1 » %

ART. 52. — Pour les inventaires et les compulsoires, il est perçu, pour toute journée employée ou commencée : 20 francs.

ART. 53. — Pour le dépôt au secrétariat de tout acte sous seing privé, lorsque le dépôt n'est pas prescrit par la loi, il est perçu, en sus du droit fixe prévu au paragraphe 4 de l'article 49, le quart des droits qui auraient été exigibles d'après le tarif ci-dessus, si l'acte avait été passé en forme authentique.

CHAPITRE VI

Matières criminelles

ART. 54. — Les tarifs prévus par le présent dahir pour les notifications de toute nature et pour les indemnités dues aux personnes appelées en témoignage, sont applicables en matière criminelle. Pour les autres frais, le tarif en vigueur en France est seul applicable.

ART. 55. — Les personnes appelées en témoignage hors de leur résidence à la requête du Ministère public, et qui justifient de leur indigence, peuvent recevoir un acompte sur la taxe qui leur sera allouée, s'il en est ainsi ordonné par le président de la juridiction saisie ou le juge de paix du domicile du témoin. Mention du paiement de l'acompte est faite sur la citation ou la convocation donnée au témoin.

CHAPITRE VII

Mesures transitoires, abrogation des dispositions antérieures

ART. 56. — Il sera procédé à l'apurement des comptes ouverts afférents aux affaires actuellement terminées. Le recouvrement des sommes restant dues sera poursuivi à la diligence du Service de l'Enregistrement, sur la production de la taxe du juge. Les excédents de consignation seront acquis au Trésor, dans un délai de six mois à compter du jour de la publication du présent dahir, à défaut de réclamation des ayants droit.

Les procédures en cours à la même date demeureront régies par l'annexe IV du dahir du 12 août 1913 (9 Ramadan 1331). Faute par les parties de réclamer l'excédent des consignations dans les six mois de la taxe du juge, cet excédent sera acquis au Trésor.

ART. 57. — Sous réserve de la disposition qui précède,

l'annexe IV du dahir du 12 août 1913 (9 Ramadan 1331), le dahir du 27 janvier 1914 (29 Safar 1332) et toutes les dispositions antérieures contraires au présent dahir sont abrogées.

ART. 58. — Le présent dahir entrera en vigueur à la date du 1^{er} avril 1920.

* * *

ANNEXE N° 2

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les dispositions du dahir du 11 mars 1915, relatif à l'Enregistrement, et du dahir du 15 décembre 1917 sur le Timbre, comportent des modifications importantes par suite de la mise en application du nouveau dahir réglementant les perceptions en matière civile, administrative et notariale, qui substitue, dans la plupart des cas, aux taxes judiciaires et aux droits de timbre et d'enregistrement, une taxe globale perçue par des moyens différents.

Il ne s'agit pas d'une majoration de tarifs ; bien au contraire, l'objet des nouveaux textes tend à diminuer les frais de justice et à simplifier les formalités.

DAHIR

modifiant les dahirs sur l'Enregistrement et le Timbre

CHAPITRE PREMIER

Enregistrement

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er}, 3^o du dahir du 11 mars 1915 (24 Rebia II 1333) sur l'Enregistrement, est modifié ainsi qu'il suit :

« ARTICLE PREMIER. — Sont obligatoirement assujettis à la formalité et aux droits d'enregistrement :

« 3^o a) Les actes notariés des secrétaires-greffiers près les tribunaux français ;

« b) Tous les actes dont il sera fait usage par les magistrats français pour leurs décisions ou en conséquence desquels les secrétaires-greffiers dresseront des contrats ;

« c) Les jugements et arrêts des tribunaux français autres que les sentences préparatoires ; les ordonnances sur requête et les ordonnances de référé, en tant qu'elles n'interviennent pas au cours des instances ;

« d) Tous les actes extra-judiciaires des secrétaires-greffiers qui ne s'appliquent pas à des mesures préparatoires d'instruction ou d'exécution dans les procédures civiles devant les tribunaux français.

« La formalité est assurée gratuitement pour les jugements ou les actes visés aux deux derniers alinéas, sous ré-

serve du paiement préalable des taxes prévues au dahir réglementant les perceptions en matière civile, administrative, criminelle et notariale (annexe n° 1 du dahir du 28 décembre 1919) et du droit de titre, lequel ne peut être perçu sur une somme dépassant le montant de la condamnation, de la liquidation ou de la collocation prononcée par le juge... »

ART. 2. — Aucune expédition, en forme exécutoire ou non, ne pourra être délivrée par les secrétaires-greffiers à peine d'une amende de 50 francs, sans qu'il y ait transcrit la mention prescrite par l'article 31 de Notre dahir du 11 mars 1915 (24 Rebia II 1333) susvisé.

ART. 3. — Après le prononcé des sentences, les parties sont tenues de requérir en temps utile, dans les secrétariats-greffes, la délivrance du bordereau prévu à l'article 6 du dahir sur les perceptions (annexe n° 1 du dahir du 28 décembre 1919), afin d'acquitter dans le délai de vingt jours fixé par l'article 29 du dahir du 11 mars 1915 (24 Rebia II 1333) en produisant ce bordereau au receveur de l'Enregistrement, les droits qui peuvent rester exigibles.

De son côté, ces sentences étant prononcées, le secrétaire-greffier est tenu d'en donner avis aux parties dans un délai de huit jours, sous peine de devenir personnellement responsable en leur lieu et place des pénalités de retard qui viendraient à être encourues.

ART. 4. — La peine qui frappera les parties ayant contrevenu aux diverses obligations qui leur sont imposées par l'article qui précède, sera d'un droit en sus au minimum de 50 francs.

ART. 5. — Sont supprimés :

1° Tous les tarifs du dahir du 11 mars 1915 (24 Rebia II 1333) fixés au titre 6, section I, § 4, à l'exception de ceux portant les n°s 11 et 12 ;

2° Les tarifs du même titre, section II, n°s 2 et 10 ;

3° Le droit fixe de 3 francs prévu au même titre et section, n° 19, pour l'enregistrement des actes judiciaires et extrajudiciaires innomés.

CHAPITRE II

Timbre

ART. 6. — Sont désormais exonérés de la contribution du timbre de dimension :

1° Les jugements et arrêts des tribunaux français, les ordonnances et les actes judiciaires et extrajudiciaires des secrétaires-greffiers ;

2° Les expéditions qu'ils délivrent lorsqu'elles s'appliquent aux jugements, ordonnances et actes du précédent alinéa.

ART. 7. — Sont exonérés du timbre spécial de 0 fr. 25 les avis des secrétaires-greffiers.

CHAPITRE III

Dispositions générales et transitoires

ART. 8. — Sont abrogées les dispositions de nos dahirs sur l'Enregistrement des actes (14 Rebia II 1333) du dahir du 15 décembre 1919 (24 Rebia II 1336) et les articles 11 et 12 du dahir du 11 mars 1915 (24 Rebia II 1333) susvisé.

même jour qui se trouveraient être contraires au présent dahir.

ART. 9. — Le présent dahir entrera en application à la date du 1^{er} avril 1920.

Les jugements et les actes relatifs à des procédures en cours à la date de cette mise en application resteront assujettis aux règles édictées par nos dahirs antérieurs.

DAHIR DU 9 JANVIER 1920 (18 Rebia II 1338) relatif aux relations commerciales du Maroc avec l'Allemagne

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les marchandises originaires ou provenant d'Allemagne ne pourront être importées dans la zone française du Maroc que par dérogations rendues par le Directeur Général des Finances sur propositions conformes du Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Pour certaines catégories de marchandises, les dérogations pourront être accordées, dans les mêmes conditions, à titre général, et sans limitation de quantités, pendant une période dont la durée sera fixée par des décisions prises dans la même forme.

ART. 2. — Ces marchandises seront soumises :

1° A la taxe générale de 10 % ou de 5 % *ad valorem*, liquidées suivant leur valeur au comptant et en gros, au point où elles seront déclarées ;

2° A une taxe spéciale liquidée comme la taxe générale.

Cette taxe sera de 10 %, *ad valorem*, pour les importations en droiture d'Allemagne, sur un des ports de la zone française, ou en transit international sur la gare d'Oujda.

Elle sera portée à 15 %, *ad valorem*, pour importations autres que celles effectuées en droiture d'Allemagne sur un des ports de la zone française ou en transit international sur la gare d'Oujda.

ART. 3. — Sont considérées comme importées en droiture :

1° Les marchandises transportées par un même navire depuis le lieu de départ jusqu'à celui de destination ;

2° Les marchandises qui, avant été déchargées, rechargées ou transbordées en cours de route sont accompagnées de factures originales, bulletins d'expédition ou autres documents justifiant qu'au moment du départ du pays d'origine, elles étaient destinées à la zone française, et qu'elles n'ont point séjourné sur les points intermédiaires au cours

du temps nécessaire, soit pour les transbordements, soit pour les changements de modes de transport.

ART. 4. — Des arrêtés viziriels, pris sur rapport du Directeur du Commerce et après avis conforme du Directeur Général des Finances, peuvent suspendre la perception de la taxe spéciale de 10 % en ce qui concerne les produits alimentaires et matériaux destinés à des travaux d'utilité publique qu'il ne serait pas possible de se procurer sur les autres marchés étrangers.

Cette mesure ne s'appliquera qu'aux produits importés en droiture.

ART. 5. — Les produits importés des pays bénéficiant du tarif de droit commun pourront, lorsque le Service des Douanes le juge nécessaire, être soumis à la production du certificat d'origine ou de fabrication.

ART. 6. — Les contestations relatives à l'origine seront déferées à des experts. La désignation des experts et le fonctionnement de l'expertise seront déterminés par arrêté de notre Grand Vizir. Les décisions prises par les experts ont la valeur de la chose jugée.

ART. 7. — Toute fausse déclaration sur l'origine ou provenance, tendant à éluder les surtaxes ci-dessus entraîne la confiscation de la marchandise, des moyens de transport et des marchandises servant à masquer la fraude. Les délinquants seront, en outre, passibles d'une amende égale au triple de la valeur desdites marchandises et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 8. — Un arrêté viziriel déterminera les bureaux de douane par lesquels pourront pénétrer en zone française les marchandises d'origine ou de provenance allemande provenant de la zone espagnole.

ART. 9. — Les marchandises dont la sortie de la zone française n'est pas prohibée ou soumise à autorisation spéciale pourront être expédiées en Allemagne, elles seront quant aux taxes de sorties, soumises au tarif de droit commun.

ART. 10. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires antérieures au présent dahir.

Fait à Rabat, le 20 Rebia II 1338,

(11 janvier 1920).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 janvier 1920.

*Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 JANVIER 1920

(19 Rebia II 1338)

relatif à l'expertise en matière de fausse déclaration d'origine des marchandises déclarées en douane

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 janvier 1920 (18 Rebia II 1338) fixant le régime des marchandises d'origine ou de provenance

allemande importées dans la zone française de l'Empire Chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque les agents de l'Administration des Douanes contestent l'exactitude d'une déclaration, quant à l'origine, ils en donnent avis à l'intéressé ou au fondé de pouvoirs le représentant à la vérification, qui doit, dans les vingt-quatre heures, faire connaître s'il accepte ou s'il réclame l'appréciation des employés.

ART. 2. — Dans le cas où le déclarant ou son fondé de pouvoirs accepte l'appréciation des employés, il doit apposer avec ces derniers sa signature sur le document où est constaté le résultat de la vérification, s'engageant ainsi à supporter toutes les conséquences de la fausse déclaration. S'il se refuse au contraire à accepter l'appréciation de la Douane, celle-ci a recours à l'expertise.

ART. 3. — En cas de recours à l'expertise, des échantillons sont prélevés sur les marchandises faisant l'objet du litige, en présence du déclarant ou de son représentant. Ces échantillons sont scellés du cachet des deux parties et un procès-verbal de ces opérations en est dressé.

ART. 4. — Si le déclarant refuse d'assister au prélèvement des échantillons, de les sceller et de signer le procès-verbal, ou si, mis en demeure, il s'abstient de participer à ces opérations, il sera procédé, sur ordonnance du juge compétent, rendue à la requête du Service des Douanes, au prélèvement des échantillons en présence, et avec le concours d'un officier ministériel, d'un courtier ou d'un commerçant désigné par le juge compétent pour connaître de l'infraction et chargé de suppléer le déclarant absent.

Après prélèvement des échantillons, il peut être donné main levée de la marchandise, à charge de fournir caution ou moyennant consignation de la valeur.

ART. 5. — Les contestations définies par l'article précédent sont soumises à l'examen de deux experts désignés l'un par le Chef du Service des Douanes, l'autre par le déclarant et choisis sur une liste arrêtée chaque année par le Directeur Général des Finances sur la proposition du Directeur de l'Agriculture et du Commerce. Cette liste comprend les personnes possédant, soit par la pratique des opérations commerciales ou industrielles, soit par leurs connaissances techniques, agricoles, commerciales ou scientifiques, une compétence spéciale. Si le déclarant refuse de désigner son expert, cette désignation est faite à la requête de la Douane par le juge compétent pour connaître de l'infraction.

ART. 6. — Le Chef du Service des Douanes convoque les experts et leur remet les échantillons. Lorsque le prélèvement d'un échantillon n'est pas possible le litige est tranché sur examen de la marchandise sur place.

Le résultat de la délibération des experts fera de leur part l'objet d'un procès-verbal qui sera remis au greffe du Tribunal du ressort. Il sera adjoint aux deux experts, à titre de secrétaire, un agent des Douanes désigné par le Chef de Service.

En cas de désaccord, le Président du Tribunal désigne un tiers arbitre, choisi sur la liste prévue à l'article précédent.

Les décisions ainsi prises doivent être rendues dans les quinze jours qui suivent la notification du recours à l'expertise.

Les rapports des experts sont remis au Chef du Service des Douanes qui en fait parvenir les conclusions au receveur chargé de les notifier en toute diligence au déclarant.

ART. 8. — Cette notification a lieu par acte qui contient, suivant le cas, ou l'avis que la marchandise ayant été mal déclarée, la saisie en est prononcée, que la confiscation en sera provoquée à la suite d'un procès-verbal, à la réclamation duquel le déclarant devra assister, ou bien l'invitation de venir terminer la vérification et de procéder à l'enlèvement des marchandises bien déclarées.

ART. 9. — Les fausses déclarations constatées par la voie de l'expertise légale sont passibles des mêmes pénalités que celles relevées directement par le service et les procès-verbaux auxquels elles donnent lieu sont remis aux juridictions compétentes suivant les règles de droit commun.

ART. 10. — Les experts reçoivent, en cas de déplacement hors de leur résidence habituelle, des indemnités journalières de trente francs et sont en outre remboursés de leurs frais de transport d'après le tarif habituel et en première classe.

Les frais d'expertise sont à la charge de la partie qui succombe.

ART. 11. — La retenue d'une marchandise en vue de l'expertise, ne donne ouverture en aucun cas à indemnité au bénéfice du déclarant.

Fait à Rabat, le 20 Rebia II 1338,

(11 janvier 1920).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 janvier 1920.

Le Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 DÉCEMBRE 1919

(1^{er} Rebia II 1338)

portant autorisation d'achat par l'Etat Chérifien d'un immeuble à El-Aïoun

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 21 du dahir du 9 juin 1917 (18 Chaabane 1335) sur la comptabilité publique ;

Sur la proposition du Haut-Commissaire du Gouvernement Français à Oujda et du Directeur de l'Enseignement et sur l'avis conforme du Chef du Service des Domaines ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE UNIQUE. — Est décidée l'acquisition par l'Etat Chérifien, moyennant la somme de quinze mille cinq cents francs (15.500 fr.) plus les frais accessoires, estimés à cinq

cents francs (500 fr.) environ, d'un immeuble sis à El-Aïoun, appartenant à Mme veuve Boiffier, propriétaire à El Aïoun. et destiné à l'aménagement d'une maison d'école.

Fait à Rabat, le 1^{er} Rebia II 1338,

(24 décembre 1919).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 janvier 1920.

*Pour le Commissaire Résident Général,
le Délégué à la Résidence Générale,*

U. BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 31 DÉCEMBRE 1919

(8 Rebia II 1338)

relatif à la fermeture de la chasse en 1920

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel permanent du 9 août 1917 (20 Chaoual 1335) sur la Police de la Chasse ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — La chasse de tout gibier, sauf les exceptions prévues aux articles 2 et 3 du présent arrêté, sera interdite dans toute l'étendue de la zone française de l'Empire Chérifien aux dates ci-après indiquées, au coucher du soleil :

4 janvier 1920, pour la Région de Marrakech, y compris le Cercle des Haha-Chiadma ;

11 janvier 1920, pour la Région de Casablanca, les territoires de Tadla-Zaïan, des Abdas, des Doukkala et de Bou Denib ;

18 janvier 1920, pour les Régions de Rabat, Meknès et Fès ;

25 janvier 1920, pour la Région d'Oujda.

ART. 2. — Sont exceptionnellement autorisés jusqu'au dimanche 11 avril 1920, au coucher du soleil, la chasse à tir, la poursuite, la capture, la détention, le colportage, l'exposition, la mise en vente, la vente et l'achat des gibiers d'eau et de passage ou oiseaux nuisibles ci-après énumérés : râles de genêt, poules de Carthage, vanneaux, courlis, tourterelles, pluviers, gangas, grives, canards, sarcelles, oies, bécasses et bécassines, pigeons, palombes, poules d'eau, moineaux, oiseaux de mer, cailles.

ART. 3. — Est également autorisée, en tout temps, la chasse au sanglier par des chasseurs isolés et sans rabatteur, sauf si elle a lieu dans les massifs gérés par le Service Forestier auquel cas une autorisation de ce Service est nécessaire.

Toute chasse en battue au sanglier devra faire l'objet d'une autorisation spéciale délivrée par le Chef de la Région ou du Territoire et après avis du Service des Eaux et Forêts en ce qui concerne le domaine forestier.

Cette autorisation comportera fixation du nombre des chasseurs, des rabatteurs, des animaux à abattre et paiement préalable d'une redevance de 1 franc par rabatteur.

ART. 4. — En vue de la reconstitution du gibier et par application de l'article 3, paragraphe 6 de l'arrêté viziriel permanent du 9 août 1917, sur la police de la Chasse, la chasse au sanglier est interdite dans la partie de la forêt de la Mamora comprise entre les oued Fouarat et Tiflet.

ART. 5. — Pendant la période de clôture de la chasse la poursuite, la capture, la destruction, la détention, le colportage, l'exposition, la mise en vente, la vente et l'achat du gibier, mort ou vivant, sont interdits.

La recherche du gibier pourra être opérée durant cette même période dans les lieux ouverts au public, notamment sur les marchés et dans les fondouks, chez les restaurateurs, hôteliers, marchands de comestibles, ainsi que dans les voitures publiques, gares, et, en général, dans tous les lieux où les animaux sont déposés pour être livrés au commerce et à la consommation.

Le gibier de délit sera saisi par les agents verbalisateurs et distribué à l'établissement de bienfaisance le plus proche, s'il est vivant, il sera remis en liberté.

Les filets, pièges et autres engins prohibés devront également être saisis par les agents verbalisateurs.

ART. 6. — Est défendue, en tout temps et en tous lieux la destruction, par quelque procédé que ce soit, des pigeons-voyageurs et de tous les oiseaux utiles à l'agriculture, appartenant aux ordres des rapaces nocturnes, des grimpeurs, des syndactyles, des passereaux, des échassiers, des oiseaux insectivores ou chanteurs (hiboux, chouettes, chats-huants, engoulevents, pics, geais bleus, grimpeurs, rouges-queues, gorges-bleues, rouges-gorges, coucous, fauvettes, rossignols, martinets, roitelets, gobe-mouches, lavandières, hirondelles, bergeronnettes, étourneaux, mésanges, cigognes, ibis, huppés, merles, fausse-aigrette, guépions ou chasseurs d'Afrique, etc...).

Sont également prohibés en tout temps la destruction, la détention, le colportage, l'exposition, la mise en vente, la vente, l'achat, des œufs, nids, couvées et petits de tout gibier quel qu'il soit.

ART. 7. — Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément aux dispositions des articles 10 et suivants de l'arrêté viziriel permanent du 9 août 1917 (20 Chaoual 1335) sur la Police de la Chasse.

Fait à Rabat, le 8 Rebia II 1338,

(31 décembre 1919).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 janvier 1920.

Pour le Commissaire Résident Général.

Le Délégué à la Résidence Générale,

U. BLANC.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 22 DÉCEMBRE 1919
portant création et organisation administrative de la
Région Civile d'Oujda

LE COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL,

Sur la proposition du Directeur des Affaires Civiles ;

Après avis du Directeur des Affaires Indigènes et du
Service des Renseignements :

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une nouvelle circonscription administrative est créée sous le nom de Région Civile d'Oujda. Elle assurera l'administration de la partie orientale de l'Empire Chérifien suivant les modalités prévues à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

ART. 2. — La circonscription de la Région Civile d'Oujda comprend les formations administratives indiquées ci-dessous :

1° La ville d'Oujda et la tribu des Oujada ;

2° L'Annexe d'Oujda ;

3° Le Cercle des Beni Snassen, ayant son centre à Berkane, avec le bureau de Martimprey-du-Kiss et le poste de renseignements de Taforalt ;

4° Le poste des renseignements d'El Aïoun ;

5° Le bureau des renseignements de Berguent ;

6° Le Cercle des Beni Guil, ayant son centre à Figuig.

ART. 3. — Ces formations, par suite de leur incorporation dans la Région Civile d'Oujda, reçoivent les modifications suivantes :

1° La ville d'Oujda et la tribu des Oujada deviennent le Contrôle Civil d'Oujda-Ville ;

2° L'Annexe d'Oujda devient l'Annexe de Contrôle Civil d'Oujda-Banlieue, et rattachée au Contrôle Civil d'Oujda ;

3° Le Cercle des Beni Snassen forme le Contrôle Civil des Beni Snassen, ayant son centre à Berkane. Il comprend l'Annexe de Contrôle Civil de Martimprey-du-Kiss, d'une part, et le poste de renseignements de Taforalt, d'autre part, tenu par un officier du Service des Renseignements, détaché à cet effet et relevant du Contrôleur Civil de Berkane ;

4° Le poste des renseignements d'El Aïoun devient le Contrôle Civil d'El Aïoun, provisoirement confié à un officier du Service des Renseignements faisant fonctions de contrôleur civil. La circonscription territoriale de ce contrôle, en ce qui concerne la région voisine de Moulay Taïeb et de la zone espagnole, sera délimitée ultérieurement, suivant les indications du Commandant de la Région de Taza et du Chef de la Région Civile d'Oujda ;

5° Le bureau des renseignements de Berguent devient le contrôle civil de Berguent, provisoirement confié à un officier du Service des Renseignements. Sa circonscription territoriale n'est pas modifiée, exception faite pour la tribu des Ouled Sidi Ali Bouchenafa, qui est rattachée au Cercle des Beni Guil ;

6° Le Cercle des Beni Guil, ayant son centre à Figuig, comprendra dans sa circonscription territoriale la tribu des Ouled Sidi Ali Bouchnafa.

ART. 4. — Les Contrôles Civils d'Oujda, des Beni Snassen, d'El Aïoun, de Berguent et le Cercle des Beni Guil relèveront directement de la Région Civile d'Oujda tant au point de vue administratif que politique.

ART. 5. — Sont abrogés tous arrêtés et décisions résidentiels en tout ce qu'ils ont de contraire au présent arrêté.

ART. 6. — Le Directeur des Affaires Civiles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 22 décembre 1919.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 2 JANVIER 1920
portant création d'une Chambre mixte consultative française d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie à Safi et nommant les membres de cette Chambre.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL,

Vu l'arrêté résidentiel du 29 juin 1913 portant constitution au Maroc de Chambres mixtes consultatives françaises d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie ;

Considérant qu'en raison du développement des intérêts agricoles, commerciaux et industriels de la Région de Safi, il importe de leur donner une représentation spéciale ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Safi une Chambre mixte consultative française d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie.

ART. 2. — Sont nommés membres de ladite Chambre :

MM. ALLOUCHE ;
ANDRÉ ;
BLANCHENAY ;
CHAMSON ;
DIMEGLIO ;
EYRAUD ;
LEGRAND ;
LUGAT.

Rabat, le 2 janvier 1920.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 5 JANVIER 1920
portant augmentation du taux de l'indemnité journalière allouée aux chauffeurs militaires détachés dans les services civils du Protectorat.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL,

Vu l'arrêté résidentiel du 18 avril 1918, fixant le taux de l'indemnité journalière allouée aux chauffeurs militaires mis à la disposition de la Résidence Générale et des Services Civils du Protectorat ;

Etant donnée l'augmentation du coût de la vie ;

Sur la proposition du Lieutenant Commandant le Service Automobile de la Résidence et après avis conforme du Directeur Général des Finances ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité journalière de station prévue à l'article premier de l'arrêté résidentiel du 18 avril 1918, susvisé, est portée de 1 fr. 50 à 2 fr. 50.

ART. 2. — L'indemnité journalière de déplacement prévue à l'article 2 du même arrêté est portée de 7 fr. 50 à 10 francs pour toutes zones.

ART. 3. — Cette augmentation partira du 1^{er} janvier 1920.

ART. 4. — Le Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 5 janvier 1920.

*Pour le Commissaire Résident Général
le Délégué à la Résidence Générale,*

II. BLANC.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant autorisation relative à l'installation à Salé d'un dépôt de chiffons, déchets d'animaux et vieux métaux, par M. Benaahem-Benabou.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu la demande présentée le 30 octobre 1919 par M. Menahem Benabou en vue d'être autorisé à installer un dépôt de chiffons, déchets d'animaux et vieux métaux à Salé, à proximité de Bab er Rha ;

Vu le dahir du 25 août 1914 (3 Chaoual 1332), réglementant les établissements insalubres, incommodes ou dangereux et l'arrêté viziriel du même jour rangeant les dépôts de chiffons dans la première classe desdits établissements ;

Vu l'enquête à laquelle la demande susdite a été soumise du 25 novembre 1919 au 24 décembre 1919, au siège de la Municipalité de Salé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Menahem Benabou est autorisé à établir pour dépôt de chiffons, déchets d'animaux et vieux métaux, à proximité de Bab er Rha, à Salé, et à l'emplacement indiqué au plan visé par nous et qui restera annexé au présent arrêté, une baraque en bois mesurant 8 mètres sur 3.

ART. 2. — Cette autorisation est soumise aux conditions stipulées par le dahir du 25 août 1914, susvisé.

ART. 3. — Le Chef des Services Municipaux de Salé est chargé de notifier à l'intéressé le présent arrêté et d'en assurer l'exécution.

Rabat, le 5 janvier 1920.

Pour le Directeur Général des Travaux Publics,

Le Directeur Adjoint,

JOYANT.

TABLEAU D'AVANCEMENT
du personnel des secrétaires-greffiers
et commis de secrétariat pour l'année 1920

En exécution des dispositions de l'article 7 du dahir du 3 mai 1914 (7 Djoumada Et Tani 1332), le tableau d'avancement, pour l'année 1920, a été établi, ainsi qu'il suit, par la Commission spéciale, dans sa séance du 29 décembre 1919.

Sont inscrits, au choix, au tableau d'avancement pour les grades et classes ci-après :

I. — SECRÉTAIRES-GREFFIERS

Secrétaires-greffiers de 3^e classe

M. LAPEYRE, secrétaire-greffier en chef du Tribunal de première instance d'Oujda ;

M. ALACCHI, secrétaire-greffier en chef du Tribunal de paix de Casablanca.

Secrétaire-greffier de 7^e classe :

M. DEMOULIN, secrétaire-greffier du Tribunal de paix de Mazagan.

II. — COMMIS DE SECRETARIAT

Commis principaux de secrétariat de 2^e classe :

M. BERTRAND, commis principal à la Cour d'Appel,

M. MAHÉ, commis principal au Tribunal de paix de Casablanca.

Commis principaux de secrétariat de 3^e classe :

M. MESSICA, commis au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. ANDRIEU, commis au Tribunal de première instance de Rabat.

Commis de secrétariat de 1^{re} classe :

M. ROLAND, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Rabat ;

M. POURET, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. NICOULLAUD, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. GILBERT, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. CARBUCCIA, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. LACOUR, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. MILHE, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Casablanca ;

M. ZEVACO, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Casablanca ;

M. CUQUEL, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. BOULANGER, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. MONIER, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. ARIBAUD, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. DAHAN, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Rabat.

Commis de secrétariat de 2^e classe :

M. BOULOUK-BACHI, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Saffi ;

Mme FIALON, commis de secrétariat à la Cour d'Appel ;

M. BOUQUILLARD, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Casablanca ;

M. PONS, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Rabat ;

M. DARBAS, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Rabat.

Commis de secrétariat de 3^e classe :

M. SAHEB-ETTABA, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Fès ;

Mlle RENOULEAU, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Rabat ;

Mlle MILLET, commis de secrétariat au Tribunal de paix d'Oujda ;

M. DEFIE, commis de secrétariat à la Cour d'Appel ;

M. FOSSE, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Rabat ;

Mlle LOMONT, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Casablanca ;

M. FERRERI, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. CORNETTE, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Rabat ;

M. GUIRAUD, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Rabat ;

M. BAUER, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. YERLE, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Fès ;

M. BANCAL, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. TELLON, commis de secrétariat au Tribunal de première instance de Casablanca ;

M. PELLISSIER, commis de secrétariat au Tribunal de paix de Casablanca.

Rabat, le 29 décembre 1919.

Vu et arrêté le présent tableau d'avancement.

Le Premier Président de la Cour d'Appel,
Président de la Commission d'avancement,
PAUL DUMAS.

TABLEAU D'AVANCEMENT du personnel des interprètes judiciaires pour l'année 1920

En exécution des dispositions de l'article 11 du dahir du 21 décembre 1915 (13 Safar 1334), le tableau d'avancement, pour l'année 1920, a été établi, ainsi qu'il suit, par la Commission spéciale, dans sa séance du 29 décembre 1919.

Sont inscrits au choix, au tableau d'avancement pour les grades et classes ci-après :

I. — Chef du Service de l'Interprétariat judiciaire de 2^e classe :

M. MARC, chef du Service de l'Interprétariat au Tribunal de première instance de Casablanca.

II. — INTERPRÈTES AUXILIAIRES

Interprètes auxiliaires de 3^e classe :

M. BENABEB, interprète auxiliaire au Tribunal de paix de Saffi ;

M. BIRAN, interprète auxiliaire au Tribunal de paix de Mazagan ;

M. KECIRI, interprète auxiliaire au Tribunal de première instance de Casablanca.

Interprète auxiliaire de 4^e classe :

M. RAHAL, interprète auxiliaire au Tribunal de première instance de Rabat.

Rabat, le 29 décembre 1919.

Vu et arrêté le présent tableau d'avancement.

Le Premier Président de la Cour d'Appel,
Président de la Commission d'avancement,
PAUL DUMAS.

TABLEAU D'AVANCEMENT

du Personnel des Services Civils de l'Empire Chérifien
pour l'année 1919 (suite)

En exécution des dispositions de l'article 18 du dahir du 27 mai 1916 (24 Redjeb 1334), modifié par ceux du 27 décembre 1917 (13 Rebia I 1336) et du 24 mai 1919 (23 Chaabane 1337), le tableau d'avancement du Personnel des Services Civils de l'Empire Chérifien pour l'année 1919, a été arrêté ainsi qu'il suit, par le Conseil d'Administration, dans sa séance du 24 décembre 1919 ;

Sont inscrits au tableau d'avancement pour les grades et emplois de :

Chef de bureau de 1^{re} classe

M. LE FUR, Pierre, Marie, René, chef de bureau de 2^e classe.

Chef de bureau de 3^e classe

MM. CHARIF OMAR, sous-chef de bureau de 2^e classe ;
IDOUX, Jean-Baptiste, René, sous-chef de bureau de 2^e classe.

Sous-chef de bureau hors classe

M. GEOFFROY, Lucien, sous-chef de bureau de 1^{re} classe.

Sous-chef de bureau de 2^e classe

M. VIMAL, Henri, Auguste, rédacteur de 1^{re} classe.

Sous-chef de bureau de 3^e classe

MM. GHATTAS, Abderrazak, rédacteur de 1^{re} classe ;
DEPOORTER, Paul, rédacteur de 1^{re} classe.

Rédacteur de 1^{re} classe

MM. BALME, Paul, Auguste, Jean-Marie, rédacteur de 2^e classe ;

BRUNET, Jean, René, rédacteur de 2^e classe ;

BLONDELLE, Achille, Antoine, rédacteur de 2^e classe.

Rédacteur de 2^e classe

MM. PERNON, Joanny, rédacteur de 3^e classe ;

SLIZEWICZ, Pierre, Eugène, Marie, Joseph, rédacteur de 3^e classe.

Commis principal de 2^e classe

MM. MALJEAN, Paul, Louis, François, Marie, Joseph, commis principal de 3^e classe ;

LARRIEU, Raphaël, Joseph, Pierre, Marius, commis principal de 3^e classe ;

PANARIELLO, Antonin, Jules, Henri, commis principal de 3^e classe ;

BAZOUIN, Jean, Emile, Alfred, commis principal de 3^e classe ;

BRUSTIER, Gaston, Justin, commis principal de 3^e classe ;

LANGLAIS, Mathurin, commis principal de 3^e classe.

Commis principal de 3^e classe

MM. COSTE, Marie, Eugène, commis de 1^{re} classe ;

MICHEL, Louis, commis de 1^{re} classe ;

BOURGEOAT, Aimé, Célestin, commis de 1^{re} classe ;

MAUBERT, Emile, Charles, commis de 1^{re} classe ;

DUPRAT, Henri, commis de 1^{re} classe ;

CAILTEAU, Emile, Clémentin, commis de 1^{re} classe ;

BERTRAND, Marie, Auguste, commis de 1^{re} classe ;

SPILMONT, Gaston, Jules, commis de 1^{re} classe ;

DAVIRON, Adolphe, Jules, commis de 1^{re} classe ;

SAPHORE, Charles, commis de 1^{re} classe ;

VERGNAUD, Louis, commis de 1^{re} classe ;

VOYLE, Joseph, Marius, commis de 1^{re} classe ;

GUILLARD, André, Prosper, commis de 1^{re} classe ;

Commis et dactylographe de 1^{re} classe

MM. CHALUMEAU, Auguste, Raphaël, commis de 2^e classe ;

AMBROSINI, Pierre, Antoine, commis de 2^e classe ;

NADEAU, Anatole, commis de 2^e classe ;

CARRIAT, Jean, Claude, commis de 2^e classe ;

BOUILLY, Charles, commis de 2^e classe ;

TOURNAN, Guillaume, Pierre, commis de 2^e classe ;

MOYNET, Paul, Bertrand, Gabriel, commis de 2^e classe ;

LAJAMI, Ali ben Mohamed, commis de 2^e classe ;

MORET, Fernand, Victor, Eugène, commis de 2^e classe ;

Mlle RAYNAL, Rose, Emilienne, dactylographe de 2^e classe.

Commis et dactylographe de 2^e classe

M^{me} DEHES, Berthe, dactylographe de 3^e classe ;

MM. VALLE, Antoine, Philippe, commis de 3^e classe ;

CABANE, Paul, commis de 3^e classe ;

DARAN, Georges, commis de 3^e classe ;

LUCCIONI, Jean, André, commis de 3^e classe ;

GRIGUER, Charles, commis de 3^e classe ;

PLANES, Jean, commis de 3^e classe.

Commis et dactylographe de 3^e classe

M^{lle} MARTIN, Emilie, dactylographe de 4^e classe ;

M^{me} CLARET, Léonie, dactylographe de 4^e classe ;

LAGRANGE, Marguerite, dactylographe de 4^e classe.

MM. LE FLOHIC, Jean, commis de 4^e classe ;

MARIETTI, François, Jean, commis de 4^e classe ;

M^{lle} AUMENIER, Anne, Marcelle, Yvonne, dactylographe de 4^e classe ;

M^{me} PEYROUX, Léontine, dactylographe de 4^e classe ;

M^{lle} BERANGER, Marie, Jeanne, dactylographe de 4^e classe ;

MM. BORDET, Georges, commis de 4^e classe ;

BAYLE, Raoul, commis de 4^e classe ;

VACCA, Charles, Joseph, commis de 4^e classe ;

BANDIER, Jean, Marie, Auguste, commis de 4^e classe ;

MOULIN, Louis, Achille, commis de 4^e classe.

Arrêté le présent tableau d'avancement pour l'année

1919.

Rabat, le 3 janvier 1920.

Le Délégué à la Résidence Générale,
Président du Conseil d'Administration,

U. PLANC.

**NOMINATIONS
MUTATION, PROMOTIONS ET DÉMISSIONS**

Nomination du Directeur de l'Enseignement

Par dahir en date du 7 janvier 1920 (13 Rebia II 1338), M. HARDY, Georges, René, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégé de l'Université, ancien Inspecteur de l'Enseignement de l'Afrique Occidentale française, est nommé Directeur de l'Enseignement, du Protectorat marocain, en remplacement de M. Loth.

* * *
CONTROLE CIVIL

Par arrêté résidentiel en date du 25 octobre 1919, M. LAURENT, sous-préfet à la disposition du Commissaire Résident Général, est chargé des fonctions de Contrôleur-Chef de la Région Civile de la Chaouïa.

Par arrêté résidentiel en date du 25 décembre 1919, M. FETT, consul de 1^{re} classe hors cadres, mis à la disposition du Commissaire Résident Général, est nommé Chef de la Région Civile d'Oujda.

Par arrêté résidentiel en date du 25 décembre 1919 : M. LAURET, contrôleur civil de 4^e classe, est affecté à la Région Civile d'Oujda en qualité de Chef du Bureau Civil Régional ;

M. DEAUGARD, administrateur de 3^e classe des Services Civils de l'Indo-Chine, hors cadres, est nommé Chef du Contrôle Civil d'Oujda ;

M. MAITRE, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, Chef de l'Annexe de Contrôle de Sidi Ali, est nommé Chef des Services Municipaux d'Oujda ;

M. ROUSSEAU, contrôleur civil de 4^e classe, Chef du Contrôle Civil de Salé, est nommé Chef du Contrôle Civil de Berkane ;

M. BEAUJOLIN, contrôleur civil suppléant de 3^e classe, adjoint au Chef de l'Annexe de Contrôle de Boulhaut, est affecté au Contrôle Civil de Berkane en qualité d'adjoint au contrôleur ;

M. METOUR, contrôleur civil suppléant de 1^{re} classe, adjoint au contrôleur civil de Settat, est nommé Chef de l'Annexe de Contrôle Civil de Martimprey.

* * *
CADRES LOCAUX

Par arrêté viziriel en date du 3 janvier 1920, sont nommés aux grades ci-après, dans le cadre des Services Civils de l'Empire Chérifien, à compter du 1^{er} novembre 1919 :

Chef de bureau de 1^{re} classe

M. LE FUR, Pierre, Marie, René, chef de bureau de 2^e classe.

Chef de bureau de 3^e classe

MM. CHARIF OMAR, sous-chef de bureau de 2^e classe ;
IDOUX, Jean-Baptiste, René, sous-chef de bureau de 2^e classe.

Sous-chef de bureau hors classe

M. GEOFFROY, Lucien, sous-chef de bureau de 1^{re} classe.

Sous-chef de bureau de 2^e classe

M. VIMAL, Henri, Auguste, rédacteur de 1^{re} classe.

Sous-chef de bureau de 3^e classe

MM. GHATTAS, Abderrazak, rédacteur de 1^{re} classe ;
DEPOORTER, Paul, rédacteur de 1^{re} classe.

Rédacteur de 1^{re} classe

MM. BALME, Paul, Auguste, Jean-Marie, rédacteur de 2^e classe ;

BRUNET, Jean, René, rédacteur de 2^e classe ;

BLONDELLE, Achille, Antoine, rédacteur de 2^e classe.

Rédacteur de 2^e classe

MM. PERNON, Joanny, rédacteur de 3^e classe ;

SLIZEWICZ, Pierre, Eugène, Marie, Joseph, rédacteur de 3^e classe.

Commis principal de 2^e classe

MM. MALJEAN, Paul, Louis, François, Marie, Joseph, commis principal de 3^e classe ;

LARRIEU, Raphaël, Joseph, Pierre, Marius, commis principal de 3^e classe ;

PANARIELLO, Antonin, Jules, Henri, commis principal de 3^e classe ;

BAZOUIN, Jean, Emile, Alfred, commis principal de 3^e classe ;

BRUSTIER, Gaston, Justin, commis principal de 3^e classe ;

LANGLAIS, Mathurin, commis principal de 3^e classe.

Commis principal de 3^e classe

MM. COSTE, Marie, Eugène, commis de 1^{re} classe ;

MICHEL, Lou, commis de 1^{re} classe ;

BOURGEAT Aimé, Célestin, commis de 1^{re} classe ;

MAUBERT, Emile, Charles, commis de 1^{re} classe ;

DUPRAT, Henri, commis de 1^{re} classe ;

CAILTEAU, Emile, Clémentin, commis de 1^{re} classe ;

BERTRAND, Marie, Auguste, commis de 1^{re} classe ;

SPILMONT, Gaston, Jules, commis de 1^{re} classe ;

DAVIRON, Adolphe, Jules, commis de 1^{re} classe ;

SAPHORE, Charles, commis de 1^{re} classe ;

VERGNAUD, Louis, commis de 1^{re} classe ;

VOYLE, Joseph, Marius, commis de 1^{re} classe ;

GUILLARD, André, Prosper, commis de 1^{re} classe ;

Commis et dactylographe de 1^{re} classe

MM. CHALUMEAU, Auguste, Raphaël, commis de 2^e classe ;

AMBROSINI, Pierre, Antoine, commis de 2^e classe ;

NADEAU, Anatole, commis de 2^e classe ;

CARRIAT, Jean, Claude, commis de 2^e classe ;

BOUILLY, Charles, commis de 2^e classe ;

TOURNAN, Guillaume, Pierre, commis de 2^e classe ;

MOYNET, Paul, Bertrand, Gabriel, commis de 2^e classe ;

LAJAMI, Ali ben Mohamed, commis de 2^e classe ;
 MORET, Fernand, Victor, Eugène, commis de 2^e classe ;

Mlle RAYNAL, Rose, Emilienne, dactylographe de 2^e classe.

Commis et dactylographe de 2^e classe

MM. VALLE, Antoine, Philippe, commis de 3^e classe ;
 CABANE, Paul, commis de 3^e classe ;
 DARAN, Georges, commis de 3^e classe ;
 LUCCIONI, Jean, André, commis de 3^e classe ;
 GRIGUER, Charles, commis de 3^e classe ;
 PLANES, Jean, commis de 3^e classe.

M^{me} DEHES, Berthe, dactylographe de 3^e classe ;

Commis et dactylographe de 3^e classe

MM. LE FLOHIC, Jean, commis de 4^e classe ;
 MARIETTI, François, Jean, commis de 4^e classe ;
 BORDET, Georges, commis de 4^e classe ;
 BAYLE, Raoul, commis de 4^e classe ;
 VACCA, Charles, Joseph, commis de 4^e classe ;
 BANDIER, Jean, Marie, Auguste, commis de 4^e classe ;
 MOULIN, Louis, Achille, commis de 4^e classe.

M^{lle} MARTIN, Emilie, dactylographe de 4^e classe ;

M^{me} CLARET, Léonie, dactylographe de 4^e classe ;
 LAGRANGE, Marguerite, dactylographe de 4^e classe.

M^{lle} AUMENIER, Anne, Marcelle, Yvonne, dactylographe de 4^e classe ;

M^{me} PEYROUX, Léontine, dactylographe de 4^e classe ;

M^{me} BERANGER, Marie, Jeanne, dactylographe de 4^e classe ;

Par dahir en date du 17 novembre 1919, M. ASENSIO, ancien chef de l'exploitation électrique à la Direction de l'Office des Postes, des Télégraphes et des Téléphones, chargé de la Comptabilité des Biens Habous à la Direction des Affaires Chérifiennes, est affecté à la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation (Service du Commerce et de l'Industrie), en qualité d'adjoint au Chef du Service du Commerce et de l'Industrie.

Par arrêté viziriel en date du 31 décembre 1919, sont nommés dans le cadre des Services Civils :

Chef de bureau de 1^{re} classe

M. ASENSIO, adjoint au Chef du Service du Commerce et de l'Industrie.

Sous-chef de bureau de 3^e classe

M. ACHARD, Louis, Emile, Florentin, secrétaire de direction de 5^e classe à la Direction de l'Enseignement.

Rédacteur de 4^e classe

MM. BOUYSSI, Marie, Clément, Raymond, licencié en droit, diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques, aspirant au Contrôle Civil, à Boucheron, à compter du 1^{er} janvier 1919 ;

MORELLET, Jean, Louis, Léon, licencié en droit, domicilié à Paris ;

SERRE, Marie, Léon, licencié en droit, domicilié à Saturnin-les-Avignon (Vaucluse) ;

LANCRE, Paul, Auguste, Alfred, licencié en droit, domicilié à La Perrière (Orne) ;

SERINGES, Jules, Jean, Elie, Marie, licencié en droit, ancien commis principal, rédacteur à la Compagnie des Chemins de fer du Midi, domicilié à Cormeilles-en-Parisis (Seine-et-Oise) ;

LAVILLE, Marcel, bachelier ès-lettres et en droit, diplômé de l'Ecole des Langues orientales vivantes, chef du Secrétariat de la mairie de Rouen.

A compter de la veille de leur embarquement pour le Maroc.

Commis de 4^e classe

MM. IMBERT, Iréné, Baptiste, sergent au 4^e bataillon de Tirailleurs, à Casablanca, ancien agent de la Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, à Tunis, à compter du jour de sa démobilisation ;

ROBERT, Paul, Auguste, commis auxiliaire au Contrôle Civil des Doukkala, à Mazagan, à compter du 1^{er} décembre 1919.

Par arrêté viziriel en date du 9 décembre 1919, M. POLGE, Ferdinand, Chef du Service Anthropométrique à Tunis, est nommé Chef du Service Anthropométrique au Maroc, à dater de la veille de son embarquement.

Par arrêté viziriel du 27 décembre 1919, sont nommés :

Commissaire de police de 5^e classe

M. LADEUIL, Nestor, Albert, secrétaire de police de 1^{re} classe, délégué dans les fonctions d'officier de police judiciaire.

Commissaires de police de 5^e classe (stagiaires)

MM. COGOLUEGNES, Pierre, secrétaire de police de 2^e classe ;

CHABRIER, Louis, François, secrétaire de police de 2^e classe ;

BRIGOT, Jean, Frédéric, secrétaire de police de 2^e classe ;

POINSET, Emile, Germain, secrétaire de police de 2^e classe ;

CRENIAULT, Jean, Marie, secrétaire de police de 1^{re} classe ;

GUIDICELLI, Charles, inspecteur principal de police ;

MALINGE, Rémy, Marie, secrétaire de police de 2^e classe ;

ALPHONSE, Jean, secrétaire de police de 1^{re} classe. !

Par dahir en date du 20 décembre 1919, M. PONS, Joseph, Irénée, commis stagiaire de secrétariat au Tribunal de première instance d'Oujda, est nommé commis de secrétariat de 4^e classe au même Tribunal, à compter du 1^{er} décembre 1919.

Par dahir en date du 23 décembre 1919, M. BERNARD, Jean, Gabriel, Maurice, inspecteur adjoint de 4^e classe de l'Enregistrement, détaché au Service de la Conservation de

la Propriété Foncière du Maroc, en qualité de sous-chef de bureau de 1^{re} classe, remplira provisoirement les fonctions de conservateur adjoint à la Conservation de Rabat (emploi créé).

Par arrêté en date du 31 décembre 1919, est promu receveur adjoint de 8^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1919, M. VIARD, André, commis de 1^{re} classe.

Par arrêté en date du 31 décembre 1919, M. MILLET, Georges, Louis, commis de recette du Trésor, est nommé commis stagiaire de la Trésorerie Générale du Maroc, à compter du 1^{er} janvier 1920.

Par arrêté en date du 31 décembre 1919, M. GAMERRE, Paul, Victor, est nommé contrôleur stagiaire des Impôts et Contributions, à partir du 1^{er} janvier 1920.

Par arrêté en date du 31 décembre 1919, sont nommés, à compter du 1^{er} novembre 1919 :

Gardien ordinaire de 2^e classe

M. TOGNOLI, Antoine, Jean, gardien stagiaire.

Surveillantes de 3^e classe

M^{mes} CAILLARDY, Micheline, surveillante stagiaire ;

TOGNOLI, Marie, Dominique, surveillante stagiaire ;

CONIO, Antoinette, surveillante stagiaire.

Par arrêté en date du 31 décembre 1919, sont nommés aux grades et emplois ci-après, dans le corps des agents topographes des Services Civils :

Vérificateur de 1^{re} classe

M. DASTE, Pierre, Bernard, François, vérificateur au Service Topographique de Tunisie, à compter du jour de sa cessation de paiement par son administration d'origine.

Elève dessinateur stagiaire

M. SOLER, Maurice, Jacques, Toussain, agent auxiliaire au Service de l'Hydraulique et des Améliorations Agricoles, à compter du 1^{er} novembre 1919.

Par décision du Délégué à la Résidence Générale en date du 2 janvier 1919, M. DOLLONE, Paul, Marius, Eugène, employé en qualité d'élève géomètre auxiliaire au Service de la Conservation de la Propriété Foncière à Casablanca, est nommé élève géomètre stagiaire à la même Conservation, à compter du 4 novembre 1919.

Par arrêté viziriel en date du 30 décembre 1919, est acceptée, à compter du 1^{er} janvier 1920, la démission de son emploi offerte par M. PETIT, Eugène, Jean, François, commis de 2^e classe des Services Civils, affecté au Bureau des Renseignements de Meknès-banlieue.

Par arrêté viziriel en date du 31 décembre 1919, M. VALLETTE, Louis, François, Victor, est nommé contrôleur stagiaire des Impôts et Contributions, à partir du 1^{er} janvier 1920.

Par arrêté viziriel en date du 31 décembre 1919, M. ALLARD, Louis, Victor, domicilié à Remollon (Hautes-Alpes), bachelier ès-sciences, est nommé commis de 4^e classe du cadre spécial d'agents du Service de la Conservation de la Propriété Foncière, à compter de la veille de son embarquement à destination du Maroc.

Par arrêté viziriel en date du 31 décembre 1919, M. KNAUB, licencié en droit, receveur de 6^e classe de l'Administration métropolitaine de l'Enregistrement, des Finances et du Timbre, détaché à la disposition du Département des Affaires Etrangères, pour servir au Maroc, est nommé rédacteur de 4^e classe du cadre spécial d'agents du Service de la Conservation de la Propriété Foncière, à compter de la date de sa cessation de paiement par son administration d'origine.

Par arrêté viziriel en date du 31 décembre 1919, M. MOHAMED CHERKAOUI, domicilié à Casablanca, employé comme journalier à la Conservation de Casablanca, est nommé secrétaire-interprète stagiaire du cadre des secrétaires interprètes et dessinateurs, interprètes indigènes du Service Foncier, à compter du 1^{er} décembre 1919.

Par arrêté viziriel en date du 31 décembre 1919, Mlle POLIDORI, Marie, Françoise, dactylographe auxiliaire aux Services Municipaux de Marrakech, est nommée dactylographe stagiaire des Services Civils, à compter du 1^{er} janvier 1920.

Par arrêté viziriel en date du 31 décembre 1919, est acceptée, à compter de l'expiration du congé de convalescence qui lui a été accordé, la démission de son emploi, offerte par Mme VERGES, née Guaymar, Eugénie, Marceline, infirmière de 5^e classe de l'Assistance Publique au Dispensaire de Bab-Boujat, à Fès.

Par arrêtés du Directeur des Affaires Civiles, sont nommés aux grades et emplois ci-après :

CADRE FRANÇAIS

Brigadier de police de 2^e classe

M. RENAUD, Gustave (arrêté du 18 décembre 1919).

Agents de police stagiaires

MM. REVELLIAC, Gabriel ;

RIVET, Maurice, André ;

COMTE, Marie, Léon, Henri ;

LLORET, Victor ;

PIETRI, César ;

(Arrêtés du 11 décembre 1919).

CADRE MUSULMAN

Brigadier de police de classe exceptionnelle

M. KASSABA, Mohamed ben Mekki (arrêté du 29 décembre 1919).

Agents de police de classe exceptionnelle

- MM. AHMED ben Lahoussine Essoussi ;
 MOHAMED ben Kacem Doukali.
 (Arrêtés du 29 décembre 1919).

Agents de police de 1^{re} classe

- MM. FATMI ben Larbi Es Sarghini ;
 SOUISSA, Isaac ben Youssef ;
 ABDESSELEM ben Ahmed El Doukkali ;
 BOUCHAIB ben Lhassen El Audigi ;
 MOHAMED ben Moulay Larbi Eschalh ;
 LHASSEN ben Mohamed Es Soussi ;
 AMOR ben Hadj Mohamed el Hrizi ;
 SALAH ben Mohamed Es Saïdi.
 (Arrêtés du 29 décembre 1919).

Agents de police de 2^e classe

- MM. HADJ Mohamed ben Hachemi Touimi ;
 EMBAREK ben Mohamed Es Soussi ;
 ABDELKADER ben Larbi El Abdi ;
 BOUCHAIB ben Mohamed El Abdi ;
 HATTAB ben Bouazza El Haddaoui ;
 MOULAY SAID ben Kaddour Es Naïdi ;
 MOULAY MOHAMED ben Aomar El Héchi ;
 MOHAMED ben Salem Es Cébati ;
 ABDELKADER ben Lhassen Lahraoui ;
 MOHAMED ben Mohamed Marrakchi.
 (Arrêtés du 29 décembre 1919).

Agents de police de 3^e classe

- MM. MOHAMED ben Tahar El Abda ;
 RAHAL ben Maati El Doukkali ;
 BRAHIM ben Hadj Bouazza El Harizi ;
 BOUCHAIB ben Lhassen Doukkali ;
 BOUCHAIB ben Mohamed Addaoui El Bouleidi ;
 MOULAY AHMED ben Boussel Ram Doukkali ;
 NAJEM ould Tahar Essahaoui ;
 DRISS ben Mohamed Ed Damnati ;
 MOHAMED ben Mohamed Ed Doukkali.
 (Arrêtés du 29 décembre 1919).

Agents de police stagiaires

- MM. AMOR ben Lhassen ben Maati (arrêté du 11 décembre 1919) ;
 TAHAR ben Smaïn ben Hadj ;
 NACEUR ben Mohamed El Glaoui ;
 MOHAMED ben Ali Saïel El Hameri ;
 BRAHIM ben Mohamed ben Lahoussine ;
 MOULAY DJILALI ben Abbès Es Rahhati ;
 DJILALI ben Abbès ;
 LHASSEN ben Messaoud ben Abderrahmann ;
 BRIK ben el Hadj Mohamed ben Aomar ;
 FEDALI ben Mohamed bel el Fatni ;
 ABDALLAH ben Faradji ben Abdallah ;
 RAHALI ben Mohamed ben el Mamoun ;
 MOHAMED ben Bouchaïb ben Kaddour ;
 MOHAMED ben el Houssine bel Hadj ;
 BOUCHAIB bel Abbès ben Ahmed ;

- MOHAMED ben Larbi ben Allal ;
 ALLAL ben Smaïl ben el Hadj Mohamed ;
 MOHAMED ben Bouchaïb Doukkali ;
 LAHOUARI ben Tabar ben Kouider.
 (Arrêtés du 29 décembre 1919).

* * *

Par arrêtés de M. le Directeur des Affaires Civiles, sont acceptées les démissions de :

- MM. MONTELS, Julien, agent de police stagiaire (arrêté du 16 décembre 1919) ;
 DARROUX, Auguste, agent de police stagiaire (arrêté du 23 décembre 1919) ;
 GAL, Edmond, Toussaint, agent de police stagiaire (arrêté du 29 décembre 1919).

* * *

Par arrêté viziriel en date du 22 novembre :

- 1^o M. LESPINASSE, Faustin, agent de police de 1^{re} classe, est rétrogradé à la 4^e classe de son emploi ;
 2^o M. BRUNIER, Pierre, agent de police stagiaire, est révoqué de ses fonctions.

* * *

Par arrêtés du Directeur des Affaires Civiles, sont nommés dans les cadres du Personnel des Régies municipales :

Au grade de vérificateur de 2^e classe
 (à compter du jour de son installation)

- M. DE DIANOUS, Henry, agent auxiliaire au Contrôle Civil de Settat (arrêté du 24 décembre 1919).

Au grade de vérificateur de 7^e classe
 (à compter du 1^{er} janvier 1920)

- M. VIOLA, Jean, François, employé au Service de la Trésorerie et Postes aux Armées, à Casablanca (arrêté du 15 décembre 1919).

Au grade de vérificateur de 5^e classe
 (à compter du 1^{er} janvier 1920)

- M. RAME, Jean, Emile, sous-brigadier de 2^e classe des Douanes, à Casablanca (arrêté du 5 janvier 1920).

* * *

ERRATUM AU « BULLETIN OFFICIEL »
N° 376 DU 5 JANVIER 1919

Arrêté résidentiel du 31 décembre 1919 portant ouverture de crédits provisoires sur l'exercice 1920

Tableau annexe (page 16, 1^{re} colonne, 11^e ligne) :

Au lieu de :

- (Chapitre) 44. — Pharmacie centrale..... 2.250.500 »
 Lire :
 (Chapitre) 44. — Pharmacie centrale..... 585.000 »

PARTIE NON OFFICIELLE

RÉCEPTION DU 1^{er} JANVIER
à la Résidence Générale

A l'occasion de la nouvelle année, le Résident Général a reçu à 10 heures, S. E. le Grand Vizir, les membres du Makhzen et les notables indigènes de Rabat et de Salé.

Le Grand Vizir présenta les vœux de S. M. le Sultan, en ces termes :

Louange à Dieu !

Monsieur le Résident Général,

Au nom de S. M. Chérifienne, que Dieu perpétue sa gloire et sa renommée dans la félicité ! et au nom des Vizirs, mes collègues et des notables ici présents, j'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence l'expression de nos souhaits les plus vifs et de nos vœux les plus cordiaux, à l'occasion de l'année nouvelle, qui s'annonce sous les meilleurs présages et se présente sous les plus heureux auspices.

En disant adieu à l'année qui vient de s'écouler, nous chassons les inquiétudes du temps de guerre et les soucis des époques troublées pour accueillir la nouvelle année, l'âme tranquille et le cœur rassuré.

Comment n'envisagerions-nous pas l'avenir avec confiance, étant assurés des excellentes dispositions dont votre glorieux Gouvernement est animé à l'égard du Maroc ? D'autre part, les récentes déclarations que vous avez bien voulu faire ont répandu la joie dans tous les cœurs.

Enfin nous vous voyons consacrer les ressources de votre haute intelligence et de votre inlassable activité à pousser ce pays dans la voie du progrès, à le diriger vers ses hautes destinées et à assurer son brillant développement économique. Il suffit, pour être confiants dans notre avenir, de considérer les améliorations considérables que vous avez déjà réalisées, et les œuvres importantes que vous avez entreprises avec le haut concours et l'éminent appui de S. M. Chérifienne, dont le souci constant est d'assurer le bonheur de son peuple.

Ces résultats, acquis en pleine guerre, ne pouvaient être réalisés qu'avec l'aide d'une nation forte comme la France qui, dans les moments les plus critiques, n'a pas cessé de nous témoigner sa sollicitude et de prouver son attachement à ce pays fortuné.

Durant la guerre, comme à la Conférence de la Paix, la France a été le champion du Droit et de la Civilisation. Sa récompense a été d'obtenir gain de cause pour toutes ses légitimes revendications.

Mais elle n'a pas oublié le Maroc dans le succès et Elle a désiré l'associer à sa joie. Notre glorieux Gouvernement a fait savoir qu'il verrait avec le plus grand plaisir une délégation de personnages marocains, choisis par S. M. Chérifienne, assister aux fêtes de la Victoire.

La grande revue des troupes, à laquelle nous avons assisté à Paris, a été un spectacle grandiose qui nous a donné davantage l'impression de la force réelle de la nation française.

Au cours de notre voyage en Alsace-Lorraine nous avons vu vos soldats victorieux défilés d'une allure si mar-

chante et si déterminée, qu'ils apparaissaient comme des soldats d'élite.

A ces heureuses impressions est venue s'ajouter la constatation qu'au cours de votre dernier voyage à Paris, le Gouvernement Français vous faisait confiance entière dans votre mission au Maroc et que les hommes d'Etat Français vous assuraient de leur concours pour la solution des importantes questions dont vous nous avez si souvent entretenus et au nombre desquelles il faut placer en premier lieu la création d'un réseau de chemins de fer à voie large qui résoudra le problème des communications entre la côte et l'intérieur du pays.

S. M. Chérifienne, le Makhzen et le Peuple Marocain tout entier se sont réjouis de l'accueil qui vous a été fait et qui rehausse votre prestige aux yeux de tous.

Vous avez laissé à M. Blanc, Délégué à la Résidence Générale, le soin de veiller à l'expédition des affaires. Durant votre absence, M. le Délégué s'est acquitté de cette mission avec un tact parfait et d'une manière très heureuse : notamment au cours de la crise monétaire qui a jeté une grande inquiétude dans les esprits et provoqué une hausse considérable des prix.

Grâce à l'éminent appui de S. M. Chérifienne, M. le Délégué a pu prendre, d'accord avec M. le Directeur Général des Finances, les mesures grâce auxquelles la crise a été maîtrisée et ramenée au point où elle est aujourd'hui.

Maintenant que vous voici parmi nous, nous avons la ferme conviction que, sous vos hautes directives, l'étude de la question monétaire va être reprise avec la volonté arrêtée de la résoudre au mieux des intérêts du pays.

Vous nous avez habitués à vous voir surmonter toutes les difficultés et un poète a dit : « Il ne faut demander aux héros que des actions dignes d'eux. »

Nous avons la plus grande confiance dans les actes dont vous allez illustrer cette nouvelle année, car vous pouvez compter sur le haut concours de S. M. Chérifienne, que vous avez d'ailleurs toujours trouvé, chaque fois qu'il s'est agi de l'intérêt du pays et du bien public.

En terminant, nous vous présentons, Monsieur le Résident Général, nos sincères et chaleureux remerciements.

Pour le grand intérêt que vous portez à notre pays, que vous vous efforcez d'engager dans la voie du progrès et en propageant la science et la civilisation dans toutes ses contrées. Nous adressons nos vifs éloges à tous vos collaborateurs civils et militaires, si méritants à tous égards et qui vous ont fourni une aide si dévouée et si précieuse.

Nous vous demandons de transmettre à S. E. M. le Président de la République les compliments de S. M. Chérifienne et aux membres du Gouvernement Français nos meilleurs souhaits, à l'occasion de cette nouvelle année, qui sera l'année de Paix.

Le Général Lyautey répondit par ces paroles :

Excellence,

C'est toujours dans un sentiment de profonde gratitude et de haute satisfaction que je reçois les assurances que vous m'apportez pour le Gouvernement de la République et pour ma personne de la part de S. M. Chérifienne, de la vôtre et de celle du Makhzen éminent.

Je vais m'empressez de les transmettre à M. le Président de la République et aux membres du Gouvernement Français. Vous savez dans quel sentiment ils les accueilleront. Ils les ont exprimés naguère avec éclat. La France restera profondément reconnaissante au Peuple Marocain ainsi qu'à son Souverain du dévouement si loyal et si complet qu'ils ont donné pendant ces longues années de guerre et du spectacle d'ordre et de paix sociale que ce pays a offert au monde.

Alors qu'à la suite de la secousse qui a ébranlé l'univers, une agitation profonde règne encore chez tant de peuples, le Maroc apparaît réellement, au témoignage de tous ceux qui y viennent, comme un exemple de sagesse et de calme.

Une situation si privilégiée est due sans conteste aux qualités de sa population et aux vertus de son Souverain.

Aussi la France a-t-elle contracté une véritable dette envers ce pays qui ne cesse de lui apporter un appui si loyal et si confiant.

Vos paroles témoignent que vous vous rendez compte des efforts de l'Etat Protecteur pour acquitter cette dette malgré toutes les difficultés de l'heure présente.

Comme vous l'avez reconnu, il s'efforce de donner au Maroc les moyens de développer dans la plus large mesure sa prospérité économique et de faciliter son évolution vers le progrès moderne, tout en respectant scrupuleusement son statut et ses traditions, conformément aux principes intangibles du régime du Protectorat.

J'ai particulièrement apprécié le témoignage que vous rendez à mes collaborateurs, et, au premier rang, à M. Blanc, Délégué à la Résidence Générale, qui, en mon absence, a montré ses si hautes qualités de fermeté et de clairvoyance, une si parfaite et sympathique compréhension des Musulmans, dont il a la longue expérience, et qui a acquis déjà, après ces quelques mois de séjour, l'entière confiance du Peuple Marocain comme de la Colonie Française.

Je compte bien qu'avec sa collaboration éclairée, la vôtre, Excellence et celle du Makhzen, forts du haut appui de S. M. Chérifienne, nous triompherons des graves difficultés que nous trouverons à chaque pas dans l'année qui s'ouvre.

Si, en effet, l'année qui se termine nous a apporté la paix victorieuse et le triomphe définitif de notre cause, elle nous lègue, comme il était inévitable après une telle crise, les problèmes économiques les plus délicats à résoudre, aggravés pour le Maroc par une récolte particulièrement mauvaise.

Jamais une collaboration étroite et une union intime du Gouvernement, de l'Administration et du Peuple n'auront été plus nécessaires pour franchir cette période difficile au moyen de mesures adaptées aux besoins du pays et mûrement étudiées.

J'ai l'assurance que nous trouverons chez vous tous une aide constante pour l'accomplissement de l'œuvre qui doit donner au Maroc le rang que lui assignent ses ressources incomparables, la fertilité de son sol et les qualités de sa population.

Veuillez être auprès de S. M. Chérifienne l'interprète

des vœux que j'adresse à Son Auguste Personne, au nom du Gouvernement de la République et au mien, au seuil de l'année qui s'ouvre.

Le Résident Général remit ensuite de la part du Sultan qui l'en avait spécialement prié, la Grand' Croix du Ouisam Alaouite à M. BLANC, Délégué à la Résidence Générale.

A 10 h. 3/4, le Général LYAUTEY reçut les consuls étrangers et, à 11 heures, les membres de la Colonie Française, les fonctionnaires et les officiers.

Les allocutions suivantes furent prononcées :

ALLOCUTION DE M. BLANC Délégué à la Résidence Générale

Mon Général,

Au nom des Chefs de Service et des Fonctionnaires du Protectorat et du Gouvernement Chérifien, j'ai l'honneur de vous adresser avec l'expression de notre affectueux dévouement, nos meilleurs souhaits du nouvel an.

En faisant des vœux pour vous, nous les faisons un peu pour nous-mêmes puisque nous formons une même et grande famille, groupée autour de vous pour travailler, chacun à sa place et dans la mesure de ses forces, à la grande œuvre que vous créez ici.

En même temps nous vous prions de transmettre nos hommages respectueux et nos bons souhaits à Mme Lyautey, qui, elle aussi, a déjà créé une tradition au Maroc : la tradition de la charité et de l'exquise bonne grâce de la Maison de France.

ALLOCUTION DU GÉNÉRAL COTTEZ

Mon Général,

J'ai l'honneur de vous présenter les officiers de la garnison de Rabat.

Fiers d'être vos modestes auxiliaires dans la grande œuvre que vous avez entreprise, ils sont animés envers votre personne, non pas seulement des sentiments de respect et d'obéissance, mais plus encore de l'affectueuse confiance que vous a toujours donnée — et tout naturellement — le cœur de vos subordonnés.

C'est dans cet esprit que je vous prie de vouloir bien, ici agréer l'expression de leurs vœux.

Ils ne me pardonneraient pas, j'en suis sûr, d'oublier en ce jour l'admirable collaboratrice qui, à vos côtés, a su porter jusqu'aux postes les plus lointains du Maroc, la grâce toute française de sa bonté souriante.

Aussi vous demanderai-je de vouloir bien me permettre d'exprimer les vœux de bonheur que nous formons tous, pour vous, mon Général, pour Mme Lyautey, et pour tous ceux qui vous sont chers.

ALLOCUTION DE M. PETIT

Monsieur le Résident Général,

Une indisposition du doyen des groupements constitués, M. Bernaudat, celle du Président de la Chambre de Commerce, M. Labeyrie, et aussi le peu enviable privilège de l'âge, me valent aujourd'hui l'honneur de prendre la parole au nom de la Colonie Française de Rabat.

De cette colonie, vous en connaissez la majeure partie de ses membres, ceux qui, fidèles à la Maison de France, viennent depuis bientôt huit ans, formuler leurs vœux les plus ardents pour la Mère-Patrie et des souhaits, que vous autorisez de plus en plus affectueux, pour son représentant. Mais voici que depuis la fin de la grande guerre, nombreux sont les Français qui s'installent à Rabat, séduits sans doute par l'avenir de la Cité, sur laquelle vous avez étendu, contre vents et marées, le manteau de votre bienveillance. Les modestes fonctions à la Municipalité, que mes collègues et moi tenons de votre libéralisme, me permettent, en effet, de savoir qu'il y a lieu de tabler, pour la distribution de certaines denrées, sur onze ou douze mille bouches européennes à satisfaire. Ce grand progrès sur les années précédentes nous encourage à tous les espoirs.

Comment en serait-il autrement, d'ailleurs ? Les organes les plus essentiels à la prospérité de la ville sont en pleine voie de réalisation. C'est ainsi que demain, vous inaugureriez le phare de Rabat et que vous pouvez dès maintenant ouvrir aux véhicules de toute catégorie le pont du Bou-Regreg et la route aux abords, terminée hier exactement. Au surplus, la mise en adjudication, en mars prochain, des sections de voies ferrées Casablanca-Rabat-Kénitra-Petitjean, l'exécution très avancée de la plateforme Rabat-Kénitra-Mehdya, indiquent bien votre ferme volonté d'activer l'essor du Pays.

Le phare ! Le pont ! Deux symboles.

Le premier, c'est le port de Rabat-Salé reprenant sa vieille fonction d'emporium du vaste hinterland qui étale ses richesses innombrables de l'Océan jusqu'au Moyen Atlas, et par delà, jusqu'au Tafilalet. Mais un port ne remplit complètement sa fonction économique, que tout autant qu'il dispose de voies de pénétration nombreuses et variées. C'est ainsi que Rabat-Salé ambitionne de jeter deux tentacules en avant : l'une sur Marchand-Christian, et, pourquoi ne pas l'avouer, sur l'Oued-Zem. L'autre sur Maaziz-Tedders et l'Oued Beht. Le restant, c'est-à-dire l'escalade du Moyen-Atlas, viendra par surcroît, plus tard. Ces voies d'intérêt purement local, j'ai eu l'honneur, après M. Joyant, de vous en entretenir dernièrement. Eh bien, mon Général, excusez ma hardiesse, j'ai lu dans vos yeux que vous les accorderiez plus tôt que tard à votre ville d'élection. Nous ne sommes pas bien exigeants : nous nous contenterions d'une plateforme pour voie d'un mètre, et, provisoirement, du rail à la voie de 0 m. 60.

Du rail pour grande voie, hélas ! Il en manque en France et cependant, ici comme ailleurs, plus que partout ailleurs, certainement, il nous est indispensable : à tel point, que la construction du port en est retardée outre mesure et que ces retards sont générateurs de pertes commerciales qui se chiffrent annuellement par millions.

Le deuxième symbole, c'est la jonction du Maroc du

Nord avec le Maroc du Sud, interrompue jusqu'ici par cette maiecontreuse faille du Bou Regreg, que la science de vos officiers du génie, de notre ami M. Burseaux notamment, et celle de vos ingénieurs, ont su vaincre si élégamment.

Mon Général,

L'hiver dernier, nous étions venus vous trouver en délégation du Syndicat du Commerce et de l'Industrie et de la Chambre de Commerce, afin de vous décrire le marasme dans lequel la ville risquait d'être plongée ; les entreprises étaient alors en voie d'achèvement et notre population ouvrière allait se trouver sans travail. Voici la formule à laquelle vous vous êtes arrêté : Accélération des travaux du port, adjudication de bâtiments administratifs, de routes et de voies ferrées aux abords de Rabat, lutte contre la vie chère. Tout cela s'est réalisé, du moins la question travaux, et nos ouvriers ont pu ne pas chômer. Je me permets de vous apporter tous leurs remerciements. Quant à la vie chère, la lutte a été entreprise ; elle dure encore, et son efficacité atteindra bientôt son maximum, grâce à l'attitude énergique de notre nouveau chef des Services Municipaux et de ses collaborateurs.

L'angoisse des précédents jours de l'an est disparue, du moins en ce qui concerne le sort de la Patrie bien-aimée. Son relèvement, la réparation de ses ruines, ne sont plus qu'une question de temps ; mais cette œuvre, quoique formidable, n'est pas au-dessus des forces de la France, pour peu que ses enfants se mettent en besogne. La Colonie Française de Rabat y est résolue : c'est pourquoi d'ailleurs elle demande qu'on lui forge les outils au moyen desquels elle ouvrira les portes des montagnes mystérieuses que vous avez entrebaillées.

A vous, mon Général, à vos soldats, chair de notre chair, à leurs chefs admirés sans réserves, à vos fonctionnaires, du plus grand au plus petit, j'ai l'honneur de présenter les meilleurs vœux de la Colonie Française de Rabat.

Monsieur le Résident Général,

Je vous prie de vouloir bien transmettre à M. le Président de la République, à M. Clemenceau, ce Grand Français, à tous ses collaborateurs ministres, l'hommage de notre pieux dévouement à la Mère Patrie.

RÉPONSE DU RÉSIDENT GÉNÉRAL

Je remercie M. Urbain Blanc et M. le Général Cottet des sentiments qu'ils viennent de m'exprimer au nom des fonctionnaires du Protectorat et du Corps d'Occupation.

Au seuil de cette nouvelle année, je tiens à redire à M. Blanc combien tout le Maroc et moi-même nous nous félicitons de la précieuse collaboration que nous apportent sa haute expérience et sa valeur éprouvée : au Général Cottet, combien j'apprécie l'aide qu'il m'apporte dans le commandement avec tant de conscience et dans un si haut esprit d'équité.

En l'absence de M. Bernaudat, que nous regrettons tous de savoir éloigné de nous aujourd'hui par la santé des siens, nul n'est mieux qualifié pour parler au nom de la Colonie Française de Rabat que M. Petit. Je me plais à rendre hommage au courage civique avec lequel, sans

se laisser, il s'est fait, à toute occasion, le défenseur énérgique de vos intérêts. Aussi le témoignage qu'il vient de rendre aux réalisations accomplies dans l'année qui finit n'en a-t-il que plus de prix dans sa bouche. Ces réalisations sont la meilleure garantie de notre volonté, de mener le plus vite possible à bonne fin celles que vous venez d'indiquer et qui ont toute notre adhésion.

Dans les paroles de M. Petit, je veux avant tout retenir le terme « de plus en plus affectueux », dont il a tenu à souligner les souhaits qu'il me présentait.

Certes, dans la charge que j'occupe il faut savoir se mettre au-dessus de toute sentimentalité et prendre dans la sérénité de sa conscience ses responsabilités, au risque même de l'impopularité. Mais je n'ai nulle fausse honte à déclarer qu'il est singulièrement plus agréable de travailler dans une atmosphère de sympathie où le labeur devient tellement plus facile et fécond.

Ce souffle de sympathie, vous venez de l'apporter avec vous, Messieurs, dans cette Maison de France, par ses portes largement ouvertes. Je le sens très chaudement et je vous en remercie.

C'est dans ce sentiment de confiance et de sincérité que je vous adresserai les paroles qu'il m'appartient, comme Chef du Gouvernement, de dire au seuil de l'année nouvelle à tous les Français du Maroc, à ceux de Casablanca, de Rabat et du bled, aux colons, aux fonctionnaires et aux troupes.

Il ne faut pas se le dissimuler, l'année qui s'ouvre sera lourde entre toutes.

Tous les problèmes et les plus angoissants se posent à la fois, et non seulement au Maroc mais dans le monde entier.

Je ne songe certes pas à vous faire une conférence sur la politique générale. Vous êtes suffisamment éclairés par la lecture des journaux de France et de l'étranger, par les correspondances que vous recevez, par les impressions qu'ont rapportées de France ceux qui en sont revenus, pour vous rendre compte de la situation du monde.

Il est partout en pleine révolution, sinon dans le sens politique, du moins dans le sens général de ce terme.

Il est vrai que l'Histoire nous apprend que ce sont ceux mêmes qui vivent dans les temps les plus tragiques qui se rendent parfois le moins compte de leur importance.

On est saisi, en lisant certains mémoires des dernières années du XVIII^e siècle, de voir de braves gens continuer leurs gestes coutumiers, escompter des lendemains pareils aux jours précédents parce que rien n'était changé à leur petit cadre familial alors que pardessus leur tête passaient les plus grandes heures de l'Histoire.

Je suis sûr que si un Gallo-Romain du V^e siècle avait laissé un journal qui tombât entre nos mains, on serait non moins saisi d'y voir la vie normale se poursuivre dans sa villa écartée, alors que s'écroulait le plus grand édifice que le monde ait connu, le Monde Romain, et que se déroulait une des plus grandes révolutions du globe, la chute du monde ancien et l'avènement de l'ère moderne.

Or, qu'était à cette date le monde connu, un dixième peut-être de la surface de notre planète, alors qu'aujourd'hui c'est sur l'universalité de cette planète qu'a passé la secousse sans précédent qui a changé toutes les condi-

tions de la vie, suscité un ordre nouveau et déterminé une rupture d'équilibre qu'il faudra des années pour rétablir.

Un homme qui se fût endormi en 1814 et réveillé en 1914 eût, après cent ans, à peu près reconnu la figure du monde dans ses délimitations géographiques et dans les conditions essentielles de la vie sociale.

Un homme endormi le 1^{er} janvier 1914, se réveillant en ce 1^{er} janvier 1920, et parcourant l'Europe, n'en croirait pas ses yeux, à la vue de cet amoncellement de tombes fraîches, de ruines irréparables, de dévastations sans nom ; de régions entières ayant perdu jusqu'à leur figure, du renversement de toutes les conditions normales de la vie, fortunes, production, alimentation, transports. Oui, nous vivons des temps sans précédents. Il faut savoir prendre son recul pour s'en rendre compte.

Mais lisez seulement dans le communiqué d'hier soir les chiffres donnés par M. le Ministre des Finances et vous y verrez parler de centaines de milliards comme on osait à peine parler avant la guerre de chiffres de dizaines de milliards, en les trouvant gigantesques.

Toutes les proportions sont déformées. Les mêmes mots ne répondent plus aux mêmes choses. Les anciennes formules sont devenues des étiquettes vaines qui recouvrent des choses vides.

La paix elle-même n'est pas encore partout acquise. En Russie, en Pologne, au Nord-Est de l'Allemagne, en Asie-Mineure, on se bat toujours, on massacre, on pille, on brûle, les mères pleurent.

Et si j'ai cru devoir vous faire ce rapide tableau qui, je vous l'assure, n'est ni forcé de ton, ni poussé au tragique, c'est pour en tirer quelques conclusions et pour rentrer en nous-mêmes.

C'est d'abord pour que nous nous rendions compte que nous sommes des privilégiés, nous qui avons été tenus jusqu'ici à l'abri de toutes ces misères, qui ne souffrons ni du froid ni de la faim, qui savons que nous aurons ce soir notre lit, notre toit, notre vie assurés.

C'est aussi pour que nous prenions le recul qui ramène les choses à leurs justes proportions, pour que nous comprenions combien, au regard de problèmes si angoissants se ranéissent tant de choses où piétinent nos préoccupations habituelles. Lorsqu'on regarde la plaine du haut d'une cime, les collines, les arbres, les maisons qui d'en bas nous dominent, s'abîment dans la poussière et apparaissent si petits, si négligeables.

C'est ainsi, Messieurs, que doivent nous apparaître désormais tant de petits intérêts particuliers, tant de petites choses dont nous nous faisons des mondes, dont le débat incessant n'aboutit qu'à des pertes de temps et de forces que nous n'avons plus le droit de nous permettre.

À vous, Messieurs les Colons, mes très chers compatriotes, je vous demande de ne pas perdre de vue un jour la prédominance des intérêts généraux, de faciliter notre tâche déjà si rude en la dégagant des polémiques oiseuses, que je qualifierai de tempête dans un verre d'eau, de faire vous-mêmes le triage raisonné de vos revendications.

À vous, Messieurs les Fonctionnaires civils ou militaires, car l'atmosphère des bureaux est la même quelque habit qu'on y porte, je demande de vous rendre compte qu'à la situation que je viens d'esquisser, il faut des mé-

thodes toutes nouvelles. Les vieilles formules ont fait leur temps. Il ne s'agit plus d'ajuster ses bésicles, de tirer des codes des rayonnages, de compulsier méticuleusement des précédents, de s'empêtrer dans des réglementations minutieuses. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est voir le but, toujours le but et seulement le but, et constamment y adapter les moyens pour l'atteindre dans le plus bref délai. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est voir toujours plus large, regarder toujours plus avant, et réaliser.

Je porte ce sentiment jusqu'à l'angoisse. Il hante nos jours, nos nuits, je n'y ai aucun mérite parce que du poste que j'occupe, ayant participé au Gouvernement de mon pays, les problèmes s'imposent à moi dans toute leur amplitude, la gravité des choses m'apparaît en pleine lumière, sans qu'aucun intermédiaire en ait tamisé l'éclat aveuglant. Mais je voudrais pouvoir me dédoubler, me centupler pour être près de chacun de vous et vous dire : « Ne coupez donc pas de cheveux en quatre, laissez toutes ces vétilles, concluez, aboutissez, réalisez. »

M. Petit a tenu à adresser à nos troupes, « chair de notre chair », un hommage qui m'a été au cœur et qu'elle méritent.

Si je n'étais pas leur Général en Chef, portant le même habit, je serais plus à mon aise pour en dire tout ce que pense. Je vous remercie simplement de vous être souvenu qu'elles sont là et que c'est parce qu'elles peinent et combattent chaque jour que tout ce qui se fait ici peut se faire.

C'est une situation sans précédent et presque paradoxale de voir un pays dont le liers nous résiste et est encore à conquérir, et où les communications se poussent, où le rail s'avance chaque jour, où l'œuvre colonisatrice se développe avec une intensité, une rapidité qu'on n'a jamais vues ailleurs, à l'abri d'un Corps d'Occupation en plein combat, dont le front mouvant trace la limite du pays soumis et chez qui, tandis que dans nos cités côtières la vie normale bat son plein, s'enregistrent tous les jours des pertes au feu, dont les communiqués quotidiens m'apportent chaque soir la statistique fureur et glorieuse. Beaucoup parmi vous la connaissent cette rude vie du bled avancé, qui ne comporte ni répit ni détente, et jamais vous n'aurez trop de reconnaissance pour les braves gens qui la mènent.

En vous adressant mes vœux les plus affectueux pour cette année de labeur, permettez-moi de vous laisser sur les « trois dominantes » dont je désire tant vous sentir imprégnés au sortir d'ici :

La gratitude et l'admiration pour mes troupes qui assurent la protection de vos personnes et la progression de vos entreprises :

Un examen de conscience chez nous tous, moi inclus, pour nous demander si notre effort, notre abnégation de chaque heure sont à la mesure de tant de sacrifices.

La résolution de tendre nos énergies, nos volontés, à la hauteur des circonstances les plus graves, les plus solennelles, les plus angoissantes qu'ait connues l'Humanité.

COMPTE RENDU

de la séance du Gouvernement du 5 janvier 1920

Le Conseil de Gouvernement mensuel, comprenant les représentants des Chambres de Commerce, d'Agriculture et Mixtes du Maroc, s'est réuni le 5 janvier, sous la présidence du Résident Général.

Les questions suivantes y ont été traitées :

I. — Ravitaillement en blé et farine. — Prix du pain.

Le Conseil a été mis au courant des mesures prises en vue d'assurer le ravitaillement du Maroc en blé.

Les difficultés actuelles résultent de deux causes principales :

1° La récolte déficitaire ;

2° La non existence de réserves provenant des récoltes antérieures, le Protectorat s'étant employé, avec le concours de tous les producteurs, à envoyer, au cours des années de guerre, toutes les disponibilités du Maroc vers la France pour assurer le ravitaillement de cette dernière.

Mais la crise résultant de cette situation est sur le point d'être dénouée. Il paraît utile de rappeler les moyens qui, depuis septembre dernier, ont été mis en œuvre pour arriver à ce but.

Deux mois seulement après la récolte, les apports aux magasins de l'Intendance devenaient presque nuls et les transactions sur les marchés de l'intérieur très faibles, si bien que les minoteries avaient à peine en stock, fin août, la quantité de blé nécessaire pour un mois de travail.

C'est alors que les contrôleurs civils ont été invités à user discrètement de leur influence personnelle auprès des chefs indigènes, pour obtenir que des livraisons de blé soient faites aux centres d'achats que les minoteries avaient établis en Chaouia, sur l'instigation de l'Administration. Ces premiers efforts ont eu pour effet de procurer aux villes assez de blé pour vivre jusqu'à la mi-octobre.

En même temps, une enquête très approfondie fut faite par M. le Directeur de l'Agriculture dans toutes les régions productrices de blé. Cette enquête a permis de déterminer dans chaque région et pour chaque tribu, l'excédent de blé que le producteur pouvait céder pour les besoins des consommateurs des villes.

Il s'agissait, dès lors, d'une sorte de contribution à demander aux indigènes producteurs en faveur de l'intérêt général. Les minotiers se sont donc retirés du marché et les apports ont été dirigés sur les centres d'achats de l'Intendance opérant pour le compte du Protectorat qui prit à sa charge le ravitaillement des moulins.

Pour faire accepter plus facilement cette contribution aux indigènes producteurs, des cessions de sucre leur furent consenties au prix coûtant, à raison de 1 ou 2 pains par quintal de blé livré.

Le Protectorat put ainsi réaliser un stock de blé de 150.000 quintaux environ, qui permet d'alimenter les minoteries de la zone française et Tanger jusqu'au 20 janvier.

La soudure s'opérant dans la deuxième quinzaine de juillet, c'est-à-dire au moins six mois plus tard, le Protectorat, faute de blé marocain, a dû envisager l'importation de blés et farines, mesure grave, sans doute, mais inévitable, car il ne pouvait être question de vider complètement

les silos, une mesure aussi brutale pouvant entraîner des conséquences politiques très fâcheuses.

Le Protectorat s'est d'abord adressé à l'Algérie, mais la récolte était, là aussi, déficitaire et un faible stock de 10.000 quintaux seulement, appartenant à l'Intendance d'Algérie, a pu être mis à la disposition de l'Intendance du Maroc, pour le ravitaillement du Corps d'Occupation.

L'Administration avait songé, également, à importer du blé roumain, très bon marché ; mais la situation politique dans ce pays rend actuellement impossible les transports et l'exportation des blés.

La Métropole, sollicitée par nous, répondit par une fin de non-recevoir, alléguant ses propres difficultés de ravitaillement.

Le Protectorat a donc fait appel aux maisons de commerce du Maroc. Un très petit nombre seulement y ont répondu pour des raisons qui se conçoivent : difficultés de fret, instabilité du change. Deux offres sérieuses ont pu être retenues : l'une de 15.000 quintaux de blé tendre et l'autre de 20.000 quintaux de blé tendre et de 25.000 quintaux de farine de blé tendre.

Ces offres étant loin de suffire aux besoins, le Protectorat a dû s'adresser à nouveau à la Métropole.

Grâce à l'intervention personnelle et pressante du Résident Général, le Ministre du Ravitaillement, revenant sur sa décision antérieure, a informé le Protectorat que tout le possible serait fait pour lui venir en aide.

C'est ainsi qu'un premier chargement d'environ 20.000 quintaux de farine tendre, venant d'Amérique, et primitivement destiné à la France, sera dérouté sur Casablanca, pour arriver avant le 15 janvier.

D'autres achats seront effectués par l'intermédiaire du Ministère du Ravitaillement, auquel le Protectorat a demandé 4.000 quintaux de blé tendre et 48.000 quintaux de blé dur pour chacun des mois de février, mars, avril et mai.

Dès maintenant, le Protectorat peut donc compter :

1° Sur un approvisionnement de 90.000 quintaux de farine tendre permettant de satisfaire largement à la consommation européenne jusqu'à la soudure (fin juillet) ;

2° Sur un approvisionnement de 150.000 quintaux de farine dure et semoule, destiné exclusivement à la consommation indigène, qui sera ainsi assurée jusqu'au 1^{er} juin au moins.

Il est possible que ce dernier approvisionnement suffise pour aller au 1^{er} août prochain, car le prix de revient élevé des farines et semoules causera une diminution sensible de la demande ou bien le prix du blé en fera sortir davantage des silos.

C'est seulement après un mois de fonctionnement du nouveau système de ravitaillement qu'il sera possible de déterminer, s'il y a lieu de faire une deuxième fois appel au Ministère du Ravitaillement en vue d'un nouvel envoi de blé dur.

L'on vient de parler du prix de revient des farines et semoules d'importation. Les blés et farines provenant d'Amérique devront, évidemment, être payés au cours mondial, ce qui entraînera une augmentation très sensible du prix du pain.

Cette augmentation s'établira progressivement, au fur et à mesure de la mise en consommation des blés et farines d'importation.

Le premier palier envisagé sera de 0 fr. 95. C'est d'ailleurs, le taux auquel la Métropole, qui se trouve en face des mêmes nécessités, vient de porter le prix du pain.

Par la suite, il y aura lieu d'établir pour le prix du pain, un second palier qui fera l'objet de l'examen du prochain Conseil de Gouvernement.

Il faut ajouter que certaines mesures sont dès maintenant décidées :

1° Etablissement d'un pain unique pour tout le Maroc, vendu au poids dans les boulangeries, et entraînant la suppression du pain de fantaisie ;

2° Examen de l'emploi des succédanés, dans une proportion qui pourra être de 8 % d'orge et de 2 % de févettes ;

3° Mesures destinées à alléger de la charge imposée par l'élévation du prix du pain les budgets des familles nécessiteuses, avec le concours de l'Assistance Publique et des Sociétés de Bienfaisance.

Il est bien entendu qu'aucun droit de douane ne sera perçu à l'entrée des blés ou farine importés pour les besoins du ravitaillement.

En résumé, le Conseil de Gouvernement a adopté les mesures suivantes :

1° Le prix du pain va être porté à un premier palier de 0 fr. 95 ;

2° Un second palier sera envisagé au moment où l'on aura pu dégager les conséquences de l'arrivée des blés américains.

II. — Relèvement des tarifs de chemins de fer

On sait qu'en 1917, le Résident Général profitant de l'état d'hostilité avec l'Allemagne, ouvrit le réseau ferré militaire au trafic commercial, permettant ainsi au Maroc de se débarrasser des entraves que le traité franco-allemand de 1911 apportait à la vie économique du pays ; il demeurait toutefois nettement entendu que ce trafic ne devait s'exercer qu'en utilisant la part de rendement non absorbée par les transports de la Guerre.

Ce qu'il importe de préciser aujourd'hui, c'est d'une part que les besoins du commerce ont vite augmenté dans des proportions considérables, à partir du moment où le retour progressif à l'état de paix a facilité les importations dans les ports du Maroc et développé les transactions commerciales. En vue de satisfaire à de tels besoins, auxquels les voies ferrées à voie normale pourront seules faire face ; l'octroi d'une part importante du rendement du chemin de fer militaire n'a pu être souvent accordé qu'au détriment des intérêts militaires eux-mêmes : on ne peut méconnaître

à cet égard, l'effort et les sacrifices consentis pendant la guerre par l'autorité militaire.

C'est ainsi que les prix de transports jusqu'à ce jour appliqués ont été basés sur des tarifs excessivement bas qui ne tenaient compte que d'une faible partie des dépenses engagées ; dépenses qui vont croître sérieusement avec l'augmentation du prix de toutes choses et surtout des combustibles.

C'est, d'autre part, que ces tarifs très bas avaient le grand inconvénient, en raison de leur modicité, d'empêcher tout autre mode de transport ; les entreprises de transport par camions automobiles en particulier ne pouvaient s'organiser, car leurs tarifs étaient cinq fois plus élevés que ceux de la voie ferrée.

Or, le retour à l'état de paix oblige dans toutes les sphères de l'activité économique de faire succéder le normal à l'exceptionnel. En particulier, dans la situation difficile où se trouve la France au point de vue budgétaire, situation qui lui impose les plus strictes économies et l'assainissement de ses finances, il est nécessaire que, d'une part, le prix de transport de la marchandise ne soit pas inférieur au prix de revient du transport lui-même et que, d'autre part, ce prix tienne compte des dépenses supplémentaires qui sont occasionnées au budget de la Guerre quand celui-ci doit payer des moyens de transports spéciaux pour laisser au commerce une part de rendement sur la voie ferrée.

Autrement dit, faciliter dans toute la mesure du possible les transports commerciaux sans que le budget de la Guerre n'en supporte les charges, telle paraît être la véritable solution d'un problème qui intéresse au plus haut point la vie économique du Maroc.

Une telle question ne peut naturellement trouver une solution que dans le relèvement des tarifs.

Ce relèvement, étudié avec le plus grand soin, a été basé sur les principes suivants :

a) L'utilisation par le commerce de la voie ferrée militaire ne doit entraîner ni perte ni bénéfice pour le budget de la Guerre.

b) Le relèvement doit être proportionnel à la valeur intrinsèque de la marchandise transportée, ménageant jusqu'à l'extrême limite les marchandises pauvres (matériaux de construction) et les marchandises transportées de l'intérieur vers la côte (céréales).

C'est d'après ces considérations qu'à partir d'une date très prochaine les tarifs seront relevés :

a) Marchandises à grande vitesse (messageries et excédents de bagages)	200 %
b) Marchandises petite vitesse :	
1 ^{re} série	250 %
2 ^e , 3 ^e , 4 ^e séries.....	100 %
5 ^e , 6 ^e séries (matériaux de construction)....	50 %
Transports spéciaux (céréales, etc).....	50 %
c) Les tarifs voyageurs ne sont pas relevés.	

En outre, la majoration des tarifs marchandises est faite sur les anciens tarifs et comprend, par suite, le relèvement de 30 % effectué depuis le 1^{er} octobre dernier.

Le Conseil de Gouvernement, après avoir examiné les divers points de vue soulevés par ces propositions a adopté la réforme.

Enfin, la réduction très sensible apportée aux transports par wagons complets sur le prix de la tonne kilométrique est maintenue.

III. — Mesures à prendre pour la sauvegarde des marchandises transportées

1^o Dans les ports. — L'organisation d'une police spéciale de surveillance dans les ports est en cours de réalisation, notamment à Casablanca, pour laquelle le Chef de la Région adressera incessamment ses propositions ;

2^o Sur les chemins de fer militaires. — La création d'une police mobile, avec attribution de primes est adoptée. D'autre part, l'extension de l'assurance, notamment pour certaines catégories de marchandises, et pour les voyageurs, est mise à l'étude sans délai.

IV. — Questions agricoles

1^o Sécurité rurale. — Vols dont sont victimes les colons agricoles. — Il est incontestable que la responsabilité collective et l'indemnisation des colons par l'Etat ne peuvent être admises. Mais il y a là une question qui retient toute l'attention du Gouvernement. Il y a lieu, pour les colons, de faire connaître immédiatement les vols dont ils auraient été victimes à l'autorité de contrôle la plus proche, et, pour celle-ci, à engager sans délai l'action des chefs indigènes dont la responsabilité morale, sanctionnée par des mesures disciplinaires, ne saurait être mise en doute. Il y a là surtout une question d'application de principes qui ont été maintes fois et nettement signifiés aux autorités de contrôle. Les chefs des Régions Civiles de Rabat et de Casablanca y tiendront personnellement et spécialement la main en vue d'arriver le plus rapidement possible à une amélioration très sérieuse de la situation.

Il a été entendu, d'autre part, qu'une censure allait être instituée pour les films cinématographiques qui sont trop souvent pour les indigènes des facteurs de démoralisation.

Enfin, l'attention des colons est attirée sur l'intérêt qu'ils auraient à créer des caisses d'assurance mutuelle contre les vols, caisses auxquelles le Gouvernement du Protectorat est tout disposé à consentir des avances sans intérêt, ainsi qu'il est prévu pour les caisses de mutualité et de coopération agricoles.

2° *Augmentation des primes culturales de la campagne 1919.* — La Chambre d'Agriculture de Rabat demande que le taux des primes culturales pour 1920, soit relevé dans la proportion de la hausse survenue en faveur du hassani et qui a eu pour conséquence une augmentation des frais des colons. Le Directeur Général des Finances et le Directeur de l'Agriculture font observer que la prime est un *remboursement*, qu'elle affecte donc le passé et non l'avenir et que, puisque la campagne agricole s'est écoulée et terminée sous le régime de la parité du hassani, aucun supplément, ni en droit, ni en équité, n'est dû aux agriculteurs.

3° *Exportation du son.* — Le dahir du 20 août 1919, qui maintient le principe de l'interdiction de l'exportation du son, autorise, dans des cas particuliers, la sortie de ce produit, après avis de l'autorité locale.

Mais les éleveurs font remarquer que les exportateurs ont tendance à constituer des stocks dans l'espoir d'obtenir des licences d'exportation, et, en conséquence, leur refusent la livraison du son nécessaire à la nourriture de leur bétail.

Pour remédier à cet état de choses, le Conseil de Gouvernement décide que les demandes de son des éleveurs seront dorénavant centralisées par les Chambres d'Agriculture qui les transmettront à la Direction de l'Agriculture, laquelle se trouvera ainsi en mesure d'arbitrer les besoins des consommateurs par rapport aux demandes de licences de sortie dont elle sera saisie par les exportateurs.

4° *Droits de marchés perçus sur les souks de l'intérieur.* — Certaines régions demandent que l'Etat, par une mesure analogue à celle prise déjà par les municipalités de la côte, renonce, en ce qui concerne les animaux de boucherie, à la taxe de marché *ad valorem*, sur les souks ruraux, et la remplace par un droit de stationnement, alors que les régions de l'intérieur se déclarent hostiles à la réforme. Le Directeur Général des Finances accepte de mettre dès à présent la question à l'étude, en ne la réalisant que progressivement, région par région.

V. — *Répression de la hausse illicite sur les denrées*
Toutes les mesures viennent d'être prises pour en-

raier les spéculations illicites. Notamment, l'instruction des affaires sera activée le plus possible, et le recouvrement des amendes sera effectué avec toute la diligence nécessaire. Le Gouvernement est décidé à tenir la main, de la manière la plus ferme, à la répression de ces manœuvres qui sont incontestablement des facteurs de vie chère, répression dont toute l'importance a déjà été maintes fois signalée aux parquets.

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC à la date du 4 janvier 1919

Région de Fès. — L'agitation créée par les Riffains dans les tribus qui bordent la rive droite de l'Ouergha, revêt depuis quelques jours, le caractère d'une lutte d'influence entre le Khemlichi et l'un de ses cousins. Délaissé par les Djaïa, qui épousent la querelle de son rival, le premier cherche des partisans chez les Mezziat. Il semble que nous n'ayons que des avantages à retirer de cette division. Peut-être même lui devons-nous déjà la soumission récente de la petite fraction des Djaïa, qui habite Bou Zerka.

Sur le front des Beni Ouarraïn, agressions et coups de mains continuent, qui, sans mettre en danger notre ligne de défense, obligent à une grande prudence nos convois et nos patrouilles de liaison. Il y a également lieu de noter que les Aït Tseghrouchen, sur la pression du Cheikh Bougrine, des Beni Ouarraïn, viennent de dénoncer la trêve qu'ils avaient conclue avec les Beni Sadden. Cette décision n'a, d'ailleurs, été suivie, jusqu'à présent, d'aucun acte d'hostilité à l'égard de cette tribu soumise.

Région de Taza. — Notre situation demeure très satisfaisante dans toute l'étendue de la Région. Les Ahl Doula, éprouvés, à maintes reprises, par le feu de nos canons de Teniet el Hadjel, ont essayé d'obtenir une trêve, que nous leur avons refusée. Leur attitude récente nous oblige à n'accepter que leur soumission. Ce serait peut-être déjà chose faite, si le Rogui n'avait annoncé son retour prochain chez les Metarka.

Dans le Nord, notre action politique fait des progrès sensibles parmi les populations insoumises. Les deux partis rivaux, qui divisent les Gueznaïa, seraient disposés à nous prendre comme arbitres de leurs querelles intestines.

Plusieurs tentes de Senhadja de Gheddo ont fait leur soumission.

Région de Meknès. — Les conséquences de la soumission d'Ou el Aïdi continuent à se développer suivant nos prévisions.

Les Aït Bou achèvent d'installer leurs campements sur

les terrains qui leur ont été désignés au sud-ouest de Khenifra. Ils vont pouvoir bientôt s'étendre jusqu'à la route de Sid Lamine à Khenifra, l'escadrille du Tadla ayant, par des bombardements efficaces, forcé les éléments hostiles qui occupaient les abords de la Kasbah des Haït Haffi et de Dechra Sidi Amar à se replier au nord de cette ligne.

Les Aït Yacoub ou Aïssa, encore empêchés de faire leur soumission, nous ont du moins assurés de leur neutralité.

Une vive inquiétude règne parmi les insoumis qui transhument dans la Région d'Aguelmous.

Harcelés par nos avions, obligés de se cantonner dans un tout petit espace, ils craignent en outre, de se voir, au retour, la route barrée par les fractions récemment soumisses et par le poste que nous projetons de créer au coude de l'Oum er Rebia.

Dans le Cercle de la Haute-Moulouya, il n'apparaît pas que la propagande de Belgacem N'gadi fasse de grands progrès. L'ensemble des notables de la Région entendraient rester fidèles à l'influence de Ba Ali dont, à tort ou à raison, ils séparent la cause de celle du prétendant. Ce dernier ne jouissant d'aucun prestige religieux par lui-même, essaie de mettre à son service celui de Sidi Raho qu'il aurait convoqué à Tounfit.

Dans la Région de Bou Denib, la situation demeure confuse ; Belgacem N'gadi est arrivé à rallier à sa cause la majorité des Aït Moghad ; mais en même temps, il s'aliénait leurs ennemis naturels, les Aït Haddidou, lesquels sont à peu près décidés à garder la neutralité.

Dans le Djorf, il dispose d'une harka d'environ douze cents hommes, sous le commandement de Ba Ali ; mais il hésite à s'en servir, sentant que les populations du Tizimi et du Reteb nous sont acquises et que le Tafilalet est loin de lui être favorable. Il craint, d'autre part, de ruiner d'un seul coup son prestige, dans une affaire mal engagée. Ba Ali lui-même partagerait son peu de confiance dans le succès, à moins, ce qui est encore possible, qu'il ne désire pas du tout faire le jeu de son maître et rival. Le bruit a couru, en effet, à plusieurs reprises, que les deux chefs étaient en désaccord, et malgré les démentis apportés, il est probable qu'il n'est pas dénué de fondement.

Quoi qu'il en soit, toutes les dispositions sont prises par le commandant du Territoire de Bou Denib pour faire échouer les entreprises éventuelles de l'agitateur. Notre aviation déploie une grande activité et surveille les mouvements de la harka ennemie. Nos éléments mobiles, aidés de groupes de partisans, rayonnent autour de nos postes. Au cours d'une de ces tournées, il leur a été donné de constater l'empressement avec lequel les populations soumises de la contrée accouraient leur offrir leur appui.

Région de Marrakech. — Dans le Sous, la lutte continue entre les deux chefs rivaux Aït Oussa et Aït Lhacen.

La tentative de médiation de Merebbi Rebbo, dont la présence est signalée à l'oued Noun, n'a pas aboutie.

Dans le Todgha, le parti de Belgacem N'gadi s'organise sous la direction de Bel Hadj qui s'est installé aux Aït Sful. Il s'appuie principalement sur les Aït Temouted du Dadès et sur les Aït Iknifen.

Cercle de Couverture du Rab. — Les Beni Mestara étant venus, à plusieurs reprises, ces derniers temps, inquiéter les douars soumis de l'oued R'Dat, nous avons, par mesure de représailles, opéré le bombardement de plusieurs de leurs villages au moyen de canons du poste d'Amama et de la section de montagne. Un fort groupe de Djebala, accouru au bruit de la canonnade, a été ensuite aisément repoussé par nos mitrailleuses et a laissé quelques cadavres sur le terrain.

Cette petite opération a eu pour effet de provoquer la dispersion de la bande armée qui se tenait rassemblée, ces jours derniers, à proximité d'Ouezzan.

INAUGURATION DU PONT DU BOU-REGREG

Le 2 janvier, à 15 heures, a eu lieu à Rabat l'inauguration du pont du Bou Regreg.

Le Résident Général s'est rendu sur les lieux, accompagné du Délégué à la Résidence Générale, de S. E. le Grand Vizir, de MM. les Directeurs Généraux des Travaux Publics, des Finances et des Postes, des Généraux Cottet, Maurial et Calmel, du Hajib du Sultan, des Pachas de Rabat et de Salé, du Chef des Services Municipaux et de M. Laurent, Chef de la Région Civile de Casablanca.

Le pont était pavoisé aux couleurs nationales. L'auto du Résident, après avoir rompu le ruban qui en défendait l'entrée, a traversé le pont.

Après avoir complimenté les ingénieurs et le personnel de l'entreprise, le Résident Général et sa suite se sont rendus au point d'amorcement de la nouvelle jetée en parcourant le tunnel des Oudaya.

Le cortège s'est ensuite rendu au nouveau phare, qui est maintenant complètement terminé.

AVIS DE L'OFFICE DES P. T. T.

Les correspondances recommandées de toute nature (lettres et cartes postales, papiers d'affaires, imprimés, échantillons) sont, dès maintenant, acceptées dans les relations avec la Hongrie.

Liste des Permis de recherches de mines accordés pendant le mois de Novembre 1919

N° DU PERMIS	DATE D'INSTITUTION	TITULAIRE	PÉRIMÈTRE Côté du carré	CARTE AU 1/200.000	REPÉRAGE DU CENTRE DU CARRÉ	MINÉRAI
643	13 décembre 1919	Butteux, route de Rabat, aux Roches Noires, Casablanca	4.000 m.	Meknès (E)	1.500 mètres Sud et 200 mètres Ouest du signal géodésique 546.	Hydrocarbures
939	id.	Ferrier Cyprien, Place Djema el Fna, Marrakech	id.	Dar el M'Tougui (E)	Longitude 12 G. 24'. Latitude 34 G. 67'.	Phosphates
805	id.	Attali Edouard, Agence Industrielle et Automobile, rue de l'Oued Bouskoura, Casablanca	id.	Tamjert (O)	6.000 mètres Est et 3.400 mètres Nord de l'angle Sud-Est de la kasbah Guendafa (bâtiment principal).	Cuivre, plomb
806	id.	Société Civile de Prospection, 1, rue Aviateur Rogot, Casablanca	id.	id.	3.900 mètres Est et 400 mètres Sud de l'angle Sud-Est de la kasbah Guendafa (bâtiment principal).	id.
807	id.	id.	id.	id.	4.000 mètres Est et 3.250 mètres Nord de l'angle Nord-Est de la kasbah Guendafa (bâtiment principal).	id.
809	id.	De la Tourette d'Ambert, colon, Marrakech	id.	Dar Kaïd el Glaoui (O)	5.900 mètres Nord et 5.500 mètres Est du signal géodésique 2.293.	id.
810	id.	Busset Francis, industriel, Presse Marocaine, Casablanca	id.	id.	7.600 mètres Est et 11.600 mètres Sud du marabout Sidi Rahal.	Cuivre
811	id.	id.	id.	id.	5.000 mètres Nord et 2.000 mètres Est du signal géodésique 2.293.	id.
812	id.	Ferrier Cyprien, place Djema el Fna, Marrakech	id.	Dar el M'Tougui (E)	Longitude 12 G. 42'. Latitude 34 G. 59' 96".	Phosphates
814	id.	Busset Francis, industriel, Presse Marocaine, Casablanca	id.	id.	7.000 mètres Sud et 1.600 mètres Est du marabout Si Ali ou Isac.	Cuivre
815	id.	id.	id.	id.	2.200 mètres Est et 2.100 mètres Sud du marabout Si Ali ou Isac.	id.
817	id.	id.	id.	Marrakech-Sud (O)	2.000 mètres Sud et 2.000 mètres Ouest du marabout Si Djeber.	id.
819	id.	Ferrier Cyprien, place Djema el Fna, Marrakech	id.	Dar el M'Tougui (E)	Longitude 12 G. 33' 64". Latitude 34 G. 65' 25".	Phosphates
820	id.	id.	id.	id.	Longitude 12 G. 28' 94". Latitude 34 G. 67' 09".	id.
821	id.	Busset Francis, industriel, Presse Marocaine, Casablanca	id.	id.	5.800 mètres Ouest et 2.500 mètres Sud du signal géodésique 1.240 (Dj. Iftki).	Cuivre
936	id.	Paris Louis, géomètre, rue de Marnia, Oujda	id.	Debdou (E)	5.900 mètres Sud 39° 30' Ouest du signal géodésique 1.726.	Plomb et calamine
937	id.	id.	id.	Taurirt (E)	3.700 mètres Sud 69° Ouest du signal géod. 1270.	Plomb, Calamine, Cuivre
948	id.	Afriat Harry, 275, rue des Consuls, Rabat	id.	Rabat	1.100 mètres Est et 4.500 mètres Sud du signal géodésique 174.	Or

N° DU PERMIS	DATE D'INSTITUTION	TITULAIRE	PÉRIMÈTRE Côté du carré	CARTE AU 1/200.000	REPÉRAGE DU CENTRE DU CARRÉ	MINÉRAI
949	13 décembre 1919	Busset Francis, industriel, <i>Presse Marocaine</i> , Casablanca	4.000 m.	Marrakech-Sud (E)	4.000 mètres Sud et 1.600 mètres Ouest du signal géodésique 3.910.	Cuivre
951	id.	Si Driss Menou, Settati	id.	Marrakech-Nord (O)	1.100 mètres Ouest et 5.150 mètres Sud du signal géo- désique 516.	Fer
957	id.	Busset Francis, industriel, "Fresse Marocaine", Casablanca	id.	Casablanca (E)	1.000 mètres Est du mara- bout Si Hammou Cherif.	Cuivre
958	id.	Ferrier Cyprien, place Djema el Fna, Marrakech	id.	Dar el M'Tougui (E)	Longitude 12 G. 42' 8". La- titude 35 G. 5' 30".	Phosphates
959	id.	id.	id.	id.	Longitude 12 G. 51' 5". La- titude 35 G. 4' 60".	id.
960	id.	Dejean Jean, 13, rue Caumartin, Paris	id.	Oujda (E)	4.850 mètres Ouest et 4.450 mètres Sud du marabout Si Aïssa.	Plomb, Zinc, Fer
961	id.	id.	id.	id.	4.000 mètres E. et 1.000 mè- tres N. de Hassi Touissit.	id.
962	id.	id.	id.	id.	8.850 mètres Ouest et 4.450 mètres Sud du marabout Si Aïssa.	id.
963	id.	Lendrat Eugène, aux Roches Noires, Casablanca	id.	Casablanca (O)	4.600 mètres Sud et 9.150 mètres Est du marabout Si Hadjadj.	Fer
15	23 décembre 1919	Jules Borgeaud & Fils, 12, bd. Carnot, Alger	id.	Tamlelt (E)	140 mètres E. et 770 mètres S. de l'Aïn Nehas.	Cuivre
16	id.	C ^{ie} Métallurgique & Minière Franco-Marocaine, Oujda	id.	Taurirt (E)	1.500 mètres Est et 900 mètres Sud du marabout Si Aïssa ben Ali.	Manganèse
19	id.	id.	id.	Debdou (E)	Signal géodésique 1.375 du Djebel Narguechoum.	id.
38	id.	Karsenty Léon, négociant, Berkane (Maroc)	id.	Oujda (O)	1.820 mètres Est et 720 mè- tres Nord du marabout Si Ali Bekhal.	Plomb et calamine
49	id.	Alet Augustin, prospecteur, Oujda	id.	Taurirt (E)	1.050 mètres Ouest et 1.820 mètres Nord du mara- bout Si Mhamed.	Zinc, Plomb, Cuivre
67	id.	Raynaud Ségis, agriculteur, Sidi Bouhouria (Maroc Oriental)	id.	Oujda (O)	Latitude 38 G. 62' 05". Lon- gitude 5 G. 22' 60".	Zinc, Fer, Plomb, Cuivre, Manganèse
69	id.	Société des Mines d'Oujda, Oujda	id.	id.	7.525 mètres Ouest et 2.775 mètres Sud du signal géodésique 1.108	Fer, Manganèse
70	id.	id.	id.	id.	2.400 mètres N. 12° O. d'un puits (indiqué sur la carte).	id.
71	id.	id.	id.	id.	2.280 mètres N. 33° 1/2 O. du signal géodésique 1.354.	id.
72	id.	id.	id.	id.	1.690 mètres S. 12° O. d'un puits (porté sur la carte).	id.
74	id.	Folgeot Félix, colon Oujda	id.	id.	Latitude 38 G. 50' 65". Lon- gitude 4 G. 82' 09".	Or et argent
75	id.	id.	id.	id.	Latitude 38 G. 46' 64". Lon- gitude 4 G. 82' 09".	id.
76	id.	id.	id.	id.	Latitude 38 G. 42' 63". Lon- gitude 4 G. 82' 09".	id.
83	id.	Fouhart Emile, industriel, Bougie (Algérie)	id.	Debdou (E)	400 mètres N.N.E. du si- gnal géod. 1.726.	Manganèse

N° DU PERMIS	DATE D'INSTITUTION	TITULAIRE	PÉRIMÈTRE — Côté du carré	CARTE AU 1/200.000	REPÉRAGE DU CENTRE DU CARRÉ	MINÉRAI
84	23 décembre 1919	Foubert Emile, industriel, Bougie (Algérie)	4.000	Debdou (E)	1.500 mètres N. du signal géod. 1.617.	Fer
85	id.	M ^{me} V ^e E. Grassi, Djidjelli. (Algérie)	3.000	id.	8.150 mètres S. 62° E. du signal géod. 1.216	Manganèse
86	id.	id.	id.	id.	3.800 mètres S. 50° O. du signal géod. 1.726.	id.
87	id.	id.	id.	id.	3.000 mètres S. 60° O. du signal géod. 1.726.	id.
321	id.	Montoya Jean, rue des Remparts, Oujda	id.	Oujda (O)	700 mètres du marabout de Si Harrech. (La ligne joi- gnant le centre au mara- bout fait un angle de 126° avec le Nord magnéti- que).	Plomb argentifère et calamine
322	id.	Reynaud Régis, agriculteur, Sidi Bouhouria (Maroc Oriental)	4.000	id.	Latitude 38 G. 62' 05". Lon- gitude 5 G. 17' 73".	Zinc, fer, plomb, cuivre
348	id.	Forgeot Félix, colon Oujda	id.	id.	Latitude 38 G. 38' 62". Lon- gitude 4 G. 82' 09".	Or, argent
349	id.	id.	id.	id.	Latitude 38 G. 38' 62". Lon- gitude 4 G. 77' 25".	id.
350	id.	C ^e Métallurgique & Minière Franco-Marocaine, Oujda	id.	id.	Latitude 38 G. 21' 03". Lon- gitude 4 G. 81' 12".	Fer, manganèse
367	id.	Poudie François, propriétaire, Sidi Bouhouria (Maroc Oriental)	id.	id.	700 mètres Nord 54° Ouest du marabout Si Harrach.	Plomb
622	id.	Dejean Jean, 13 rue Caumartin, Paris	id.	Oujda (E)	4.150 mètres Est et 3.900 mètres Nord du signal géodésique 1.354.	Zinc, plomb, fer
689	id.	Pierre Charles, ingénieur, C ^e Royale Asturienne, 4, rue d'Angleterre, Tunis	id.	id.	3.000 mètres Est et 300 mè- tres Sud du puits Hassi-Si Rahhou.	Plomb
690	id.	id.	id.	id.	Puits Hassi Touissit.	Plomb, cuivre
724	id.	Dejean Jean, 13, rue Caumartin, Paris	id.	id.	4.125 mètres Est du signal géodésique 1.354 du Dje- bel Mahsseur.	Zinc, fer, Plomb
732	id.	id.	id.	id.	975 mètres Est et 7.750 mè- tres Sud du signal géodé- sique 1.108 (Hagaa).	id.
883	id.	id.	id.	id.	175 mètres S. et 4.000 mètres E. du signal géod. 1.108.	id.
884	id.	id.	id.	Oujda (E et O)	175 mètres Sud du signal géodésique 1.108.	id.
296	id.	Garenne Jean, entrepreneur aux Roches Noires, Casablanca	id.	Marrakech-Nord (E)	1.900 mètres Est et 900 mè- tres Sud de Dar Kaïd ben Djilali.	Plomb, zinc
385	id.	Lajoie Paul, 49, bd. Port-Royal, Paris	id.	Oued Tensift (O)	1.400 mètres Sud et 400 mètres Ouest du mara- bout Si Aïssa.	Plomb
387	id.	id.	id.	id.	5.000 mètres Sud et 300 mètres Est du marabout Telmost.	id.
390	id.	id.	id.	id.	700 mètres Nord et 300 mè- tres Ouest du marabout Si Ali ben Bouali.	id.
398	id.	Chautard Jean, 58, rue Cardinal, Paris (XVII ^e)	3.873	id.	900 mètres Sud 22° Ouest du marabout Si Ali ben Bouali.	Sodium, potassium

N° DU PERMIS	DATE D'INSTITUTION	TITULAIRE	PÉRIMÈTRE — Côté du carré	CARTE — AU 1/200.000	REPÉRAGE — DU CENTRE DU CARRÉ	MINÉRAI
405	23 décembre 1919	Desharres Charles, chez M. Paul Soulier, rue du Ventoux au Maarif, Casablanca	4.000	Oued Tensift (O)	1.700 mètres Nord et 1.400 mètres Ouest du marabout Si Ali Kourati.	Plomb
407	id.	id.	id.	id.	800 mètres Nord et 1.500 mètres Est du marabout Abd. ben Hamou.	id.
447	id.	Bussat Francis, industriel, Presse Marocaine, Casablanca	id.	Oued Tensift (E)	2.400 mètres Nord et 1.300 mètres Est du signal géodésique 590.	Cuivre
449	id.	id.	id.	Marrakech-Nord (O)	1.200 mètres Nord et 1.200 mètres Est du signal géodésique 711.	Cuivre et potasse
482	id.	Rambaud Emmanuel, 2, bd. de Londres, Casablanca	id.	Marrakech-Nord (E)	3.000 mètres Nord du signal géodésique 765.	Plomb
483	id.	id.	id.	Marrakech-Nord (E & O)	5.000 mètres Ouest du signal géodésique 765.	id.
509	id.	Bussat Francis, industriel, Presse Marocaine, Casablanca	id.	Oued Tensift (E)	1.300 mètres Est et 6.800 mètres Nord du signal géodésique 590.	Plomb, cuivre, zinc
511	id.	Rambaud Emmanuel, 2, bd. de Londres, Casablanca	id.	Oued Tensift (O)	200 mètres Sud et 2.200 mètres Est du marabout de Sidi Yahia.	Fer
512	id.	id.	id.	id.	1.400 mètres Sud et 1.100 mètres Est du marabout de Si Yacoub.	id.
516	id.	id.	id.	Cap. Hadid et Oued Tensift (O)	400 mètres Est et 400 mètres Sud du marabout Si Alib Rahmoun.	id.
536	id.	Bussat Francis, industriel, Presse Marocaine, Casablanca	id.	Marrakech-Nord (E)	3.700 mètres Est et 800 mètres Sud du signal géodésique 856.	Plomb, cuivre, zinc
554	id.	id.	id.	Marrakech-Nord (O)	2.800 mètres Nord et 4.800 mètres Ouest du signal géodésique 585.	id.
556	id.	id.	id.	id.	1.400 mètres Sud et 4.500 mètres Est du signal géodésique 781.	id.
564	id.	Rambaud Emmanuel, 2, bd. de Londres, Casablanca	id.	Marrakech-Nord (E)	4.000 mètres Est et 2.100 mètres Nord du signal géodésique 765 du Djebel Bramrane.	Plomb
565	id.	id.	id.	id.	8.000 mètres Est et 2.100 mètres Nord du signal géodésique 765 du Djebel Bramrane.	id.
905	id.	Butoux Georges, route de Rabat aux Roches Noires, Casablanca	id.	id.	2.000 mètres Sud et 700 mètres Ouest du marabout Si Ahmed ben Rhou.	Charbon
907	id.	Si Driss Menou, Settat	id.	Marrakech-Nord (O)	550 mètres Nord et 3.700 mètres Est du signal géodésique 585.	Fer, cuivre, plomb, argent
943	id.	id.	id.	id.	2.000 mètres Ouest et 2.000 mètres Sud du marabout Si Saïd.	Plomb

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS⁽¹⁾

CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 2589°

Suivant réquisition en date du 10 novembre 1919, déposée à la Conservation le 11 novembre 1919 : 1° M. Saïd, Joseph, célibataire ; 2° M. Boutonnet, Jules, marié sans contrat, à dame Dibas, Anna, Marie, Louise, Jeanne, le 4 février 1905, à Alger, tous deux demeurant et domicilié à Casablanca, rue du Marché, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, d'une propriété dénommée « Lotissement Grail », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Cité Violette », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, Roches-Noires, rues de la Victoire et Michel-de-l'Hôpital.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.130 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Grail, Bernard et Bourgognan, demeurant à Casablanca, rue du Capitaine-Ihler ; à l'est, par la rue de la Victoire ; au sud, par la rue Michel-de-l'Hôpital ; à l'ouest, par la propriété de MM. Grail, Bernard et Bourgognan, susnommés.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires indivis en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 16 septembre 1919, aux termes duquel M. Grail leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2590°

Suivant réquisition en date du 11 novembre 1919, déposée à la Conservation ledit jour, M. Dried de la Forte, Edmond, Emmanuel, représenté par M. Chapon, marié à dame Pouchot Rouge Boulou, Léonie, Léontine, le 2 mars 1908, à Theys, sous le régime dotal, suivant contrat reçu par M° Jaib, notaire à Theys, le 2 mars 1908, demeurant à Casablanca, angle de la rue des Charmes et du boulevard de la Liberté, et faisant élection de domicile à Casablanca, bureau de la Compagnie Algérienne, rue de l'Horloge, n° 3, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble de la Porte », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, angle de la rue des Charmes et du boulevard de la Liberté.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Lille », titre 60 ; à l'est, par la propriété de M. Fayolle, maire de Crest (Drôme) ; au sud, par le boulevard de la Liberté ; à l'ouest, par la rue des Charmes.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 Djoumada I 1331, homologué, aux termes duquel M. Pierre Fay lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2591°

Suivant réquisition en date du 11 novembre 1919, déposée à la Conservation ledit jour, la société en nom collectif G. H. Fernau and C° Limited, constituée suivant contrat en date du 10 mai 1907, représentée par M. Georges Buan, expert-géomètre, chez lequel elle fait élection de domicile, à Casablanca, rue du Général-Drude, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « A la Plage », consistant en terrain nu, située à Casablanca, boulevard Front-de-Mer.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.025 mètres carrés, est limitée : au nord, par le boulevard Front-de-Mer ; à l'est, par une rue du lotissement Veyre, Murdoch, Butler et Cie ; au sud, par le boulevard Lyautey ; à l'ouest, par un terrain appartenant à MM. Veyre, Murdoch, Butler et Cie, à Casablanca.

La société requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'elle en est propriétaire en vertu : 1° d'un acte d'adoul en date du 28 Chaabane 1330 (12 août 1912) ; 2° d'un acte d'adoul en date du 29 Chaabane 1330 (13 août 1912), portant remboursement du surplus de la propriété par la Société Murdoch, Butler et Cie et M. Veyre, aux termes desquels M. Roig lui a vendu un lot de 1.125 mètres carrés.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2592°

Suivant réquisition en date du 12 novembre 1919, déposée à la Conservation le 13 novembre 1919, M. Gaetano Mormina, marié sans contrat, à dame Concetta Calvagna, le 16 janvier 1904, à Tunis, demeurant et domicilié à Casablanca, route de Rabat au Palais des Sports, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement du Maarif », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mormina I », consistant en terrain nu, située au Maarif, lots n° 1, 2, 37 et 38, groupe 38.

Cette propriété, occupant une superficie de 700 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de MM. Butler et Cie, demeurant avenue du Général-d'Amade ; à l'est, au sud et à l'ouest, par une rue du lotissement de MM. Murdoch, Butler et Cie, susnommés.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 18 octobre 1919, aux termes duquel MM. Murdoch, Butler et Cie lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2593°

Suivant réquisition en date du 12 novembre 1919, déposée à la Conservation le 13 novembre 1919, M. Gaetano

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps à la connaissance du public, par voie d'affichage à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caid, à la Mahakma du Cadi et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur DEMANDE ADRESSÉE A LA CONSERVATION FONCIÈRE, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

Mormina, marié sans contrat, à dame Concetta Calvagna, le 16 janvier 1904, à Tunis, demeurant et domicilié à Casablanca, route de Rabat au Palais des Sports, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement du Maarif », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mormina II », consistant en terrain nu, située à Casablanca, Maarif, lots 1 et 2, groupe 37.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de MM. Murdoch, Butler et Cie, avenue du Général-d'Amade, à Casablanca ; à l'est, par celle de M. et Mlle Calvagna, demeurant rue des Faucilles, n° 4, au Maarif ; au sud et à l'ouest, par une rue de lotissement de MM. Murdoch, Butler et Cie.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 18 octobre 1919, aux termes duquel MM. Murdoch, Butler et Cie lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2594°

Suivant réquisition en date du 12 novembre 1919, déposée à la Conservation le 14 novembre 1919, M. Haïm Cohen, marié sans contrat (régime de la séparation de biens), le 27 mars 1912, au Consulat d'Espagne, à Tanger, à dame Perla Barchilon, demeurant à Casablanca et faisant élection de domicile chez M. Wolff, rue Chevandier-de-Valdrôme, à Casablanca, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Ouled Ziane », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Gironde I », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, route des Ouled Ziane, kilomètre 3.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.915 mètres carrés 94, est limitée : au nord, par une rue non dénommée appartenant par moitié au requérant et à M. Brusteau, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Moinier ; à l'est, par le boulevard Gironde, appartenant au requérant, à M. Brusteau, susnommé, et à MM. Darinet et Ranouille, représenté par M. Wolff ; au sud, par la propriété de M. de Faye, avocat, rue du Général-Moinier ; à l'ouest, par la propriété de MM. Darinet et Ranouille, susnommés.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 20 Kaada 1331, homologué, aux termes duquel M. Chaloum Sedgati lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2595°

Suivant réquisition en date du 12 novembre 1919, déposée à la Conservation le 14 novembre 1919, M. Haïm Cohen, marié sans contrat (régime de la séparation de biens), le 27 mars 1912, au Consulat d'Espagne, à Tanger, à dame Perla Barchilon, demeurant à Casablanca et faisant élection de domicile chez M. Wolff, rue Chevandier-de-Valdrôme, à Casablanca, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotis-

sement Ouled Ziane », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Gironde II », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, route des Ouled Ziane, kilomètre 3.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.022 mètres carrés 91, est limitée : au nord, par une rue non dénommée appartenant en totalité au requérant ; à l'est, par la propriété de MM. Darinet et Ranouille, représentés par M. Wolff, susnommé ; au sud, par la propriété de M^e Faye, avocat, rue du Général-Moinier ; à l'ouest, par la propriété de M. Alix Bousquet, route des Ouled Ziane et rue du Croissant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 20 Kaada 1331, homologué, aux termes duquel M. Chaloum Sedgati lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2596°

Suivant réquisition en date du 12 novembre 1919, déposée à la Conservation le 14 novembre 1919, M. Haïm Cohen, marié sans contrat (régime de la séparation de biens), le 27 mars 1912, au Consulat d'Espagne, à Tanger, à dame Perla Barchilon, demeurant à Casablanca et faisant élection de domicile chez M. Wolff, rue Chevandier-de-Valdrôme, à Casablanca, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Ouled Ziane », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Gironde III », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, route des Ouled Ziane, kilomètre 3.

Cette propriété, occupant une superficie de 4.981 mètres carrés 93, est limitée : au nord, par une rue non dénommée de 12 mètres, dépendant du lotissement, et au delà, une propriété ; à l'est, par la propriété de M. Estegazi, demeurant à Casablanca, rue de Médiouna (immeuble Gautier) ; au sud, par une rue non dénommée de 12 mètres appartenant au requérant ; à l'ouest, par la propriété de Mme veuve Benchetrit, demeurant rue du Capitaine-Ihler, n° 1 et celle de M. Brusteau, demeurant rue du Général-Moinier, villa Bennaroch.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 20 Kaada 1331, homologué, aux termes duquel M. Chaloum Sedgati lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2597°

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 15 novembre 1919 M. Lassomaulie, Louis, marié sans contrat, à dame Suzanne Bernolle, le 23 mars 1912, à Paris, demeurant à Casablanca, 201, boulevard de la Liberté, et domicilié à la Banque Lyonnaise, à Casablanca, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « L'Espérance », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, angle de la rue de Lassalle et du boulevard de la Liberté.

Cette propriété, occupant une superficie de 114 mètres carrés, est limitée : au nord, par le boulevard de la Liberté ; à l'est, par la rue Lassalle ; au sud, par la propriété de M.

Morin, demeurant à Casablanca, 10, rue des Charmes ; à Fouest, par la propriété dite « Maison Doerfler » ; titre 29, appartenant à M. Doerfler.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 28 octobre 1919, aux termes duquel M. Morin lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 2598

Suivant réquisition en date du 15 novembre 1918, déposée à la Conservation ledit jour, M. Clément Akerib, marié suivant la loi mosaïque à dame Esther Shehatha, le 4 juin 1911, au Caire, sous le régime dotal, séparation de biens, suivant contrat reçu au Rabbinate de ladite ville, demeurant et domicilié à Casablanca, immeuble Bessonneau, boulevard de la Gare, n° 134, a demandé l'immatriculation,

en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Terrain Skynder », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Habiba Akerib », consistant en terrain nu, située à Casablanca, rue Lassalle.

Cette propriété, occupant une superficie de 384 mètres carrés 50, est limitée au nord, par la propriété dite « Immeuble Cruel », réquisition 2370 c, appartenant à M° Cruel, avocat à Casablanca ; à l'est, par la propriété de M° Cruel, susnommé, et celle de M. Galliego Torrès, demeurant boulevard de la Liberté, n° 209 ; au sud, par la propriété de M. Besso Perronna, demeurant avenue du Général-d'Amade, à côté de la papeterie située en face du lycée, dans l'impasse ; à l'ouest, par la rue Lassalle.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé, en date, à Casablanca, du 12 novembre 1919, aux termes duquel Mme veuve Skynder, née Plantilla Lasciac lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces judiciaires, administratives et légales

VILLE DE RABAT

SERVICES MUNICIPAUX

ARRÊTÉ

portant détermination des propriétés à exproprier pour l'ouverture de la rue prévue au plan d'aménagement du secteur Sud de la Nouvelle Municipalité

Le Pacha de la Ville de Rabat ;

Vu le dahir du 31 août 1914 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, spécialement en son article 5 ;

Vu le dahir du 21 septembre 1918 approuvant et déclarant d'utilité publique le plan d'aménagement du secteur Sud de la Nouvelle Municipalité, à Rabat ;

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale, spécialement en son article 6 ;

Considérant que l'application du plan d'aménagement du secteur Sud de la Nouvelle Municipalité nécessite :

1° Pour l'ouverture de la rue A : une emprise de 15 mètres de largeur sur 122 m. 50 de longueur environ ;

2° Pour l'aménagement de la place du Palais de Justice, une emprise de

25 mètres de largeur sur 20 mètres de profondeur environ ;

Considérant qu'il est nécessaire, tant au point de vue esthétique que dans l'intérêt de la construction, que la façade de la place du Palais de Justice, entre la rue A et la rue du Capitaine-Petitjean soit occupée par un seul immeuble ; que cette façade étant divisée entre deux propriétés dont les parties restantes sont toutes les deux inutilisables, la réunion des deux propriétés s'imposait ;

Considérant que, toute entente ayant échoué entre le propriétaire intéressé et l'Administration, il y a lieu d'exproprier l'ensemble ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Sont frappés d'expropriation les terrains ci-dessus énumérés et désignés au plan annexé au présent arrêté par une teinte distincte :

1° La parcelle teintée en violet, appartenant à M. Saucaz, entrepreneur de travaux publics à Rabat, d'une superficie approximative de 509 mètres carrés.

2° La parcelle teintée en bleu, appartenant à Si El Hadj Ahmed Mouline, propriétaire à Rabat, d'une contenance approximative de 1.895 mètres carrés.

3° La parcelle teintée en rouge, appartenant à Si El Hadj Ahmed Mouline, propriétaire à Rabat, d'une contenance approximative de 559 mètres carrés.

4° La parcelle teintée en jaune, appartenant à l'Etat Chérifien, d'une contenance approximative de 504 mètres carrés.

ART. 2. — Les parcelles 2 et 3 (teinte rouge et teinte jaune), à destination de constructions, seront mises en vente conformément aux règles admises pour les ventes d'immeubles domaniaux ; le cahier des charges de la vente stipulera les servitudes et prescriptions spéciales à imposer à l'acquéreur, tant en vertu des règlements de voirie et d'aménagement de la Ville de Rabat, que de la situation particulière de l'immeuble.

ART. 3. — Les terrains énumérés à l'article premier sont placés sous le coup de l'expropriation pendant une période de deux ans, à compter du jour de la publication du présent arrêté.

ART. 4. — Le Chef des Services Municipaux de la Ville de Rabat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 1^{er} décembre 1919.

Le Pacha :

SI ABDERRAHMAN BARGACH.

Vu pour exécution :

Le Contrôleur Civil,
Chef des Services Municipaux,
BENAZET.

Approuvé par délégation du Grand Vizir :

Le Directeur des Affaires Civiles,
G. DE TARDE.

APPEL D'OFFRES

La Direction Générale des Travaux Publics du Maroc demande, pour la construction de l'infrastructure des chemins de fer, la fourniture d'environ 6.000 tonnes de chaux hydraulique d'un type analogue à la chaux administrative ; 2.000 tonnes de ciment Portland pour travaux de béton armé ou grandes voûtes ; 1.500 tonnes de ciment en prise à la mer ; 150 tonnes de ciment spécial pour ouvrages en terrains sulfatés.

Un tiers environ de cette fourniture fera l'objet d'un premier marché, à livrer courant mars à Kénitra et Fédhala, ou courant février ports européen ou d'Algérie.

Les industriels que l'ensemble ou une partie de cette fourniture pourrait intéresser, devront le faire connaître à M. Ferras, ingénieur à la Direction Générale des Travaux Publics, à Rabat.

Ils joindront à leur demande une liste des références visant les fournitures analogues qu'ils ont exécutées.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

ROUTES ET PONTS**GROSSES REPARATIONS****AVIS D'ADJUDICATION**

Le 24 janvier 1920, à 15 heures, dans les bureaux de la Direction Générale des Travaux Publics, à Rabat, il sera procédé à l'adjudication au rabais sur soumissions cachetées des travaux désignés ci-après :

Route n° 2 de Rabat à Tanger

Consolidation et élargissement entre Kénitra et l'oued Sebou.

1^{er} lot. — Partie comprise entre les P.M. 38.100 et 45.300, sur 7 k. 200.
Travaux à l'entreprise... 62.745 80
Somme à valoir..... 197.254 20

Total..... 260.000 »

Cautionnement provisoire..... 500 »
Cautionnement définitif..... 1.000 »

2^e lot. — Partie comprise entre les P.M. 54.300 et 63.000, sur 3 k. 900 :
Travaux à l'entreprise.... 92.248 »
Somme à valoir..... 25.752 »

Total..... 118.000 »

Cautionnement provisoire.... 300 »
Cautionnement définitif 600 »

Les cautionnements seront constitués dans les conditions fixées par le dahir du 20 janvier 1917. (B.O. n° 223.)

Il sera établi une soumission distincte pour chaque lot. Cette soumission devra, à peine de nullité, être établie sur papier timbré et insérée dans une enveloppe cachetée portant la suscription suivante :

ROUTE N° 2 de Rabat à Tanger

Consolidation et élargissement entre Kénitra et l'oued Sebou
(1^{er} lot)

M..... X.....

SOUSSION

Nota. — Les certificats et références seront, avec cette première enveloppe, contenus dans un second pli. Le tout devra parvenir sous pli recommandé ou être remis à la Direction Générale des Travaux Publics avant le 23 janvier 1920, à 18 heures.

Les pièces du projet pourront être consultées à la Direction Générale des Travaux Publics et dans les bureaux du Service des Routes, à Rabat.

Modèle de soumission (1)

Je..... soussigné....., entrepreneur de travaux publics demeurant à....., après avoir pris connaissance du projet de consolidation et élargissement de la route n° 2 de Rabat à Tanger, entre Kénitra et l'oued Sebou (x^e lot), partie comprise entre les P.M....., m'engage à exécuter les travaux, évalués à....., non compris une somme à valoir de..... conformément aux conditions du devis et moyennant un rabais de (2)..... centimes par franc sur les prix du bordereau.

A....., le.....
(Signature.)

- (1) Sur papier timbré.
(2) En nombre entier.

EMPIRE CHÉRIFIEN**VIZIRAT DES HABOUS****VILLE DE SEFROU****ADJUDICATION**

pour la cession par voie d'échange de deux ateliers de tissage en ruines, situés au quartier Chebbak, appartenant aux Habous du sanctuaire de Sidi Lahcène.

Il sera procédé, le lundi 26 Djoumada I 1338 (16 février 1920), à 10 heures, dans les bureaux du Nadir de Sefrou, conformément aux dahirs des 16 Chouabane 1331 (21 juillet 1913) et 7 Ramadan 1334 (8 juillet 1916), réglementant les échanges des immeubles habous, à la mise aux enchères publiques pour la cession par voie d'échange de deux ateliers de tissage en ruines, situés au quartier Chebbak.

Mise à prix : 3.800 francs.

Dépôt en garantie (cautionnement) à verser, avant l'adjudication : 494 francs.

Pour tous renseignements s'adresser :

- 1° Au Nadir des Habous à Sefrou ;
2° Au Vizirat des Habous (Dar Makhzen), à Rabat, tous les jours, de 9 à 12 heures, sauf les vendredis et jours fériés musulmans ;

3° A la Direction des Affaires Chériennes (Contrôle des Habous), à Rabat, tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés.

Le Chef du Service du Contrôle des Habous,
Signé : TORRES.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Agrandissement du Collège Musulman**AVIS D'ADJUDICATION**

Le 28 janvier, à 16 heures, il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Générale des Travaux Publics, à Rabat, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, des travaux ci-après désignés :

Construction d'un préau couvert et d'un porche d'entrée au Collège musulman de Rabat, sis au Petit Aguedai.

Travaux de maçonnerie :

Cautionnement provisoire. 1.800 fr.
Cautionnement définitif ... 3.600 fr.

Ces cautionnements seront versés dans les conditions définies par le dahir du 30 janvier 1917 (B.O., n° 223.)

Les soumissionnaires sont appelés à fixer eux-mêmes les prix demandés pour chaque nature d'ouvrages. En conséquence, il leur sera remis, sur leur demande, un exemplaire du bordereau où figurent les N° et un détail estimatif où seront laissés également en blanc tant ces prix que la dépense à laquelle ils correspondent par nature d'ouvrage.

Les soumissionnaires devront remplir les blancs ainsi laissés et totaliser au détail estimatif les sommes résultant de leur application, de manière à indiquer le montant total des dépenses qui en résulterait pour l'ensemble des ouvrages.

Celui des soumissionnaires admis à concourir pour lequel ce total sera le plus faible, sera déclaré adjudicataire, sauf cependant faculté pour l'Administration, de déclarer l'adjudication nulle, si ce total dépassait encore un maximum fixé par une note insérée dans un pli cacheté, lequel sera ouvert en séance publique. Les soumissions devront être conçues dans les termes ci-après :

Je soussigné....., entrepreneur de....., demeurant à....., après avoir pris connaissance du projet de construction des agrandissements du Collège Musulman de Rabat, m'engage à exécuter les travaux qu'il comporte aux conditions du devis, et aux prix indiqués au bordereau et détail estimatif que j'ai signé et annexé à la présente soumission.

La soumission, avec le bordereau et le détail estimatif, annexé, devra être insérée dans une enveloppe qui contiendra en même temps, le récépissé de versement du cautionnement, les certificats et références.

Le tout devra parvenir sous pli recommandé ou être remis à la Direction Générale des Travaux Publics avant le 27 janvier 1920, à 18 heures, dernier délai de rigueur.

Les pièces du projet peuvent être consultées dans les bureaux du Service Spécial d'Architecture, à Rabat, ou dans ceux du Service Régional d'Architecture de Casablanca.

Rabat, le 1^{er} janvier 1920.

SECRETARIAT-GREFFE
DU

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Liquidation judiciaire Marchesseau
Joseph

Les créanciers du sieur Marchesseau Joseph, commerçant à Meknès, sont convoqués à se rendre le jeudi 15 janvier 1920, à trois heures du soir, au Tribunal de Première Instance de Rabat, sis, rue des Consuls, en la salle ordinaire des assemblées, pour examiner la situation du débiteur et être consultés sur l'utilité d'élire des contrôleurs.

Le secrétaire-greffier en chef,
ROUYRE.

TRIBUNAL DE PAIX DE RABAT

Suivant ordonnance rendue le 7 janvier 1920 par M. le Juge de Paix de Rabat, la succession de Mohamed ben Salah, sujet tunisien, demeurant à Rabat, décédé à Rabat le 18 décembre 1919, a été déclarée vacante.

Le curateur soussigné invite les héritiers ou légataires du défunt à se faire connaître et à justifier de leurs qualités.

Les créanciers de la succession y produire leurs titres avec toutes pièces à l'appui.

Le Secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PAIX DE FÈS

AVIS

Par ordonnance de M. le Juge de Paix de Fès, du 6 janvier 1920, la succession de M. Giraud, Eugène, décédé à Meknès le 29 décembre 1919, a été déclarée présument vacante.

Les héritiers, créanciers et autres ayants droit de cette succession sont invités à déposer au secrétariat greffe du Tribunal de Paix de Fès leurs titres à bref délai.

Le secrétaire-greffier en chef,
Curateur aux successions vacantes,
LÉON PEYRE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Article 202 du Dahir du Commerce

AVIS

Liquidation judiciaire Marchesseau
Joseph

Par jugement du Tribunal de Première Instance de Rabat, en date du 31 décembre 1919, le sieur Marchesseau Joseph, négociant à Meknès, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 1^{er} juillet 1919.

Le même jugement nomme :

M. Puvillaud, juge-commissaire ;

M. Emery, liquidateur ;

Et M. le Secrétaire-Greffier en chef du Tribunal de Paix de Fès, co-liquidateur.

Pour extrait conforme :

Rabat, le 31 décembre 1919.

Le Secrétaire-greffier en chef,
ROUYRE.

PROTECTORAT DE LA FRANCE AU MAROC

SERVICE DES DOMAINES

AVIS AU PUBLIC

Vente aux enchères publiques de vingt et un immeubles ou parts d'immeubles domaniaux situés à Safi

Le mercredi 11 février 1920, à 9 heures du matin, il sera procédé dans les bureaux du Contrôle des Domaines de Safi, à la vente aux enchères publiques de vingt et un immeubles ou parts d'immeubles domaniaux situés dans cette ville.

Pour tous renseignements et pour consultation du cahier des charges, s'adresser au Contrôle des Domaines, aux Services Municipaux de Safi et au Contrôle civil des Abda.

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Iquedern » (Beni M'Tir), circonscription de Meknès-Banlieue, dont le bornage a été effectué le 1^{er} décembre 1919, a été déposé le 21 décembre 1919 au Bureau des Renseignements d'El Hadjeb, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à la dite délimitation est de trois mois à partir du 12 janvier 1920, date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin Officiel*.

Les oppositions sont reçues au Bureau des Renseignements d'El Hadjeb.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au
secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance d'Oujda

Société en nom collectif. — Mise en
société d'un fonds de commerce

PREMIER AVIS

Suivant acte reçu par le secrétaire-greffier en chef soussigné, le 30 décembre 1919, dont une expédition a été déposée au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance d'Oujda à compétence commerciale, le 30 décembre 1919,

Il a été formé une société en nom collectif entre :

1° M. François Jover, minotier, demeurant à Sidi-Bel-Abbès ;

2° M. Jean Mollar fils, commerçant, demeurant à Oujda ;

3° Et M. Joseph Sanchez, mécanicien, demeurant à Oujda.

Sous la raison sociale « Jean Mollar fils et Compagnie », qui aura son siège social à Oujda, remise de l'Union, route de Marnia, et dont M. Mollar sera le gérant et aura seul la signature sociale.

La durée de la société est fixée à douze ans, à dater du 1^{er} janvier 1920, avec faculté pour chaque associé de demander sa dissolution six mois avant l'expiration de chaque période triennale.

Le capital social s'élève à 150.000 fr., il comprend :

1° 50.000 francs, montant de l'apport en espèces de M. Jover ;

2° Un matériel de fabrique de crin végétal d'une valeur de 33.000 francs et le droit au bail de l'immeuble « Remise de l'Union », estimé 7.000 francs, apportés par M. Mollar ;

3° Un fonds de commerce de garage automobile avec atelier de réparation, composé : a) de la clientèle et l'achalandage, estimés 3.000 francs ; b) du matériel et outillage, estimés 35.000 francs ; c) et des marchandises, estimées 2.000 francs, apportés par M. Sanchez ;

4° Et de l'apport en industrie fait par MM. Mollar et Sanchez, dont les connaissances techniques de chacun des deux sont évaluées à 1.000 francs.

Tout créancier non inscrit de M. Sanchez, que sa créance soit ou non exigible, devra, sous peine de forclusion, faire connaître, par une déclaration au

secrétariat du Tribunal de Première Instance d'Oujda, dans les quinze jours au plus tard qui suivront la seconde insertion du présent avis, sa qualité de créancier et la somme qui lui est due.

Pour première publication,

Le Secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca

D'un procès-verbal de dépôt, enregistré, dressé par M. Letort, secrétaire-greffier en chef du Tribunal de Première Instance de Casablanca, le 25 novembre 1919, dont une expédition a été déposée, le 23 décembre 1919, au secrétariat-greffe du dit Tribunal, en vue de son inscription au Registre du Commerce, il appert :

Que M^e Grolée, avocat à Casablanca, agissant comme porteur des pièces constitutives de la Société anonyme dite « Transports Chérifiens », au capital de cinq cent mille francs, ayant son siège social à Casablanca, a fait dépôt audit secrétariat-greffe de :

1° L'expédition en forme d'un acte notarié, enregistré, dressé par le secrétaire-greffier en chef, soussigné, le 9 août 1919, aux termes duquel M. Paul Ruet, intendant militaire en retraite, industriel, demeurant à Casablanca, rue des villas, agissant en qualité de fondateur de la Société dite : « Transports Chérifiens », a déclaré que les cinq cents actions de mille francs chacune formant le capital social de ladite Société des « Transports Chérifiens » ont été souscrites entièrement par sept personnes ou sociétés, et qu'il a été versé en espèces par chaque souscripteur une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites, soit au total cent vingt-cinq mille francs ; à l'appui de cette déclaration ledit sieur Ruet a représenté au dit secrétaire-greffier en chef, qui les a annexé audit acte : 1° l'un des originaux de l'acte sous seing privé, en date, à Casablanca, du 15 juillet 1919, contenant les statuts de cette société ; et 2° l'état signé par lui, contenant les noms, prénoms, qualité et domicile des souscripteurs, le nombre des actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

Et 2°, l'expédition en forme d'un acte notarié, enregistré, dressé par le dit secrétaire-greffier en chef, soussigné, le 12 novembre 1919, contenant dépôt par le dit sieur Ruet, susnommé, des originaux par lui certifiés conformes des délibérations : 1° de la première assemblée générale constitutive des actionnaires de la dite société, tenue le 19 septembre 1919, par laquelle cette

assemblée a approuvé les avantages particuliers fixés par les statuts et a constaté que la Société était définitivement constituée.

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca

Par acte sous seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 1^{er} décembre 1919, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 10 décembre 1919,

M. Antoine Juillard, cafetier, demeurant à Casablanca, 92, traverse de Médiouna, a vendu à M. Etienne Dhugues, représentant de commerce, demeurant à Casablanca, rue de Mirecourt, le fonds de commerce dit « Café du Progrès », exploité, à Casablanca, 92, traverse de Médiouna, comprenant : l'enseigne, la clientèle, le mobilier et l'achalandage y attachés, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée, le 24 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour tout le Maroc, au nom de M. Charles Malcor, demeurant à Marseille, 42, rue Grignan, par M^e Cruet, avocat à Casablanca, son mandataire, de la firme :

Compagnie Africaine désignant une société à créer au Maroc.

Déposée, le 30 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance d'Oujda

Inscription n° 120 du 26 décembre 1919, requise par M. Samuel Lévy, minotier, demeurant à Casablanca, avenue Général-Drude, n° 74, de la firme *Minoterie à cylindres perfectionnés*

Isaac Lévy,
Samuel Lévy successeur.
Le secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance d'Oujda

Inscription n° 121 du 26 décembre 1919, requise par M. Pierre Morisson, propriétaire, demeurant à Casablanca, 27, avenue du Général-d'Amade, de la firme :

Compagnie des Messageries Chérifiennes.
Le secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca

Par acte sous seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 8 novembre 1919, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, des huit et dix décembre 1919,

Mme Clara Molinari, hôtelière, demeurant à Casablanca, 9, rue du Marché-aux-Grains, veuve de M. Lamberti, a vendu à M. Paul Bassani, propriétaire, demeurant à Casablanca, rue Bab-el-Kedim, le fonds de commerce d'hôtelierie exploité à Casablanca, rue du Marché-aux-Grains, sous l'enseigne Hôtel de Genève, comprenant : la clientèle, le nom commercial et l'achalandage tous les meubles et objets mobiliers servant à son exploitation et le droit au bail de l'immeuble où est exploité ledit fonds, suivant clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été déposée, le 24 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont eu domicile en leur demeure respective.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au
secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 15 novembre 1919, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 18 décembre 1919, il appert :

Que M. Salvatore Savasta, coiffeur, demeurant à Casablanca, 43, rue du Commandant-Provost, et M. François Perricone, négociant, demeurant à Casablanca, 61, boulevard du 2^e Tirailleurs, ont, d'un commun accord, résilié entièrement et définitivement, sous diverses clauses et conditions, le contrat sous seing privé en date, à Casablanca, du 11 octobre 1919, déposé aux minutes notariales du dit secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca suivant acte, enregistré, du 25 octobre 1919, par lequel M. Savasta avait vendu à M. Perricone le fonds de commerce de coiffeur qu'il exploitait, à Casablanca, 43, rue du Commandant-Provost, sous l'enseigne de « Salon Richelieu ».

Les parties ont fait élection de domicile en leurs demeures respectives.

Une expédition en forme du dit acte a été déposée, le 28 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu
au secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour tout le Maroc, par M. Raymond Harquet, chevalier de la Légion d'Honneur, industriel, demeurant à Rabat, rue Henri-Popp, agissant en qualité de directeur de la Société Française des Comptoirs Marocains, dont le siège social est à Paris, 17, rue de l'Échiquier, de la firme :

*Société Française des Comptoirs
Marocains*

Déposée, le 30 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce, tenu
au secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, au nom de M. Pierre Morisson, demeurant à Casablanca, par M^e Guedj, avocat à Casablanca, son mandataire, de la firme :

La Dépêche Marocaine,

qui servira de titre à un journal quotidien devant paraître prochainement.

Déposée, le 30 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Par acte sous seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 15 décembre 1919, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, suivant acte enregistré du 20 décembre 1919,

M. Victor Grangier et M. Vincent Plat, tous deux négociants, demeurant à Casablanca, 29 et 31, rue de la Croix-Rouge, ont dissout, d'un commun accord, la société en nom collectif existant entre eux sous la raison sociale « V. Grangier et V. Plat », par contrat sous seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 21 juin 1919. M. Grangier prenant seul la suite de tous les biens et affaires de cette société, suivant clauses et conditions insérées au dit acte dont une expédition a été déposée, le 30 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les 15 jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile, à Casablanca, en leurs demeures respectives.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au
Secrétariat-Greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour tout le Maroc, par M. Pierre, Antoine Mas, banquier, demeurant à Casablanca, avenue de la Marine :

« *Le Petit Marocain* »

qui servira de titre à un journal quotidien devant paraître prochainement.

Déposée, le 28 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au
secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, conjointement et solidairement, par M. Barthélémy Tozza, commerçant, demeurant à Casablanca, 71, rue de Toul, et dame Jeanne Leydet, sans profession, demeurant à Casablanca, 71, rue de Toul, pour le ressort du Tribunal de Casablanca, de la firme :

« *Ravitaillement marocain* »

Déposée, le 24 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au
secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour tout le Maroc, par M. François Girardcol, inspecteur d'assurances, demeurant à Casablanca, rue du Croissant, agissant en qualité d'inspecteur général de la Compagnie d'assurances contre l'incendie L'Abeille, dont le siège social est à Paris, 57, rue Taitbout, de la firme :

L'Abeille.

Déposée le 24 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu
au Secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Par acte enregistré, reçu aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca le 18 et 28 novembre 1919, M. Jacob Assouline, négociant à Fès; M. Ruben J. Bensimhon, négociant à Fès, et M. Abraham Zagury, négociant à Casablanca, ont acquis conjointement, solidairement et indivisément entre eux,

dans des proportions différentes, de M. Edouard Reulemann, négociant à Casablanca, agissant comme membre de la Société commerciale en nom collectif Reulemann et Borgeaud, dont le siège social est à Casablanca, et M. Claude Fradin, industriel, demeurant à Casablanca, 123, route de Médiouna — ce dernier et le dit M. Reulemann, es-qualité, agissant au nom et pour le compte de la Société Française Industrielle et Commerciale C. Fradin et Cie, ayant son siège social à Casablanca, formée entre la Société Reulemann et Borgeaud et M. Claude Fradin, suivant acte sous seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 26 mars 1917 — le fonds de commerce de minoterie que la Société en commandite simple Fradin et Cie exploitait à Casablanca, 123, route de Médiouna, sous le nom de « Grande Minoterie Française » et comprenant : l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, le droit au bail, les différents objets mobiliers, le matériel et les marchandises ainsi que la marque de fabrique « A la Cigogne », suivant clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été déposée le 11 décembre 1919 au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent.

Les parties ont fait élection de domicile savoir : la Société vendeuse en son siège social sus-indiqué, et les acquéreurs en la demeure de M. Zagury, à Casablanca.

Pour deuxième insertion :
Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au secrétariat-greffe du Tribunal
de Première Instance de Casablanca

Par acte sous seing privé, en date, à Casablanca, du 25 novembre 1919, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 17 décembre 1919,

M. Louis Philippon, restaurateur, demeurant à Casablanca, 4, rue du Consulat-d'Espagne, a vendu, sous diverses conditions, à M. Georges Enaut, maître d'hôtel, demeurant à Casablanca, 4, rue du Consulat-d'Espagne, la moitié indivise d'un fonds de commerce de restaurant, exploité à Casablanca, 4, rue du Consulat-d'Espagne, sous l'enseigne : « Restaurant Philippon », ensemble la moitié indivise de tous les éléments corporels et incorporels constituant ce fonds de commerce : clientèle, achalandage, enseigne, mobilier, matériel, lingerie, argenterie, vaisselle et autres,

ainsi que le droit au bail du local où est exploité le dit fonds.

Et par le même acte, MM. Philippon et Enaut ont formé, sous la raison et la signature sociales « L. Philippon et G. Enaut » et sous l'enseigne et raison de commerce : « Au Petit Riche », une société en nom collectif ayant pour objet l'exploitation du fonds de commerce de restaurant sus-désigné.

Le siège de la société est à Casablanca, 4, rue du Consulat-d'Espagne, mais il pourra être transféré dans tout autre local à Casablanca.

Cette société est constituée pour une durée de trois années, à compter du 15 décembre 1919, qui se renouvellera tous les trois ans pour une égale durée, tant qu'aucun des deux associés ne manifestera son intention de mettre fin à la société à l'expiration de chaque période.

Il a été fait apport à la société par moitié entre les deux associés du fonds de commerce de restaurant précité, ensemble tous les éléments corporels et incorporels qui le composent, dont la valeur est fixée au total à la somme de trente mille francs.

La société sera gérée et administrée par les deux associés conjointement ou séparément ; chacun des deux associés

aura à cet effet les pouvoirs les plus étendus et pourra disposer de la signature sociale : Toutefois, aucun des deux associés ne pourra valablement signer de la signature sociale une pièce, acte, engagement ou contrat quelconque représentant une valeur supérieure à 1.000 francs, sans le consentement de son coassocié.

La société sera dissoute de plein droit par le décès de l'un des associés ou si les pertes atteignent quinze mille francs.

Les bénéfices réalisés seront partagés par moitié entre les deux associés.

Et autres clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été déposée, le 23 décembre 1919, au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca, où tout créancier pourra faire, dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent, opposition ou la déclaration prescrite par l'article 7 du dahir du 31 décembre 1914 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce.

Les parties ont fait élection de domicile, à Casablanca, en leurs demeures respectives.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

ON ÉVITE

ON SOIGNE ON COMBAT

EFFICACEMENT

Toutes les Maladies
DES

VOIES RESPIRATOIRES
par l'emploi des

PASTILLES VALDA
ANTISEPTIQUES

Mais le succès n'est assuré que si on emploie bien

LES
PASTILLES VALDA VÉRITABLES

Les **EXIGER** dans toutes les Pharmacies
En **BOITES** de 1.75
portant le nom

VALDA